

ESQUISSES BIOGRAPHIQUES

LES GRANDS
NÉGOCIANTS
BORDELAIS

AU XVIII^e SIÈCLE

PAR

A. COMMUNAY

CORRESPONDANT DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES DES DÉPARTEMENTS,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA GIRONDE



BORDEAUX

V^{ve} A. MOQUET, LIBRAIRE-ÉDITEUR

45, rue Porte-Lijeaux, 45

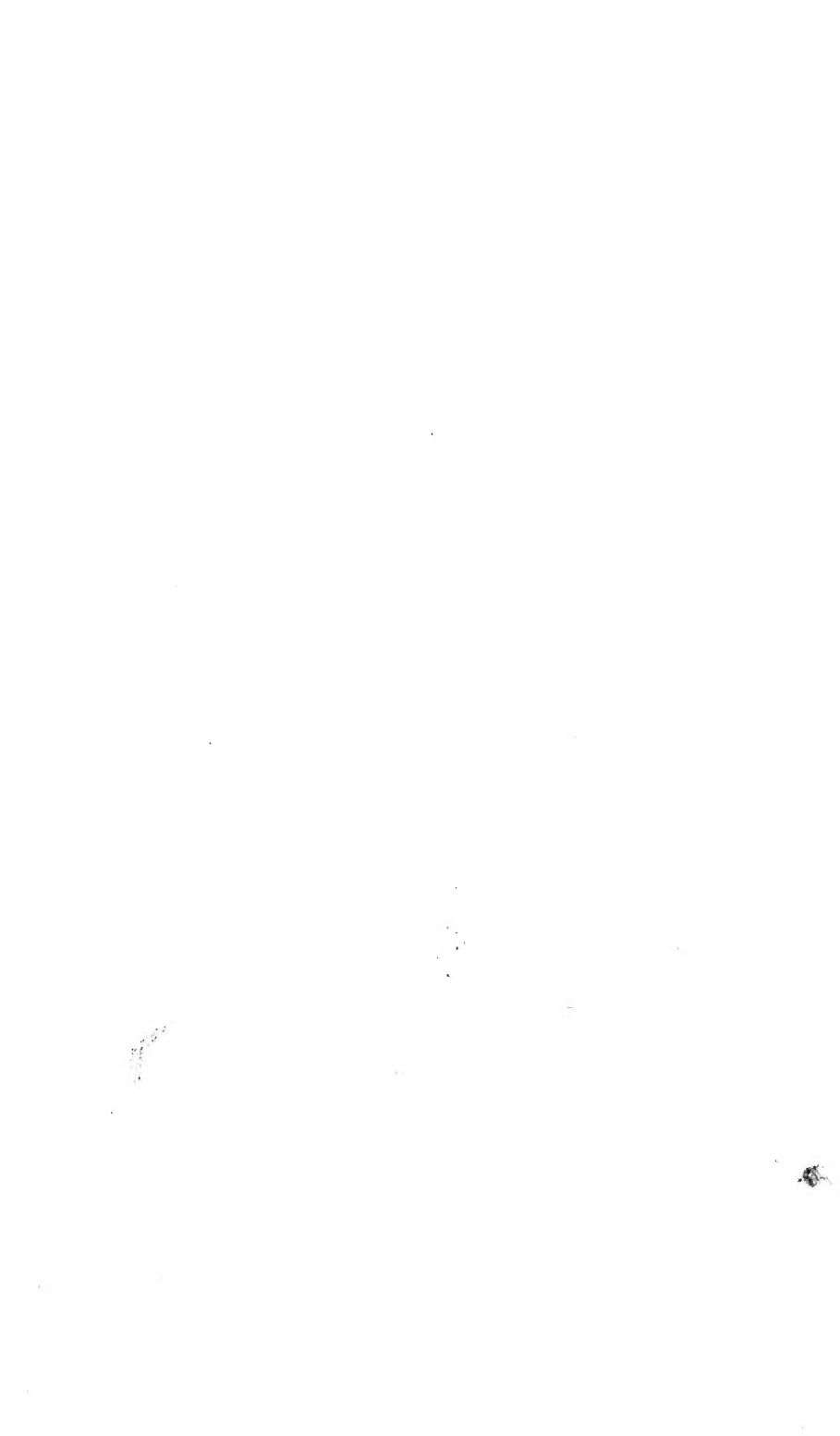
—
1888





LES
GRANDS NÉGOCIANTS
BORDELAIS

63437



ESQUISSES BIOGRAPHIQUES

LES GRANDS
NÉGOCIANTS
BORDELAIS

AU XVIII^e SIÈCLE

PAR

A. COMMUNAY

CORRESPONDANT DU COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES DES DÉPARTEMENTS,
PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA GIRONDE



BORDEAUX

V^{ve} A. MOQUET, LIBRAIRE-ÉDITEUR

45, rue Porte-Dijéaux, 45

—
1888

3003H101.000
309.112-101.000



Fièrè et glorieuse, à très juste titre, de son passé, de sa prépondérance dans les affaires de l'État, du grand rôle joué, soit par elle, soit par ses habiles directeurs, la Chambre de Commerce de Bordeaux a, depuis plusieurs années, mis au concours une *Histoire générale du commerce de Bordeaux*. Le programme porte que cette œuvre future devra être divisée en trois parties :

Première partie : HISTOIRE DU COMMERCE DE BORDEAUX, DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'À LA FIN DU XVII^e SIÈCLE.

Deuxième partie : ÉTUDE DU COMMERCE DE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE.

Troisième partie : COMMERCE DE BORDEAUX AU XIX^e SIÈCLE.

Dans chacune de ces parties, est-il ajouté, on présentera le commerce de Bordeaux avec la France, avec les colonies françaises, avec les nations étrangères. On indiquera les produits du sol, les marchandises diverses et les objets de l'industrie sur lesquels le commerce de Bordeaux s'est exercé. On fera particulièrement l'histoire de la culture de la vigne dans la région. — En ce qui concerne les colonies, on indiquera l'influence du climat, les richesses du sol, l'importance des divers produits.

On appréciera les causes politiques et économiques qui ont développé ou entravé les relations commerciales de Bordeaux.

On signalera l'influence des armateurs bordelais, qui ont développé le commerce de Bordeaux, qui ont étendu nos relations avec les colonies et avec les nations étrangères.

On le voit, le projet mis au concours est vaste, étendu ; il est même si vaste, si étendu et réclame une somme de connaissances si grande et si variée, que les esprits les mieux doués et les plus enclins à ce genre d'études, ont tous reculé devant une besogne qui nécessiterait la coopération de plusieurs citoyens dévoués. Et d'abord où trouver les documents propres à établir les premières données, c'est-à-dire les bases mêmes de l'œuvre souhaitée ? Dans quelles bibliothèques, dans quels dépôts d'archives espérer trouver les matériaux secondaires, mais absolument indispensables, pour écrire une Histoire véritablement internationale ? Si la Bibliothèque municipale de la ville de Bordeaux contient à peu près tout ce qui a été publié sur ce sujet, en revanche le peu de manuscrits qu'elle possède est étranger à ce sujet. Restent donc les Archives. Le grand dépôt départemental de la rue d'Aviau renferme, il est vrai, une certaine quantité de documents, mémoires, lettres patentes, états, rapports, lettres, etc..., le tout admirablement classé et inventorié par les véritables, mais trop modestes savants qui en ont la garde. Malheureusement ces documents sont d'origine relativement peu ancienne : à peine remontent-ils à la fin du xvii^e siècle. — Des titres déposés aux Archives de la ville nous n'en pouvons parler, aucun inventaire n'ayant été, croyons nous, publié, ni même commencé ; en tous cas, s'il existe, le public n'est pas admis à le consulter. Resterait un troisième fonds, immensément riche au dire de certains, très pauvre suivant quelques sceptiques : nous voulons parler des Archives de l'ancienne *Amirauté de Guyenne* dont le siège

principal était à Bordeaux, et dont la juridiction s'étendait sur toute la côte baignée par l'Océan, depuis les villes de Hendaye et de Saint-Jean-de-Luz jusques et y compris la Saintonge. Ces archives, déposées sans ordre, sans soin, sans classement, dans une salle quelconque du greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux, sont absolument inabordables. Non seulement il n'est pas permis de les consulter, mais il est même défendu d'en solliciter la communication. C'est un trésor, caché à tous, que l'on tient à transmettre dans toute sa virginité aux générations futures.

Il paraîtrait donc naturel que, avant de réclamer une *Histoire générale du commerce de Bordeaux*, la Chambre de Commerce se préoccupât tout d'abord de recueillir et de réunir dans un local spécial, et sous une direction unique, tous les documents qui l'intéressent particulièrement. Déjà elle possède, dans son Hôtel de la Bourse, une bibliothèque très importante et un recueil considérable de cartes marines (environ 4,000). Pourquoi n'essaierait-elle pas d'obtenir la cession et l'abandon des divers fonds que nous avons énumérés, et, réunissant le tout dans une vaste salle placée à la suite de sa bibliothèque, ne créerait-elle pas les *Archives de la Chambre de Commerce* ? Au milieu de ces trésors qui s'augmenteraient tous les jours, grâce à quelques achats et à des transcriptions de documents demandées un peu partout, les érudits, les travailleurs tenteraient, non peut-être encore d'écrire cette *Histoire générale*, véritable œuvre de bénédictins, mais tout au moins des études particulières, distinctes, caractéristiques : période anglaise, période française, période moderne, colonisation, importation, exportation, etc.

La matière est aussi vaste que belle, pleine d'attraits et

de séduction. Du ^{xii}^e au ^{xv}^e siècle les difficultés de toutes sortes qui environnent le commerce sont peu à peu vaincues et surmontées : au ^{xvi}^e siècle, les expéditions aventureuses, lointaines, presque toutes sans retour ; au ^{xvii}^e siècle, l'organisation des pêcheries de Terre-Neuve, d'Islande, du Groënland : la formation des grandes compagnies et des succursales dans les colonies ; au ^{xviii}^e siècle enfin, la régularité des rapports commerciaux entre l'ancien et le nouveau continent. Ces *Études* séparées, traitant de sujets différents, convergeraient cependant vers le même but ; elles serviraient de jalons, de points de repère, de données certaines aux auteurs de la future *Histoire générale* et faciliteraient grandement leur lourde tâche. Qu'on nous permette de démontrer la bonté du système que nous préconisons. On verra que, malgré la dispersion des principaux documents, des pièces officielles, il serait encore facile, grâce aux *Archives départementales*, d'écrire une *Étude* assez exacte du commerce de Bordeaux pendant le siècle dernier.





LES GRANDS NÉGOCIANTS BORDELAIS

I.

C'est une vérité depuis longtemps reconnue que le Bordelais est le type du parfait négociant, prenant ce mot dans toute sa belle acception. Probité, sang-froid, hardiesse, coup d'œil, persévérance, juste appréciation des choses et des événements, tels sont les dons précieux que ce favorisé reçoit du Ciel en arrivant dans ce bas monde. L'on sait aussi qu'il est de rigueur, dans les plus fortes maisons de cette opulente cité, de continuer, quelle que soit la situation de fortune, le négoce commencé par le père, l'aïeul, le bisaïeul et parfois le trisaïeul. Cette hérédité constitue une force et une autorité dont on ne peut nier les grands effets.

Ces qualités maîtresses ont existé de tout temps, mais d'une façon peut être plus développée au siècle dernier. En

ce temps fortuné, le magistrat comme l'officier, le noble comme le bourgeois, tous, du plus grand au plus petit, rêvaient commerce, vivaient et mouraient libre-échangistes. Le Parlement de Bordeaux lui-même, ce grand corps composé de doctes législateurs, de lettrés, d'érudits, parfois même de poètes, s'inquiétait, se passionnait pour toutes les questions commerciales, non point indistinctement, mais de la façon la plus unanime. Écoutons le langage que tenait cette compagnie, au mois de juillet 1764 (1), alors qu'il était question d'un impôt nouveau qui menaçait d'atteindre une des plus grandes productions de la contrée :

« Ce n'est point au courroux du Ciel que la Guienne doit attribuer les malheurs qui l'accablent depuis quelques années. Qui le croiroit ? C'est aux biens infinis dont la nature nous a comblés que nous devons nous en prendre ! Ils ont excité l'envie des uns, la cupidité des autres ; on a fondu sur nous de toutes parts, et, par des attaques diverses, on est parvenu non seulement à nous dépouiller de nos avantages naturels, mais à les tourner contre nous et contre les intérêts de l'Etat.

« Cette belle province, la plus étendue du Royaume, est aussi la plus féconde en toutes sortes de biens. Elle renferme en son sein, non seulement toutes les matières quelconques dispersées dans les différentes parties de l'Europe, mais elles y sont toutes d'une qualité supérieure.

« Ses *minots* sont les premières farines du monde ; ses *vins*, si renommés, se transportent dans les régions les plus éloignées et ont l'avantage de s'améliorer dans la navigation : ses *eaux de vie*, ses *laines*, son *chanvre*, son *lin*, les *sels* qu'on recueille à Brouage, Ré et Oleron sont des premières qualités en chaque genre.

(1) *Mémoire du parlement séant à Bordeaux sur la libre exportation des eaux-de-vie de poiré, demandée par les provinces de Bretagne et de Normandie, lu à l'assemblée des Chambres, le 21 juillet 1764 et envoyée à S. M. le 28 du même mois. (Arch. départ. de la Gironde, c. 3685 ; mémoire manuscrit.)*

« Elle produisoit autrefois le plus excellent *tabac*, connu sous le nom de *tabac de Clairac* : ses terres en étoient engraisées et mieux préparées pour le *bled* dans les années alternatives qu'on donnoit à l'une et à l'autre plante. Trente deux paroisses seulement de cette province suffisoient alors à la consommation du Royaume : l'excédent formoit un objet considérable de commerce avec le Nord et l'Italie. *Le soi-disant Génie tutélaire* des fermiers nous priva de cet avantage, aimant mieux gratifier nos anciens ennemis d'un tribut de *six millions annuels*, lequel entretient chez eux une navigation de cent cinquante vaisseaux et cinquante mille hommes employés tant au transport qu'à la culture et préparation de cette plante.

« Ils (les fermiers) tentèrent diverses fois ce grand projet sous le règne auguste de Louis XIV, offrant d'augmenter le bail qui avoit renfermé la culture du tabac dans les communautés dont on vient de parler; mais ce grand monarque refusa constamment leurs offres, en quelque état d'épuisement qu'il ait vu ses finances.

« Qu'on daigne calculer, depuis cette fatale époque, l'argent qu'ils ont donné aux étrangers! Plus de DEUX CENT MILLIONS à l'Angleterre, perdus pour la France! Cela seul a produit l'inégalité des forces de mer entre les deux nations et les malheurs qui s'en sont suivis. Que seroit-ce si l'on y joignoit les profits immenses des fermiers et la suppression de ceux qu'auroient fait notre agriculture et notre commerce?

« Qu'on rende au Royaume la culture de cette plante, et S. M. en retirera plus que les fermiers n'en donneront; nous recouvrerons bientôt tous nos avantages. Nos villes et nos campagnes ne seront plus inondées d'une armée de satellites; nous n'aurons plus la douleur de voir préparer des galères et des gibets pour d'innocents malfaiteurs, et cette opération portera le coup le plus mortel à nos rivaux!

« Aux avantages dont on vient de parler, la Guienne joint encore ceux des *paturages* les plus gras et les plus propres à toute espèce d'animaux, *chevaux, mulets, bœufs, moutons, cochons, oyes*, dont elle fait déjà un grand commerce par terre et par mer, mais qu'on pourroit aisément décupler.

« On trouve, non seulement dans les Pyrénées mais encore dans les différentes petites provinces dont elle est composée, des *mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer*; des *carrières de marbre, d'ardoises, de*

charbon de terre, du bois de construction et de mâture, que le gouvernement commence à mettre à profit.

« Ses landes, qu'on croiroit un terrain inculte, nourrissent une grande quantité de *bétail* et donnent des *goldrons* aussi parfaits que ceux du Nord, de la *résine* et *thérébentine*, de la *cire* et du *miel* : on vient d'y établir des forges du *fer* le plus excellent.

« On peut cultiver partout les *oliviers*, la *soye*, la *garance*, le *saffran* : enfin l'on ne sauroit nommer une denrée propre au commerce dont elle ne jouisse, ou qu'elle ne puisse produire, et, comme on l'a dit plus haut, de qualités toujours supérieures.

« Pour faciliter le transport de tant de biens, la nature a distribué, dans chacune de ces petites provinces, quantité de rivières navigables, d'où elle prit le nom d'*Aquitaine*. Ces rivières débouchent dans quatre grands fleuves qui se rendent à la mer par les ports de Bayonne, Bordeaux, Libourne et Rochefort. Elle en a d'ailleurs plusieurs autres sur l'Océan, tels que Saint-Jean de Luz, Marennes, les îles de Ré et d'Oleron, et communique à la Méditerranée par la Garonne, qui se joint au canal de Languedoc.

Que manque-t-il donc à cette province pour faire le commerce le plus étendu ?

« Rendés lui l'usage de ses facultés naturelles, otés les entraves, les contraintes, le monopole, les droits excessifs qui étouffent toute culture, toute industrie ; donnés l'essor à l'activité si reconnue du génie gascon !

« Que le digne rejetton du Grand Henry daigne jeter un œil favorable sur des peuples fidèles et chers de son ayeul, sur des lieux où fut conçu le plus grand des mortels, et nos malheurs sont finis, la prospérité va renaître dans ces climats fortunés, notre commerce sera bientôt supérieur à celui de toutes les nations, et *Bordeaux deviendra le magasin de l'Univers* !

Ce langage n'est-il pas vraiment patriotique ? qui le désavouerait aujourd'hui ? qui ne se ferait gloire de l'avoir prononcé ?

Cependant, pour en comprendre toute la portée, il est nécessaire de bien connaître le moment où il a été prononcé.

Les transactions n'étaient pas alors aussi faciles que de nos jours; l'éloignement des pays tributaires, la difficulté de correspondre, le grand et long découvert que l'on était obligé de supporter, restreignaient forcément le cercle des transactions. Aujourd'hui qu'il dispose des chemins de fer, des bateaux à vapeur, du télégraphe, du téléphone, le négociant ne rêve plus qu'un gros chiffre d'affaires. Plus posé, plus calme, plus réfléchi, le commerçant des siècles passés visait surtout au résultat; ce n'était que par une très grande audace, presque toujours heureuse, ou par une connaissance approfondie des affaires, qu'il suppléait aux moyens sûrs et rapides d'aujourd'hui.

Afin de donner une idée exacte, quoique très sommaire, des opérations commerciales de Bordeaux au siècle dernier, nous prendrons la période sur laquelle les Archives Départementales possèdent le plus de documents, et, les condensant en quelques pages, nous placerons sous les yeux du lecteur un état comparatif (1751-1755) entre le mouvement du port de Bordeaux et celui des principales villes de France, suivi d'un tableau comprenant, pendant la même période, les importations et exportations faites directement. La comparaison sera toute en faveur de notre grande cité maritime.

1^o ÉTAT DES NAVIRES ENTRÉS DANS LE PORT DE BORDEAUX,
VENANT D'EUROPE.

(Angleterre, Irlande, Russie, Hollande, Prusse, Danemark, Suède,
Portugal, Espagne, Italie, etc.)

1751.....	2012 navires
1752.....	1984 »
1753	1991 »
1754	2016 »
1755	2019 »

État général des Navires arrivés en France de l'Amérique.

		De Saint-Domingue.	De La Martinique.	De Québec.	De Louisbourg.	1751	1752	1753	1754	1755
A Bordeaux.	1751	69	51	»	2	122				
	1752	76	48	3	4		131			
	1753	78	59	1	5			143		
	1754	102	52	1	3				158	
	1755	84	57	4	4					149
A Nantes.	1751	73	30	»	»	103				
	1752	88	21	»	1		110			
	1753	99	19	»	»			118		
	1754	91	15	»	»				106	
	1755	78	21	»	»					99
A La Rochelle.	1751	33	6	5	»	44				
	1752	18	4	11	1		34			
	1753	24	4	7	1			36		
	1754	18	1	8	3				30	
	1755	23	3	19	7					52
A Marseille.	1751	14	33	»	»	47				
	1752	9	17	»	»		26			
	1753	4	13	»	»			17		
	1754	19	22	»	»				41	
	1755	10	23	1	»					34
Au Havre.	1751	13	25	»	»	41				
	1752	22	27	1	»		50			
	1753	25	24	»	»			49		
	1754	19	26	1	»				46	
	1755	20	26	»	»					46
A Bayonne.	1751	4	8	»	»	12				
	1752	3	5	1	5		14			
	1753	2	6	2	4			14		
	1754	2	4	»	8				14	
	1755	1	3	3	13					20

RÉCAPITULATION

DES NAVIRES ARRIVÉS D'AMÉRIQUE

A Bordeaux	703
A Nantes.....	536
A La Rochelle.....	196
A Marseille.....	165
Au Havre	232
A Bayonne	74

2^e ETAT DES NAVIRES SORTIS DU PORT DE BORDEAUX
A DESTINATION D'EUROPE.

Angleterre, Irlande, Russie, Prusse, Danemarck, Hollande, Suède,
Portugal, Espagne, Italie, etc.

1751..... 1686 navires. 1753..... 1701 navires.
1752..... 1631 — 1754..... 1672 —
1755..... 1704 navires.

État général des Navires partis de France pour l'Amérique.

		Saint-Domingue.	La Martinique.	La Guinée.	Québec.	Louisbourg.	1751	1752	1753	1754	1755
De Bordeaux	1751	61	61	2	8	6	138				
	1752	56	60	11	21	7		155			
	1753	67	63	2	17	12			161		
	1754	70	77	9	21	11				188	
	1755	87	65	2	29	9					192
De Nantes	1751	47	17	17	»	»	81				
	1752	61	19	36	1	»		117			
	1753	77	10	31	»	»			118		
	1754	55	19	37	»	»				111	
	1755	35	8	20	»	»					63
De La Rochelle	1751	18	3	2	9	»	32				
	1752	12	7	6	16	6		47			
	1753	8	2	3	12	8			33		
	1754	14	2	9	8	11				44	
	1755	8	4	6	9	9					36
De Marseille	1751	10	25	»	»	»	35				
	1752	5	14	»	»	»		19			
	1753	3	5	»	»	»			8		
	1754	14	24	»	»	»				38	
	1755	12	21	»	2	»					35
Du Havre	1751	19	31	4	»	»	54				
	1752	14	24	3	»	»		41			
	1753	20	24	3	»	»			47		
	1754	14	29	5	1	»				49	
	1755	18	20	9	»	»					47
De Bayonne	1751	2	4	»	»	»	6				
	1752	1	9	»	2	»		12			
	1753	2	3	»	4	5			14		
	1754	2	3	»	1	11				17	
	1755	1	4	»	1	11					17

RÉCAPITULATION

DES NAVIRES PARTIS D'AMÉRIQUE

De Bordeaux	834
De Nantes.....	490
De La Rochelle.....	192
De Marseille.....	135
Du Havre	238
De Bayonne	66

3^o TABLEAU DES MARCHANDISES ENTRÉES DANS LE PORT
DE BORDEAUX.

(1751-1755)

D'ANGLETERRE : *Bœuf, salé, beurre blés, froment, charbon de terre, chandelles, étain, farines, tabacs en feuilles, poissons salés, pour une valeur de*

Pendant les années.. . . .	{	1751.....	5.292.761 livres.
		1752.....	6.344.302 —
		1753.....	2.873.498 —
		1754.....	2.951.814 —
		1755.....	2.480.753 —
		TOTAL.....	19.943.128 livres.

DE DANEMARK : *Blés, beurres, merrains, planches, graines oléagineuses, peaux brutes, terra cotta, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	307.077 livres.
		1752.....	550.694 —
		1753.....	194.550 —
		1754.....	26.932 —
		1755.....	29.633 —
		TOTAL.....	1.108.886 livres.

D'ESPAGNE : *Fers, avoines, vins, huiles d'olives, laines, oranges, citrons, fruits divers, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	196.591 livres.
		1752.....	186.496 —
		1753.....	219.113 —
		1754.....	262.396 —
		1755.....	362.344 —
		TOTAL.....	1.226.940 livres.

DE HOLLANDE : *Aciers, drogueries, chair et huile de baleines, aiguilles, blés, beurres, bières, bois, cuivres, épiceries, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	3.306.074 livres.
		1752.....	3.523.709 —
		1753.....	2.550.870 —
		1754.....	2.003.127 —
		1755.....	2.291.285 —
		TOTAL.....	13.678.065 livres.

DU NORD DE L'EUROPE : *Aciers, drogueries, quincailleries, fers battus, azur, blés, seigles, bois, fils à coudre, suifs, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	4.257.547 livres.
		1752.....	2.738.902 —
		1753.....	1.633.555 —
		1754.....	1.906.497 —
		1755.....	1.395.315 —
		TOTAL.....	11.931.816 livres.

DE PORTUGAL : *Riz, figues, fruits secs, orseille, citrons, huiles, sumac, liège brut, laines, baies de sureau, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	7.153 livres.
		1752.....	8.026 —
		1753.....	5.431 —
		1754.....	9.128 —
		1755.....	6.874 —
		TOTAL.....	36.612 livres.

DE RUSSIE : *Bois de construction, planches de sapin, cuirs bruts, potasse, goudron, poix, pelleteries, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	13.000 livres.
		1752.....	9.150 —
		1753.....	178.603 —
		1754.....	3.420 —
		1755.....	16.492 —
		TOTAL.....	220.665 livres.

DE SUÈDE : *Blés, froments, seigles, fers, goudron, merrains, planches de sapin et de chêne, pelleteries, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	152.795 livres.
		1752.....	148.350 —
		1753.....	305.654 —
		1754.....	155.913 —
		1755.....	176.640 —
		TOTAL.....	939.352 livres.

DES ILES FRANÇAISES : *Bois, cacao, cafés, sucres terreux, sucres bruts, cochenille, indigo, cotons, cuirs, gingembre, rocou, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	13.019.704 livres.
		1752.....	12.790.107 —
		1753.....	24.633.698 —
		1754.....	23.919.163 —
		1755.....	21.528.880 —
		TOTAL.....	95.891.552 livres.

LA FLANDRE AUTRICHIENNE : *Cafés, cuirs tannés, sucres blancs et bruts, prunes, eaux-de-vie, etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	9.743 livres.
		1752.....	16.724 —
		1753.....	78.753 —
		1754.....	20.061 —
		1755.....	51.211 —
		TOTAL.....	176.492 livres.

D'ITALIE : *Cafés, cacao, indigo, rocou, sucres, toileries, soieries, etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	90.901 livres.
		1752.....	641.693 —
		1753.....	1.079.508 —
		1754.....	791.287 —
		1755.....	1.097.237 —
		TOTAL.....	3.700.626 livres.

DE LA SAVOYE : *Sucres raffinés.*

Pendant les années.	{	1751.....	60.979 livres.
		1752.....	97.913 —
		1753.....	70.453 —
		1754.....	95.246 —
		1755.....	99.315 —
		TOTAL.....	423.906 livres.

DE LA SUISSE : *Cafés, gingembre, indigo, sucres, etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	301.844 livres.
		1752.....	127.863 —
		1753.....	206.724 —
		1754.....	34.232 —
		1755.....	161.280 —
		TOTAL.....	831.943 livres.

4^o TABLEAU DES MARCHANDISES SORTIES DU PORT DE BORDEAUX

(1751-1755)

POUR L'ANGLETERRE : *Café, indigo, sucres, vins, eaux-de-vie, vinaigres, etc., pour une valeur de*

Pendant les années.....	{	1751.....	4.342.153 livres.
		1752.....	2.775.049 —
		1753.....	6.170.461 —
		1754.....	5.400.393 —
		1755.....	1.591.748 —
		TOTAL.....	20.279.804 livres.

LE DANEMARK : *Soieries, toileries, vins, eaux-de-vie, gingembre, cafés, indigo, prunes, rocou, sucres, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	1.303.515 livres.
		1752.....	1.488.241 —
		1753.....	7.194.422 —
		1754.....	1.760.407 —
		1755.....	1.144.463 —
		TOTAL.....	12.891.048 livres.

L'ESPAGNE : *Soieries, toileries, draperies, cacao, sucres, cafés, gingembre, vins, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	513.435 livres.
		1752.....	696.861 —
		1753.....	797.455 —
		1754.....	640.646 —
		1755.....	772.519 —
		TOTAL.....	3.425.916 livres.

LA HOLLANDE : *Sucres, cafés, indigo, cacao, prunes, vins, vinaigres, eaux-de-vie, fruits, etc., etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	7.423.677 livres.
		1752.....	9.277.265 —
		1753.....	12.950.480 —
		1754.....	10.351.798 —
		1755.....	10.270.032 —
		TOTAL.....	50.273.252 livres.

LE NORD DE L'EUROPE : *Sucres, cafés, indigo, cacao, prunes, vins, vinaigres, toileries, draperies, fruits, etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	13.182.910 livres.
		1752.....	11.723.826 —
		1753.....	15.204.594 —
		1754.....	14.959.922 —
		1755.....	14.854.766 —
		TOTAL.....	69.926.018 livres.

LE PORTUGAL : *Draperies de Carcassonne, vins, prunes, fruits, etc.*

Pendant les années.....	{	1751.....	5.931 livres.
		1752.....	7.181 —
		1753.....	2.500 —
		1754.....	41.136 —
		1755.....	29.252 —
		TOTAL.....	86.000 livres.

LA RUSSIE : *Vins, eaux-de-vie, cafés, sucres, indigo, prunes, fruits divers, draperies, etc.*

Pendant les années.....	1751.....	166.614 livres.
	1752.....	448.482 —
	1753.....	464.083 —
	1754.....	361.207 —
	1755.....	245.648 —
TOTAL.....		1.686.034 livres.

LA SUÈDE : *Cacao, cafés, sucres, gingembre, prunes, fruits divers, vins, eaux-de-vie, toileries, etc.*

Pendant les années.....	1751.....	881.677 livres.
	1752.....	658.816 —
	1753.....	1.235.627 —
	1754.....	1.909.304 —
	1755.....	654.149 —
TOTAL.....		5.319.573 livres.

LES ILES FRANÇAISES : *Merceries, toileries, draperies, soieries, salaisons, vins, eaux-de-vie, prunes, etc.*

Pendant les années.....	1751.....	5.546.752 livres.
	1752.....	5.533.088 —
	1753.....	10.705.787 —
	1754.....	8.438.540 —
	1755.....	10.560.249 —
TOTAL.....		40.784.416 livres.

RÉCAPITULATION

ANNÉES	ENTRÉES	SORTIES	DIFFÉRENCES en faveur du PORT DE BORDEAUX
1751	26.552.702 liv.	33.835.131 liv.	7.282.429 liv.
1752	26.299.736 »	33.473.002 »	7.173.266 »
1753	32.594.972 »	56.160.847 »	23.565.875 »
1754	31.238.390 »	44.804.179 »	13.565.789 »
1755	28.291.216 »	41.531.869 »	13.240.653 »
	144.977.016 liv.	209.805.028 liv.	64.828.012 liv.

Par ces divers tableaux, bien incomplets cependant, on voit de combien Bordeaux l'emportait sur les autres villes du royaume. Chaque année, son commerce grandissait (1) et, malgré des événements aussi malheureux qu'inattendus, allait croissant; nous voulons parler des années de disettes si fréquentes au siècle dernier et de l'épouvantable inondation de 1770. Rien que dans la généralité de Bordeaux, les dégâts s'élevèrent à un million cent quarante sept mille livres : dans les subdélégations de La Réole, de Marmande, de Nérac, de Condom, de Bazas, de Casteljaloux, les pertes dépassèrent deux millions de livres (2).

Les guerres du règne de Louis XV et la perte des îles jetèrent toutefois un certain trouble dans les rapports commerciaux. Il y eut un instant d'effarement, de panique générale, et plusieurs maisons honorables s'écroulèrent, accablées sous le poids de leur découvert à l'étranger. Pendant quelques mois, aucun navire n'osa quitter le port de Bordeaux : les croisières anglaises étaient si supérieurement organisées, que pas un

(1) Le 22 avril 1758, M. de Moras, ministre de la marine, écrivait à M. de Tourny, intendant de la généralité de Bordeaux : « Je ne puis trop, Monsieur, vous remercier de la manière dont vous voulez bien concourir en toutes occasions et avec la plus grande activité à ce qui peut intéresser le service de la marine. J'ai vu avec la plus grande satisfaction le tableau que m'a envoyé M. de Rostan des expéditions faites directement de Bordeaux pour Quebec, et je n'en ay pas moins eu en lisant celuy que vous voulés bien m'adresser des batimens déjà expédiés par les sieurs Feger frères. Les dispositions sont bien faites et si multipliées que l'on peut en espérer le succès au moins pour une partie suffisante à l'approvisionnement de nos colonies de l'Amérique septentrionnale. Je crois les deux premières divisions parties sous l'escorte de la *Sirène* et de la *Galathée* heureusement décapées, il n'y a plus que les atterages à craindre..... » (*Archiv. histor. de la Gironde*, tome XXI, p. 230 : document publié par M. Roborel de Climens.)

(2) On trouve de nombreux détails sur ce grand désastre dans un rapport dressé par l'intendant Esmangart, et dont une copie fut adressée au contrôleur général. (*Arch. départ. de la Gironde*, c. 3580.)

vaisseau ne serait arrivé à destination (1). Mais les Bordelais reconquirent bien vite leur sang-froid et eurent à cœur de prouver qu'ils entendaient aussi bien la guerre que le cabotage. Une nuée de corsaires fut promptement équipée : quelques-uns reçurent la mission de surveiller l'entrée de la Gironde; d'autres devaient convoier les navires marchands et les protéger jusqu'à leur point d'arrivée. Au retour, ils devaient donner la chasse à l'ennemi (2). Que de beaux faits d'armes, de courage, de hardiesse, on pourrait citer : qu'on nous permette d'en rappeler deux seuls.

Au mois d'avril 1760, le capitaine Mare, de Bordeaux, montant un petit corsaire de 12 canons, est attaqué, à son retour de la Martinique, par un senaw anglais de 18 canons. Malgré son infériorité, le capitaine Mare ordonne l'abordage, et se mettant à la tête de son équipage, saute sur le vaisseau anglais : « Il s'y trouve bientôt seul de son bord; mais il ne
« perd point courage, et après avoir tué le capitaine ennemi
« et un autre homme, il remonte sur le pont, et poussant de
« grands cris, fond l'épée à la main sur l'équipage anglais,
« qui, le croyant suivi d'une troupe nombreuse, s'enfuit par
« les écoutilles. Mare les ferme, et, ayant appelé ses hommes,
« il conduit sa prise à la Martinique : la cargaison du senaw

(1) L'audace des Anglais était sans bornes : en janvier 1780, constate *la Gazette de France*, « un corsaire anglais, étant entré de nuit dans la Gironde, s'empara d'un « navire richement chargé, venant de la Guadeloupe, et de huit barques de Bretagne, avec lesquelles il gagna le large. Mais comme le trop grand nombre de « prisonniers l'aurait embarrassé sur son bord, il en mit 150 sur une barque dont « il retira les voiles et les agrets. Malgré cette barbarie atroce, la barque put heureusement gagner la terre. »

(2) On trouve dans *la Gazette de France* de cette époque, plusieurs plans d'armements particuliers, entre autres celui de douze petits navires pour les colonies françaises par MM. Feuilherade frères et C^{ie}, de Bordeaux.

« ennemi est vendue 300,000 livres (1). » Le 6 août 1780, *l'Eulalie*, de Bordeaux, capitaine Augenne, armée de 20 canons et de 90 hommes d'équipage, quittait le port, emportant pour Bristol une cargaison de sucre estimée 600,000 livres. Arrivée en pleine mer, *l'Eulalie* est attaquée par la frégate anglaise *l'Eolus*, forte de 38 canons et de 120 hommes d'équipage, et par deux cutters de la même nation de 24 et 26 canons. Le combat dura huit heures, furieux, désordonné : abordée de tous les côtés à la fois, *l'Eulalie* est bientôt prise. Lorsque les Anglais parvinrent à mettre le pied sur le navire, le capitaine, son second, le maître, le contre-maître et 41 hommes de l'équipage français râlaient sur le pont (2).

Sous le règne de Louis XVI, le commerce reçut un nouvel élan. L'ordonnance royale du 28 décembre 1777, instituant un prix public en faveur des récents établissements de commerce et des personnes qui, en frayant de nouvelles routes à l'industrie nationale, auraient ainsi servi et honoré l'État, augmenta encore ce courant, cette passion du négoce (3). Les cartons de l'Intendance regorgent de projets, de mémoires devant tourner à l'avantage de Bordeaux, et l'inventaire déjà cité en signale aux chercheurs un grand nombre. Nous ne rappellerons que les principaux :

1779. — Projet formé par M. de l'Horte, négociant à Bordeaux, et le travail fait sur ce projet par le baron de Villiers, d'établir un port de guerre dans le bassin d'Arcachon, devant communiquer par un canal, à l'usage de la marine royale,

(1) *Gazette de France*, n° du 31 mai 1760.

(2) *Ibid.*, n° d'août 1780.

(3) Vers la même époque le Contrôleur général ordonnait la recherche, dans toutes les généralités, des emplois et offices nuisibles ou utiles à la liberté et au développement du commerce et de l'industrie. (*Archiv. départ.*, c. 3862.)

d'un côté avec Bordeaux, de l'autre avec Bayonne. — La conséquence de ces travaux devait être la fixation des dunes de sable, au moyen d'un système de clayonnage partant d'abord de la mer, au point où les hautes marées n'allaient pas, pour continuer de proche en proche jusqu'aux terrains habités, après quoi le sable fixé pourrait recevoir des semences d'arbres. — Ce projet fut dans la suite écarté par Necker; sa principale raison était, « que les dunes se trouvant en « dehors de la ligne des terres baignées par les marées, les « seigneurs et les paroisses de chaque territoire y avaient un « droit de propriété incontestable et absolu (1). »

1782. — Projet des sieurs Brun et Soulier, négociants à Bordeaux, d'établir dans le port des pontons de déchargements.

Ce projet, repoussé tout d'abord par les jurats et la Chambre de Commerce comme dangereux pour la rade et devant priver les ouvriers du port de leur travail, était recommandé, au contraire, en vue de l'utilité générale, par l'ingénieur en chef Brémontier, et par MM. de Peyronnet, de Pluviau et de Borda, également ingénieurs. Il fut enfin adopté par le roi, en son conseil, le 24 juin 1786, dans un arrêt qui attribue la priorité du projet et tous les avantages de l'exploitation aux sieurs Senet & C^{ie}, sous la condition que le commerce serait entièrement libre de s'en servir ou de s'en tenir aux anciens procédés (2).

1787. — Un projet de règlement pour prévenir les incendies dans le port de Bordeaux, présenté par M. Prévost de Lacroix au maréchal de Castries.

(1) *Archiv. départ. de la Gironde*, c. 3603.

(2) *Ibid.*, c. 3601.

Les jurats refusent la prise en considération de ce projet, parce que, disent-ils, « ils y voioient une accusation de négligence portée contre eux (1). »

L'intendant Dupré de Saint-Maur applaudissait à ce beau zèle. Au cours d'une des séances de l'Académie de Bordeaux, il donnait lecture du Mémoire adressé par lui au ministre Joly de Fleury « sur le creusement d'un canal dont il estimait « qu'on pourrait ceindre la ville, en dégagant ainsi les bords « du fleuve de tous les établissements et magasins qui vien-
« draient s'aligner sur ce canal, appuyé des deux côtés à la « Gironde (2). »

Ainsi encouragés et soutenus, les négociants Bordelais s'efforçaient d'augmenter sans cesse leurs opérations; le succès devaient récompenser leurs tentatives. En effet, les *Registres d'entrée* nous apprennent que de janvier 1788 à décembre 1789, c'est-à-dire pendant l'espace de deux mois, *cinq cent quinze navires, venant des colonies françaises, et ayant une cargaison variant de cent à cinq cent mille livres, entrèrent dans le port de Bordeaux. Ces cinq cent quinze navires se répartissaient de la façon suivante : du Cap français (Haïti), 122; des Cayes, 29; de Cayenne, 8; de la Guadeloupe, 63; de la Martinique, 76; du Port au Prince, 83; de Saint-Dominique, 114; de Saint-Marc, 20.*

(1) *Archiv. hist. de la Gironde*, c. 3602. — Par un sentiment d'égoïsme, aujourd'hui heureusement disparu, l'ancienne municipalité bordelaise se montra souvent hostile aux actes ou projets dont le résultat ne devait pas tourner à son seul avantage. Nous pourrions citer de nombreux exemples de ce rigoureux ostracisme; nous ne rappellerons que l'ordonnance, rendue le 3 septembre 1740, *déclarant déchus du titre de bourgeois et indignes de toute fonction municipale les négociants coupables d'avoir signé un mémoire tendant à démontrer l'utilité de la liberté du commerce des vins.* (*Archiv. historiq. de la Gironde*, t. XXI, p. 294; document communiqué par M. Gustave Labat.)

(2) *Ibid.*, c. 3604.

Le chiffre de l'importation, calculé d'après le produit du droit d'entrée (demi pour cent de la valeur, en sus des trois pour cent habituels), s'élève, pendant ces deux mois, pour les seules marchandises françaises des colonies, à plus de trente-deux millions.

Enfin voici, extraits d'une pièce officielle, quelques renseignements sur le commerce bordelais à la même époque.

ÉTAT DES NAVIRES DU PORT DE BORDEAUX DESTINÉS
TANT AU COMMERCE DES COLONIES QU'À LA TRAITE DES NÈGRES
(Année 1788)

ARMATEURS	NAVIRES	Tonnage
A. AQUART.....	<i>l'Angélique</i>	300
	<i>le Ferme</i>	450
BAOUR ET C ^{ie}	<i>l'Aimable Rosa</i>	400
	<i>l'Aimable Suzette</i>	300
	<i>le Capricieux</i>	500
	<i>la Fanny</i>	450
BAPST ET C ^{ie}	<i>le Breton</i>	240
	<i>le Bon Henry</i>	300
	<i>le Brillant</i>	600
	<i>la Dorothee</i>	150
	<i>l'Espérance</i>	400
	<i>la Reine de Juda</i>	350
L. BARTHEZ.....	<i>le Casimir</i>	350
	<i>l'Invincible</i>	300
	<i>le Mars</i>	500
	<i>la Nancy</i>	400
	<i>le Saint-Louis</i>	400
BONNAFFÉ FRÈRES.....	<i>le Français</i>	400
	<i>la Jenny</i>	500
	<i>la Ketty</i>	600

ARMATEURS	NAVIRES	Tonneaux
J. J. BOYER FRÈRES.....	<i>l'Aimable Chérie</i>	300
	<i>les Deux Amis</i>	300
	<i>le Persévérant</i>	600
	<i>la Sylphide</i>	350
	<i>le Bienvenu</i>	700
BRUNAUD FRÈRES ET FILS...	<i>l'Aimable Thérèse</i>	400
	<i>la Rose de Buch</i>	400
CABARRUS PÈRE ET FILS	<i>l'Esmengart</i>	300
	<i>la Plaine au fond</i>	350
	<i>le Pacificateur</i>	450
CAMESCASSE.....	<i>l'Ami</i>	500
	<i>la Bonne Henriette</i>	360
	<i>l'Espoir</i>	400
	<i>le Lion</i>	300
	<i>l'Orthésien</i>	600
CAZAMAJOR.....	<i>le Baron Duhalde</i>	600
	<i>le Bon Accord</i>	400
PIERRE CHANGEUR.....	<i>le Tranquille</i>	400
	<i>le Louis-Maurice</i>	200
	<i>le Samson</i>	350
	<i>les Six enfants</i>	400
	<i>la Belle Julie</i>	350
	<i>le Changeur</i>	600
COCHON, TROPLONG & DUPUY	<i>le Don de Dieu</i>	600
	<i>la Diane</i>	400
	<i>la Licorne</i>	600
	<i>le Maréchal de Castries</i>	600
	<i>l'Oiseau</i>	220
	<i>l'Activité</i>	300
COPPINGER PÈRE ET FILS....	<i>le Clairvoyant</i>	400
	<i>le Vicomte d'Artot</i>	350
	<i>l'Aigle</i>	180
	<i>l'Adélaïde</i>	180
JEAN DAVID	<i>la Caroline</i>	350
	<i>l'Émeraude</i>	400
	<i>la Jeune Rose</i>	550

ARMATEURS	NAVIRES	Tonneaux
J. DELHORTE.....	<i>le Cèdre</i>	200
	<i>le Désiré</i>	350
	<i>le Lyncée</i>	500
	<i>le Séduisant</i>	300
DESCLAUX DE LACOSTE.....	<i>le Fidèle</i>	150
	<i>le Généreux</i>	250
DUBERGIER FRÈRES.....	<i>l'Aimable Catherine</i>	160
	<i>le Triton</i>	500
	<i>le Rusé</i>	400
DUTASTA	<i>la Bordelaise</i>	600
	<i>le Cheval de Bronze</i>	300
	<i>le Calonne</i>	400
	<i>le Prothée</i>	600
	<i>le Bayonnais</i>	400
	<i>le Fier</i>	700
DAVID EYMA FRÈRES.....	<i>la Charmante Louise</i>	200
	<i>l'Intéressant</i>	400
	<i>le Turgot</i>	200
A. FAURÈS.	<i>le Capital de Buch</i>	500
	<i>l'Hector</i>	200
	<i>la Petite Dorade</i>	150
FÉGER ET GRAMON	<i>l'Aimable Créole</i>	350
	<i>la Nathalie</i>	700
FLAUGERGUE.....	<i>le Montesquieu</i>	450
DAVID GRADIS.....	<i>la Basse Pointe</i>	600
	<i>l'Eclair</i>	500
GUESTIER.....	<i>l'Elise</i>	350
	<i>le Français</i>	500
GUÉRIN DE MALAGNE.....	<i>l'Aimable Française</i>	150
	<i>l'Entreprise</i>	300
	<i>le Fidèle</i>	200
	<i>le Grand duc de Toscane</i>	250
	<i>le Hardi</i>	400
	<i>le Jeune Mercure</i>	250
	<i>la France</i>	200
	<i>le Louis-Marie</i>	300

ARMATEURS	NAVIRES	Tonnages
JAUGE ET DUPUY	<i>la Belle Alice</i>	600
	<i>le Baron du Plaa</i>	500
	<i>le Duc de Chartres</i>	650
	<i>les Amis</i>	300
	<i>la Sage Elisabeth</i>	500
	<i>le Rapide</i>	600
JOURNU FRÈRES	<i>l'Auguste</i>	450
	<i>la Garonne</i>	600
	<i>le Bordeaux</i>	600
	<i>le Port de Paix</i>	500
	<i>l'Heureux</i>	600
	<i>l'Asie</i>	750
LADURANTIE	<i>l'Aimable Cécile</i>	250
	<i>l'Aimable Société</i>	180
	<i>la Bonne Union</i>	250
	<i>le Gustave-Adolphe</i>	250
	<i>la Surprise</i>	160
	<i>les Six Sœurs</i>	200
LAFON AINÉ	<i>l'Argonaute</i>	300
	<i>le Bienfaisant</i>	600
	<i>le David</i>	200
	<i>la Galathée</i>	250
PIERRE LARDIN	<i>le Castor</i>	550
	<i>le Comte de Béarn</i>	600
	<i>le Dragon</i>	600
	<i>le Marquis de Lafayette</i>	550
	<i>le Nécessaire</i>	500
	<i>le Tigre</i>	550
	<i>la Ville du Port-au-Prince</i>	600
A. ET F. LAVAUD	<i>le Champion de Cicé</i>	300
	<i>la Constance</i>	300
	<i>le Darcy</i>	400
	<i>le Duc de Penthièvre</i>	400
	<i>l'Embuscade</i>	250
	<i>l'Expérience</i>	250
	<i>le Précieux</i>	600

ARMATEURS	NAVIRES	Tonnage
LE CHEVALIER FRÈRES.....	<i>le Comte de Brienne</i>	300
	<i>les Deux Frères</i>	300
	<i>le Joseph</i>	180
	<i>la Jeune Marianne</i>	200
PIERRE LORIAGUE.....	<i>l'Alexandre</i>	450
	<i>le Benjamin</i>	250
	<i>la Bonne Marie</i>	500
	<i>la Confiance</i>	350
	<i>le Jeune Henri</i>	200
	<i>la Louise</i>	500
	<i>le Pacifique</i>	450
	<i>la Bonne Union</i>	250
MAGNAC FRÈRES.....	<i>le Basque</i>	400
	<i>le Chameau</i>	450
	<i>l'Auguste</i>	300
	<i>la Marquise de Monconseil</i>	250
L. MARTINEAU	<i>la Désirée</i>	400
	<i>la Lutine</i>	450
	<i>l'Aimable Thérèse</i>	150
	<i>le Mo'ais de Narbonne</i>	400
TH. MARTELL	<i>l'Ecureuil</i>	250
	<i>le Jason</i>	350
	<i>le Fier</i>	200
LE CHEVALIER DE MONTAUT.	<i>l'Aimable Dorothee</i>	200
	<i>l'Aglaus</i>	200
	<i>l'Euphrasie</i>	200
P. NAIRAC ET FILS AINÉ.....	<i>l'Imposant</i>	900
	<i>le Pactole</i>	400
	<i>le Maréchal de Duras</i>	550
	<i>le Neptune</i>	400
	<i>le Vengeur</i>	500
	<i>le Restaurateur</i>	450
ORÉ AINÉ.....	<i>le Roitelet de la mer</i>	80
	<i>l'Actif</i>	250
	<i>l'Aimable Dorothee</i>	200
V ^e OLANIER ET FILS.....	<i>la Princesse d'Henin</i>	600

ARMATEURS	NAVIRES	Tonnage
PICHOLIER FRÈRES.....	<i>le Chevalier de Boucalot.....</i>	250
	<i>le Prince Eugène.....</i>	500
	<i>le Pacifique.....</i>	400
PELMUR FILS DE L'AINÉ.....	<i>la Comtesse de Lamothe.....</i>	350
	<i>la Pourvoyeuse.....</i>	300
	<i>la Persévérance.....</i>	400
RAVESIES FILS AINÉ.....	<i>le Bailli de Suffren.....</i>	600
	<i>la Riposte.....</i>	400
	<i>le Bienveillant.....</i>	350
RABY AINÉ.....	<i>l'Amitié.....</i>	250
	<i>le Soucieux.....</i>	200
SAGERAN ET GAUTHIER.....	<i>l'Aigle.....</i>	600
	<i>le Chardon.....</i>	450
	<i>l'Horizon.....</i>	600
	<i>le Brave.....</i>	600
	<i>le Prevost de Lacroix.....</i>	700
F. ET L. SEIGNOURET.....	<i>le Latouche.....</i>	500
	<i>la Ville de Caen.....</i>	200
	<i>la Majestueuse.....</i>	400
	<i>la Rapide.....</i>	450
J. TARTEYRON.....	<i>l'Actionnaire.....</i>	800
	<i>le Bailli de Suffren.....</i>	700
	<i>le Comte d'Estaing.....</i>	500
	<i>le Daubignac.....</i>	450
	<i>le Lambert.....</i>	600
	<i>le Bon Accord.....</i>	700
	<i>le Ferme.....</i>	450
	<i>l'Amitié.....</i>	600
PIERRE SERS.....	<i>les Bons Amis.....</i>	250
	<i>le Marquis de Vaudreuil.....</i>	600
	<i>la Marquise de Vergennes.....</i>	600
TAUZIA.....	<i>l'Empereur-Roi.....</i>	600
	<i>le Rapide.....</i>	400
TESTARD ET GACHET.....	<i>la Bonne Union.....</i>	300
	<i>le Charlus.....</i>	800
	<i>la Jeune Française.....</i>	350

ARMATEURS	NAVIRES	Tonnent
THOURON	<i>les Bons Enfants</i>	250
	<i>le Patriote</i>	300
VIARD, GRANIER ET C ^{ie}	<i>l'Alida</i>	900
	<i>l'Ajace</i>	200
	<i>les Trois Sœurs</i>	200
	<i>la Ville de Bordeaux</i>	800
	<i>la Fièvre</i>	400
	<i>le Vélote</i>	350
VIDEAU ET IZARD	<i>l'Annibal</i>	450
	<i>le Superbe</i>	300
VIGNES ET NEVEU	<i>l'Aimable Victoire</i>	800
	<i>la Timide</i>	600
	<i>le Titan</i>	500
	<i>l'Aigle</i>	450
	<i>l'Élan</i>	300
VIRAZEL ET DUCOS	<i>l'Aimable Marie</i>	500
	<i>le Reconnaissant</i>	400
	<i>le Renfort</i>	400
	<i>le Guerrier</i>	350
	<i>le George</i>	500
WITZ ET C ^{ie}	<i>l'Aimable Julie</i>	300
	<i>la Bonne Fille</i>	300
	<i>le Chevalier de Chambly</i>	200
	<i>le Duc de Berry</i>	250
	<i>le Baron de Lentulus</i>	350
	<i>l'Activité</i>	250
	<i>la Constance</i>	300
	<i>la Leurette</i>	350

Nous venons, un peu au hasard, de citer les noms de plusieurs armateurs bordelais.

Les services rendus par ces hardis citoyens méritent mieux qu'une simple mention ; mais avant d'accorder une biographie spéciale aux plus dignes d'entre eux, disons quelques mots

de l'épouvantable famine de 1748, et comment, grâce à la sagesse d'un habile administrateur et à l'admirable dévouement d'un petit nombre d'hommes, dont les noms sont bien à tort tombés dans l'oubli, Bordeaux et la province entière échappèrent à mille maux.

II

Les récoltes des années 1745 et 1746 furent, dans tout le sud-ouest de la France, si peu abondantes et de qualité si défectueuse que, dès le mois de septembre 1746, M. de Tourny, intendant de Guienne (1), pressentit les dangers d'une disette future. Ses inquiétudes augmentèrent encore lorsque, après une enquête faite auprès de ses collègues, il

(1) Louis Urbain Aubert, chevalier, marquis de Tourny, baron de Selongey, seigneur de Pressaigny, Mercey, Lafalais, Carcassonne, Lambroise, Le Mesnil, Pierrefitte et autres lieux, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel et intendant de justice, police et finances en la généralité de Bordeaux depuis 1743. « C'est l'intendant, écrit un maître en l'art difficile de bien juger, dont » la province de Guienne a gardé le plus grand souvenir. Continuateur de Boucher » dans l'œuvre de l'ouverture des chemins, dans la législation du règlement de l'im- » pôt et les affaires domaniales, il élargit tout ce qu'il touche, et sa main se trouve » partout. Bordeaux n'avait ni quai, ni monument, excepté les églises ; il fait le quai » et la façade du port remplace des fossés par des boulevards ; élève l'hôtel des Mon- » naies, l'Intendance, l'École d'équitation, l'École de dessin industriel, termine » l'hôtel de la Bourse et la place royale ; crée enfin le jardin public, et sème par des » nouvelles rues, sur des terrains vagues, un faubourg qui deviendra une ville. » Chargé de faire rendre à la généralité le maximum d'impôts qu'elle peut payer » sans mourir, il entreprend de mettre la clarté dans les comptes, l'équité dans le » répartition, la douceur dans la perception, règle l'exercice des contraintes, pose et » résout, autant qu'il est possible, la double question de la taille réelle appuyée sur les » anciens cadastres dont il fait venir une partie à l'intendance, et de la taille per- » sonnelle, à laquelle, par son système de tarif, déjà essayé par lui à Limoges, il » établit une base plus près de la vérité. Enfin, pendant la famine de 1747-1748, il » fait prendre envers et contre tous des mesures efficaces, soit pour approvisionner » la ville et la province, soit pour pourvoir à l'avenir par des prêts multipliés de » grains de semence. » (*Rapport de M. Gouget, archiviste de la Gironde, au Conseil général et à la Commission départementale. Session d'août 1877.*)

apprit que le mal menaçait d'être général. En outre, les appréhensions d'une guerre prochaine avaient fait hausser le prix des denrées, spécialement celui du blé, dans une énorme proportion. Bientôt le magistrat était forcé de reconnaître qu'il n'existait qu'un moyen d'échapper au désastre redouté, celui d'organiser sans retard un service d'approvisionnement de grains, rapide et régulier. L'important était de hâter les premiers arrivages, car déjà la province ressentait les atteintes du fléau qui devait sévir avec tant de rigueur pendant l'année 1748.

Le 13 septembre 1746, assisté des maire, sous-maire et jurats de la ville, M. de Tourny convoquait à l'hôtel de l'intendance les principaux négociants de Bordeaux. Après un exposé rapide de la situation de la ville et de la généralité, exposé reconnu malheureusement trop exact par les membres de la municipalité, l'intendant demandait aux négociants, attentifs à ses paroles, de puiser dans leur patriotisme bien connu la force et les moyens de parer à l'éventualité d'une famine, dont, ajoutait-il, il était impossible de prévoir les conséquences. L'un d'eux, M. *Ribes*, offrit spontanément son concours, affirmant qu'il se faisait fort, lui et quelques-uns de ses confrères dont il se réservait le choix, de jeter sur les quais de Bordeaux, dans un espace de temps assez restreint, une quantité suffisante de grains, froment et seigle, pour faire face aux premiers besoins de la population. Au sortir de la séance, une société particulière se constitua immédiatement sous la présidence de M. *Ribes*, et prit la dénomination de *Commissionnaires en grains de la ville de Bordeaux*. Voici les noms de ces dévoués citoyens : *Beaujon, Legris, Flock, Vignes, Jarreau, Delmestre, Treilhet et Le Chevalier*.

Deux jours après (15 septembre), un traité officiel était passé entre les parties. Le sieur Ribes et ses associés s'engageaient à acheter et faire venir, dans le délai de quatre mois, aux risques et périls de la société (la France étant alors en guerre), de Bretagne, Poitou et autres pays, « 300,000 boisseaux de grains, mesure de Bordeaux, les deux tiers froment et le tiers restant seigle. Outre le remboursement qui leur seroit fait, *au plus tard le premier avril 1748*, des achats en principal, fret, assurances, courtages et autres frais reconnus justes et nécessaires, » la ville déclarait, par l'organe de ses jurats, leur allouer « quinze sols par boisseau de froment et douze sols par boisseau de seigle pour leur peine, soins, commissions et intérêts d'avance. » Le capital exigé à titre de garantie, primitivement fixé à 600,000 livres, fut bientôt reconnu insuffisant : d'eux-mêmes les commissionnaires le portèrent à 1,200,000 livres.

Dans les délais convenus, les quantités de froment et seigle, stipulées au contrat, arrivaient sur les quais de Bordeaux et étaient aussitôt livrées à la consommation, *au prix exactement de revient*.

Ce premier approvisionnement consommé, MM. Ribes et C^{ie} s'engagèrent encore, toujours aux mêmes conditions, à fournir dans l'espace de deux mois, un nouveau chargement de 15 à 20,000 boisseaux froment et de cent mille à cent dix mille boisseaux de seigle.

Malheureusement cette seconde opération, parvenue également à bon port, devait, au point de vue financier, donner des résultats désastreux. En effet la guerre étant terminée et la paix ayant été signée, la dépréciation et l'abondance des grains fut si rapide et si considérable que, sur cette se le

affaire, la perte s'éleva à 450,000 livres. D'après un arrêt du Conseil du roi, daté du 8 octobre 1748, cette énorme différence dut être supportée, un tiers par la ville de Bordeaux, deux tiers par les cinq élections composant la généralité de Guienne. Ce même arrêt statuait sur les sommes avancées par les commissionnaires et en divisait le remboursement en trois pactes : 1748, 1749, 1750.

A ce moment, le traité du 15 septembre n'était pas encore liquidé : il existait, sur le capital avancé, un reliquat d'allure fort respectable (980,290 livres, 6 sols et quelques deniers), qui fut reconnu ne pouvoir être acquitté que par paiements annuels à faire par la *Caisse des maisons démolies sur l'esplanade du Château Trompette*.

Si la société Ribes et C^{ie} voyait à la rigueur son principal garanti, elle n'avait, en 1750, aucun espoir de faire régler la commission solennellement promise et les faux frais considérables déboursés par elle. Un compte général, minutieusement détaillé, signé de tous les co-associés et revêtu de l'approbation de M. de Tourny, avait été remis aux jurats dès le mois de janvier 1749. Les factures d'achats, les quittances justificatives, la correspondance échangée de part et d'autre, en un mot toutes les pièces réclamées par ceux-ci avaient été fournies par ceux-là. Aucun motif, plausible ou apparent, de non paiement ne semblait exister, et cependant le visa définitif était continuellement ajourné. Un an, deux ans s'écoulèrent de la sorte. Réclamations, mémoires, pétitions, requêtes aux maire, sous-maire et jurats, rien ne semblait pouvoir amener le dénouement souhaité.

Las d'une telle situation, les commissionnaires résolurent de tenter une démarche collective auprès du promoteur du

projet, du magistrat qui, par sa sagesse et sa sagacité, avait su préserver la ville de malheurs infinis.

Surpris et douloureusement affecté, M. de Tourny n'hésita pas un instant à se faire l'avocat de ceux qui, avec lui, avaient coopéré au bien-être de sa généralité. Le 6 août 1750, il avise les jurats de la visite qu'il vient de recevoir, leur fait part des plaintes qu'il a accueillies; et supplie la municipalité de se rendre en corps à son hôtel le 8 du même mois, pour, avec lui, statuer immédiatement sur cette affaire. Deux jours s'écoulaient sans qu'il obtienne une réponse. Enfin le 11 août, les jurats se décident à se rendre, à l'heure fixée, à l'hôtel de l'Intendance.

« Assemblés avec moy, dans mon cabinet, autour d'une table sur laquelle étoient les papiers de l'affaire (1), je l'entame sans la moindre mention de ce qui s'étoit passé; je leur parle de quelques-unes des difficultés dont se plaignoient les commissionnaires et sur lesquelles je désirois les entendre. Je leur explique en gros une partie du *Mémoire* et le leur présente pour qu'un d'eux prenne la peine d'en faire la lecture.

« Tous restent immobiles et se taisent, à l'exception du sous-maire qui me dit qu'il prendroit le *Mémoire* si je voulois, mais que ce ne seroit pas pour le lire alors; qu'il l'emporteroit, que les jurats l'examineroient à l'Hotel de ville et y feroient leur réponse par écrit; qu'ils devoient s'accorder entr'eux pour ne porter qu'une voix; qu'ils ne vouloient rien délibérer devant moy.

« J'eus beau leur représenter tout l'extraordinaire qu'il y avoit dans cette conduite; qu'il étoit question de mettre fin à l'affaire la plus considérable que la ville eut eu depuis longtems; que s'ils y rencontroient des questions, ou importantes ou épineuses, il falloit qu'ils m'aidassent de leurs lumières et profitassent des miennes pour que nous opérassions de concert la justice due à la ville et aux commissionnaires; que cela ne se pouvoit bien faire qu'en examinant et discutant ensemble

(1) Lettre de M. de Tourny au contrôleur général, datée du 11 août 1750, (*Archiv. départ.*, *ibid.*)

les différents objets; que cette discussion étoit tout ce dont il s'agissoit actuellement et non de délibérer et de prendre un parti, etc.

« Continuation de silence de la part de tous les jurats qui ne fut encore rompu que par le sous-maire pour me répéter à peu près la même chose. Le complot étoit tellement formé, que, dans les discours que je tins, ayant parlé de quelque chose qui concernoit le commerce et ayant adressé la parole à un jurat négociant pour scavoit ce qui en étoit, la première interpellation n'eut pour réponse qu'une inclination de tete et de corps, et la seconde qu'il n'avoit rien à dire, que c'étoit au sous-maire à parler.

« Il me fallut, Monsieur, tout le flegme que je m'étois recommandé dès le commencement de la séance et toute l'envie dont je m'étois en même temps rempli qu'elle finit sans quelqu'éclat, pour chercher dans différens propos d'amitié, de justice, de décence, de raison et de bien public à faire sortir ces jurats d'un système si bizarement formé, qui n'avoit point encore eu d'exemple.

« Nous étions en place avant cinq heures et un quart, et six heures sonnèrent que je n'avois encore rien gagné; ce fut alors que ne voiant plus rien à espérer si quelque crainte ne s'en mêloit, et ayant prononcé les paroles suivantes avec ce ton froid, lent et réfléchi, qui est plus imposant que tout autre : *Messieurs, si nous nous levons dans cette situation, sans avoir pu seulement vous faire lire le Mémoire pour lequel je vous ay assemblés, vous sentez l'éclat qui s'ensuivra, vous devez envisager toutes les conséquences qu'il peut avoir; vous ne pouvez vous flatter d'être approuvés ny par le Conseil, ny par le public.* — Le sous-maire prenant le *Mémoire* sur la table comme par manière d'acquit, et, se tournant du côté des jurats, leur dit d'un ton incertain et indécis : *Y a-t-il, Messieurs, quelqu'un de vous qui veuille lire ce Mémoire ?* — Un d'eux se leva, le reçut de sa main et se mit à lire..... »

Le résultat de cette pénible séance fut tel que M. de Tourny le redoutait : rien ne fut décidé. Rentrés à l'Hôtel de ville, les jurats déposèrent dans un carton, *l'éternel carton aux oubliettes*, le *Mémoire* des négociants. Puis, rédigeant à la hâte une lettre au contrôleur général pour se plaindre de la façon cavalière dont l'intendant les avait mandés auprès de lui, ces

honorables magistrats se séparèrent avec la satisfaction du devoir accompli.

Poursuivi par la pensée que des négociants, dignes d'une estime toute particulière, pouvaient, par sa faute, voir, non sombrer leur crédit, mais éprouver de sérieux désagréments, M. de Tourny résolut de reprendre seul et de mener à bonne fin les démarches restées jusque-là infructueuses.

Comme, en lisant ce qui précède, on pourrait supposer que nous forçons la note, que nous exagérons l'importance des services des uns pour rendre plus sensible l'inqualifiable conduite des autres, nous prendrons la liberté de reproduire ici une admirable lettre, encore inédite, qui justifiera pleinement la sévérité de notre récit :

M. de Tourny,

A Messieurs les Maire, Sous-Maire et Jurats de Bordeaux.

A Bordeaux, ce 15 septembre 1730.

L'examen que j'ay fait, Messieurs, avec grande attention des contestations d'entre vous et les commissionnaires des grains au sujet du compte qu'ils vous ont présenté de leur gestion, m'a conduit aux décisions que je vous envoie sur chaque article. Je vous prie de vous y conformer dans l'arrêté que vous devez faire au plus tôt de ce compte, et quand vous me l'apporterés, j'y donneray, par mon approbation, l'autorité qui luy sera nécessaire pour son exécution.

Comme je sçais que, sans faire autant d'attention, que vous auriés dû, à la lettre que vous a écrite M. le Controleur général le 30 aoust, vous luy avés envoyé, quelques heures après la réception de cette lettre, copie du mémoire, intitulé *Réplique* (1), que vous m'aviés remis le 6 de ce mois, je vous préviens que je luy adresse aujourd'huy ces déci-

(1) « Plusieurs des commissionnaires, écrivait l'intendant au Contrôleur général, « le 8 septembre, après avoir pris lecture de la dite réplique, sont venus me porter « les plaintes de la douleur la plus amère, d'y voir leur réputation aussy attaquée « pour s'être sacrifiés. J'ay cherché à les consoler en leur disant d'attendre la fin de

sions ; s'il y trouve quelque chose à réformer, il m'envoyera ses ordres pour le changement, et je les exécuterai aussi promptement que je m'attends que vous satisferez ceux-ci.

Au reste, Messieurs, je ne crois point devoir vous taire que j'ai été très surpris, pour ne rien dire de plus, de trouver dans votre réplique que vous ayés perdu de vue ce qui a été tant de fois et si fortement écrit par M. le Chancelier et M. le Contrôleur général, que l'opération des commissionnaires a eu l'approbation de S. M., qu'ils s'y sont bien comportés, qu'ils ont rendu un service signalé à la ville et à la province ; que, sans ce service, les habitans de l'une et de l'autre auroient couru de grands risques par la disette de l'année et les obstacles que la guerre mettoit au remède.

C'est beaucoup trop, Messieurs, que l'esprit de défiance et de contradiction agite, quand le mal se fait sentir, sans qu'on y fasse succéder celui de critique et d'ingratitude, quand le mal est passé ; si l'on patiente sur le premier à raison du péril qui menace, on ne doit point épargner le blâme au second qui n'a point de pareille excuse.

Des hommes qui, pour secourir leur patrie, font un prêt de la plus grande partie de leur fortune et affrontent les périls d'une matière aussi délicate que celle de s'obliger à fournir de grains tout un peuple, doivent être infiniment soutenus pendant le cours de l'entreprise, et récompensés de la façon la plus flatteuse après qu'ils l'ont conduite à bien.

Il leur a été fait, dirés-vous, un traitement avantageux ? Quels citoyens, autres qu'eux, dans la nombreuse assemblée qui se tint chez moy le 13 septembre, voulurent se charger de l'entreprise, au même prix, malgré toutes mes invitations pour les y engager ? Leur a-t-on d'ailleurs tenu les conditions qu'on leur promit et sous lesquelles ils s'engagèrent ? N'étoit-il pas dès lors malheureusement trop visible pour eux, comme pour nous, qu'on ne les leur pourroit tenir ? Mais il falloit qu'ils s'employassent à nous procurer de la subsistance.

Ils ne s'étoient obligés par le traité qu'à faire 600,000 livres de fonds d'avance. Ils ont été contraints par la nature de la chose d'en faire

« toutes choses. La matière des grains est si délicate, que, dans ce qui la concerne, on ne porte presque point de coups inutilement ; le public saisit aisément ce qu'il entend dire, et les jurats se plaisent à répandre dans le public le venin de leur écrit, ce qui consterne ces commissionnaires. »

1,200,000 livres de permanent, et jusqu'à 16 et 1,700,000 livres de momentané dans les situations pressées, indépendamment des 300,000 livres prêtées par le Roy ! Ils devoient être payés de leurs livraisons à fur et à mesure, et au plus tard le 10 août 1748, de tout ce qui pourroit se trouver arriéré jusque là. Cependant le premier acompte qu'ils aient reçu sur leurs fonds d'avance de 1,200,000 livres n'a été donné que dans le mois de janvier 1749 et il leur reste encore dû une fort grande partie, qui, malgré les dispositions favorables du Conseil, et tous les soins que je me suis donné, ne sera soldée que dans deux années. Songés que de choses pouvoient arriver qui auroient différé bien davantage la libération de la ville et de la province !

N'avez-vous pas vu, Messieurs, leur honneur compromis par la difficulté d'extraire les grains de Bretagne, par le risque d'en dérober le transport à l'ennemy et par le manque de vents favorables ? N'y a-t-il pas eu des moments où leurs familles ont craint pour leurs maisons, ou pour leurs personnes ? Et l'on dira ces négocians bien récompensés par le droit de commission convenu avec eux, dont plusieurs ont consommé la moitié et au-delà en escomptes auxquels les a indispensablement obligé le défaut de rentrée de leurs fonds d'avance dans le temps stipulé !

Que le montant de ce droit de commission s'affoiblit lorsqu'on se représente, ainsy qu'il est notoire, qu'ils en ont sacrifié près de deux cinquièmes en mettant dans l'opération au prix coutant, suivant la convention du traité, environ 50,000 boisseaux de grains qu'ils avoient achetés précédemment, et sur lesquels, par la hausse survenue alors, il y avoit au moins, par boisseau, 40 à 50 sols de profit acquis, avec la perspective d'un plus fort gain en différant de vendre !

Sans difficulté l'objet de la commission les a portés à se charger de l'entreprise ; leur profession de négociant l'indique. Mais il n'a pas seul suffi pour les y déterminer ; il a fallu que j'animasse cet objet de quantité d'autres considérations, que je leur fisse valoir la satisfaction et l'honneur qu'il y a d'être utile à ses concitoyens, que je leur promisse tout ce qu'ils pouvoient envisager de flatteur dans ces deux points, que je les assurasse d'un crédit, d'une autorité qui ne les laisseroit pas aux hazards des mauvais revers, que je les pressasse, que je les priasse avec les termes les plus séduisans et les sentimens les plus propres à le faire accorder.

Plusieurs de vous, Messieurs, m'avez vus dans l'agitation de tout cela; plusieurs avez été témoins de la peine que j'ay eu à y réussir. Serés-vous étonnés que je sois empressé à dissiper l'amertume qu'on cherche à repandre dans le cœur de ces négociants, à détruire les couleurs désavantageuses qu'on veut jeter sur leur réputation, à ne rien laisser ébrécher du paiement qu'ils ont si bien mérité?

C'est une justice que je leur dois, c'est un service que je rends à la ville, afin que, dans d'autre temps de disette qui peuvent revenir, il ne soit point dit que des citoyens qui l'ont servie si fidèlement, si utilement, n'ont eu que du désagrement, et qu'un souvenir aussi dangereux ne la prive pas des secours dont elle aura besoin.

Trouvés bon, Messieurs, que je ne finisse point cette lettre sans vous reprocher l'inadvertance où vous êtes tombés d'avancer dans votre *Mémoire* un fait absolument contraire à la vérité. Vous y dites de la façon la plus positive que c'est seulement le 15 juillet 1750 que vous avez appris que les commissionnaires avoient, en vertu de mes ordres du 13 avril 1748, outrepassé les achats portés par le traité du 15 septembre précédent. Rien de plus certain cependant que ce fut de concert avec vous que je donnay ces ordres, après y avoir été invité dans une assemblée chez M. le premier Président du Parlement. Trois de ceux de Messieurs les jurats qui étoient alors en place, à qui j'en ay parlé, s'en souviennent très bien; je dirois presque qu'il n'y a personne dans la ville qui les ait ignorés, ayant cherché à les rendre publics comme devant servir à soutenir la confiance dans des moments aussi fâcheux que ceux où nous étions. Ce fut le même besoin et le même esprit qui vous firent encore prendre, deux jours après, sous mon autorité, une délibération portant invitation à tous les négociants de la ville de faire aussy venir des grains aux mêmes conditions des commissionnaires. Enfin, il est tellement contre la vraisemblance que vous n'aïez scu qu'au 15 juillet dernier les ordres en question, que dans l'arrêt du 8 octobre 1748 rendu sur votre requête pour parvenir au paiement des grains, ces ordres y sont dattés et directement énoncés comme concertés avec vous.

Je suis, etc...

A ce plaidoyer, aussi éloquent que véridique, les jurats continuèrent à opposer le plus complet silence. Une seconde

lettre, confirmant la première et datée de novembre 1750, resta également sans réponse. La consigne était donnée et l'Hôtel de ville la respecta scrupuleusement durant toute l'année 1751, malgré les réclamations réitérées de l'intendant, qui voyait son honneur de magistrat engagé dans cette question.

Exaspéré par ce silence, M. de Tourny adressa, en décembre 1751, un rapport détaillé au Contrôleur général, son chef hiérarchique, le faisant juge de cette incompréhensible question. « Quel bouleversement dans l'administration publique, écrivait-il, et quelles conséquences n'en pourroit-il pas résulter si arbitrairement les inférieurs n'obéissent pas aux décisions des supérieurs... Ils (les jurats) méritent, Monsieur, que vous leur parliez du ton qui impose, punit et corrige : c'est la seule façon de faire finir une tracasserie, qui, en se prolongeant dans les termes de mon département où je touche, rejetteroit l'arrêté de compte et les opérations qui le doivent suivre au delà de ce qu'il conviendrait. »

De leur côté, les commissionnaires étaient loin de rester inactifs. Un *mémoire*, accompagné de toutes les pièces qui pouvaient éclairer la situation, fut remis par eux au garde des sceaux, qui aussitôt adressait aux jurats les plus vifs reproches sur les difficultés apportées à la conclusion du débat. « La situation dans laquelle votre province vient de se trouver, mandait ce haut dignitaire, ses besoins qui n'ont pas encore cessé, toutes ces considérations devroient vous faire sentir la nécessité de ménager les négociants, et le danger de leur inspirer du dégoût et de vous priver des ressources qu'ils peuvent vous procurer. Au surplus, comme je désire positivement qu'il soit rendu à ces négociants la justice qui

« peut leur être due, je vous demande de faire remettre à
« M. l'intendant, aussitôt ma lettre reçue, toutes les pièces
« qui sont entre vos mains pour qu'il soit en état de termi-
« ner définitivement cette affaire (1). »

Au *mémoire* des commissionnaires, à la lettre du garde des sceaux, les jurats répondirent par un *factum* d'une violence extrême. Ce document, imprimé et répandu à profusion, contenait les plus graves imputations contre la société Ribes et C^{ie}. Entre autres choses, les jurats affirmaient audacieusement que le compte général, réclamé par eux depuis trois ans, venait à peine de leur être remis; qu'il n'était suivi d'aucune facture justificative; qu'enfin le sieur Ribes, de même que ses associés, refusaient de communiquer leurs livres de correspondances (2).

Ce *factum* devait produire un résultat tout opposé à celui que les jurats espéraient. Mis en demeure, par le contrôleur général, de terminer immédiatement cette affaire, M. de

(1) Ecrite à Versailles, cette lettre porte la date du 24 mai 1752. (*Ibid.*)

(2) Aussitôt paru, M. de Tourny adressait un exemplaire de ce libelle au Contrôleur général, et l'accompagnait d'une lettre réfutant toutes les imputations de ses jurats. Voici le passage qui traite le point le plus délicat, la remise des livres des commissionnaires : « Leur réponse fait entendre qu'ils voudroient la représentation
« de la correspondance des commissionnaires, de toutes les lettres qu'ils ont écrites
« et reçues au sujet de l'opération. J'ay jugé que cette demande étoit inusitée et
« mal séante, que les commissionnaires avoient rapporté toutes les pièces ordinaires
« dans les affaires du commerce et qu'ils ne laissoient rien dans leur compte qui ne
« fut justifié d'une façon claire et certaine. Néanmoins j'ay été plus loin, en me
« faisant produire les comptes courans arrêtés entre les commissionnaires et tous leurs
« correspondans aux lieux d'achats, mesme des états de ces achats certifiés par les
« dits correspondans contenant les tems, les lieux, les prix, les noms des vendeurs,
« et j'ay fait dire aux jurats qu'ils étoient les maîtres d'en prendre communication à
« mon secrétariat. Il faut, Monsieur, qu'ils soient de bien mauvaise humeur pour
« n'être pas contents, et heurter de front ce qu'ils doivent tant à vos ordres du
« 30 août qu'à ma lettre du 15 du courant, qui n'en est, pour ainsi dire, qu'une exé-
« cution. »

Tourny, invoquant sa qualité de commissaire départi par le roi en Guienne, rendait, le 9 août 1752, le jugement suivant :
« Nous, sans avoir égard au préalable requis par les sieurs
« maire, sous-maire et jurats, fins et exceptions dont nous les
« avons déboutez et déboutons; ordonnons que dans quinzaine du jour de la signification du présent jugement, pour
« toute préfixion et délai, ils arrêteront les comptes et suppléments de compte des commissionnaires des 21 août 1749,
« 25 juin 1750, et premier septembre 1751; faute de quoy, le
« dit délai passé, et attendu les redressements portés dans la
« requête des dits commissionnaires du 25 juillet dernier,
« des erreurs arguées dans les dits comptes, déclarons par le
« présent jugement, et sans qu'il soit besoin d'autre, bonne
« recette tous les articles d'icelle portés aux dits comptes et
« suppléments de compte..... »

Le 29 du même mois, la ville interjetait appel de ce jugement.

Soumise au conseil d'État, cette affaire devait enfin recevoir sa conclusion, après deux autres années d'études et de contestations. Par arrêt du 24 septembre 1754, le roi déclarait admettre les réclamations des commissionnaires, comme étant exactes et bien fondées; l'intérêt du capital réclamé leur était alloué; enfin, une imposition à lever sur toute la généralité devait éteindre cette dette.

M. de Tourny était personnellement chargé de surveiller l'exécution de ce jugement.

Telle fut cette grosse affaire des farines, si diversement interprétée par les chroniqueurs du siècle dernier. Telle fut la récompense accordée au dévouement et au civisme déployés par la société Ribes.

En dehors de celui du 15 septembre 1747, bien d'autres traités furent consentis, notamment avec MM. *Barreyre, Feger frères, Rions, Clermont, Jaure et Meyre*, qui tous, animés du désir d'être utiles à leurs compatriotes, accomplirent de véritables prodiges de hardiesse et de rapidité. En échange de la probité la plus incontestable, de l'abnégation la plus absolue dont ces négociants firent preuve, la municipalité leur témoigna-t-elle quelque reconnaissance?— Hélas, il est permis d'en douter en voyant les accusations qui furent portées sur le plus digne d'entre eux, sur celui qui aventureusement risqua sa fortune et son crédit pour secourir sa ville natale. Nous voulons parler de Nicolas *Beaujon*, qui, abreuvé de dégouts et d'ennuis de toute sorte, fut obligé de quitter Bordeaux après cette pénible campagne.

Deux mots sur cette curieuse physionomie, bien mal connue malgré tout ce qui a été écrit.

Nous avons déjà dit que M. de Tourny s'était préoccupé, dès le commencement de l'année 1746, du manque de grains dont était menacée sa généralité.

Le 28 septembre, l'intendant signait, avec le sieur *Beaujon*, le compromis suivant :

Je soussigné, Jean-Nicolas *Beaujon*, promets et m'engage envers monseigneur de Tourny, intendant de la généralité de Guienne, de faire venir pour la province la quantité de vingt mille boisseaux de seigle, lesquels seront tirés de différents ports de Bretagne, tels que Vannes, Auray, Quimper, Hennebont et autres, pour arriver, s'il est possible, moitié dans le cours du mois de novembre prochain, l'autre moitié dans celui du mois de décembre suivant, à Blaye, Bordeaux, Langon, Saint-André de Cuzac, Libourne, Sainte-Foy ou Bergerac, suivant la destination qu'il plaira à Monseigneur l'Intendant de leur donner relativement aux besoins de ces différents endroits ou envi-

rons. Tout le dit seigle sera de la meilleure qualité, sans être avarié lors du chargement en Bretagne, et, arrivé qu'il sera aux dits lieux, je m'engage de l'y faire vendre aux marchés, au prix courant ou au dessous, pour faire baisser celui des dits marchés, suivant qu'il me sera ordonné, et de retirer le produit de la dite vente pour en rendre compte ainsi qu'il appartiendra.

Tout ce que dessus à la charge que le prix du dit seigle, avec tous les frais concernant l'achat, transport, assurances et frais de vente d'icelui, me seront remboursés sur les états par moi certifiés véritables, que j'en fournirai, soutenus des pièces justificatives dont il seront susceptibles, et qu'il me sera payé, d'une part, demi pour cent par moins d'intérêt des deniers que j'aurai avancés, et d'autre part, quatre pour cent de commission tant pour mes peines et soins, que pour la garantie de ne faire charger que du grain de la qualité ci-dessus et non avarié à l'embarquement ; et s'il arrive quelque avarie ou perte dans la traversée et le transport des dits grains, il sera réjetté contre les assureurs, et je prendrai à ma charge en paiement ce qui pourra être dû par les acheteurs à qui je jugerai faire crédit ; — si mieux n'aime Monseigneur l'intendant m'accorder six sols par boisseau pour me tenir lieu de commission, avance d'argent, garantie de la généralité des grains à l'embarquement et de la solvabilité des acheteurs à qui je ferai crédit — l'un desquels partis Monseigneur l'intendant voudra bien obter dans un mois.

A Bordeaux, le 28^e de septembre 1746.

(Signés) : BEAUJON.

AUBERT DE TOURNY.

Ce premier traité fut suivi de plusieurs autres, destinés principalement à l'alimentation de Bordeaux :

17 octobre 1746	50.000 boisseaux froment.
10 décembre 1746.....	{ 20.000 boisseaux froment. 20,000 — seigle.
10 mars 1747.....	
3 août 1747.....	30.000 boisseaux froment.
	{ 10.000 boisseaux froment. 5.000 — seigle.

10 août 1747.....	{	30.000 boisseaux froment.
		20.000 — seigle.
		15.000 — fèves.
20 octobre 1747.....	{	80.000 boisseaux froment.
		40.000 — seigle.
		35.000 — fèves.
8 décembre 1747	{	50.000 boisseaux froment.
		25.000 — seigle.
		15.000 — fèves.

Beaujon fut aussi exact à tenir ses engagements (1) que la société Ribes et C^{ie} s'était montré fidèle à remplir ses promesses.

En quinze mois, il importa, seul, dans la province :

270.000 boisseaux de froment.
130.000 — seigle.
65.000 — fèves.

(1) L'acte sous seing privé, dont nous rapportons ici la teneur, démontrera la bonne foi du soumissionnaire dans toutes ces diverses opérations : « Je, Jean-Nicolas de Beaujon, ayant été chargé par Mgr de Tourny, intendant de cette généralité, de faire venir pour cette province la quantité de 20.000 boisseaux de froment et de 20.000 boisseaux de seigle, et ayant reçu des ordres verbaux de mon dit seigneur de Tourny d'augmenter les dites parties, savoir de 15.000 boisseaux de seigle et de 10.000 boisseaux de froment, — Je déclare avoir avancé l'ordre des dits achats et pour justifier que les ordres, que j'ai donné pour faire venir les dits grains, ne sont qu'en conséquence de ceux que j'ai reçu de mon dit seigneur de Tourny, je déclare, que quoique le commerce de grains soit celui ou notre maison donne pour l'ordinaire le plus pour son compte, que néanmoins tout ce que j'ai actuellement ordonné et tout ce que je pourrais ordonner jusques en janvier 1748, ne sera que pour le compte de la commission de cette province, promettant de n'en faire venir directement, ny indirectement, en mon nom, ny pour mon compte sous le nom d'un tiers. A Bordeaux, le 4 janvier 1748. » (Archiv. départ., C. 1376.) — Dans un acte séparé, Beaujon déclarait « que tous ses achats seroient toujours à la connaissance de l'intendance et au fur et mesure que luy, Beaujon, recevrait les factures, il le feroit copier sur un livre tenu pour raison de ce qui sera visé par le dit seigneur de Tourny tous les quinze jours, justifiant les copies par les originaux, pour continuer, suspendre ou augmenter les dits achats. » (Ibid.)

Qu'on lise, maintenant, le *mémoire* suivant, et l'on sera édifié sur les avantages que Beaujon devait retirer de ces diverses opérations :

A Monseigneur,

Monseigneur de Tourny, intendant de la province de Guyenne.

Par les traités que j'ai passé en l'année 1746 pour la fourniture des bleds de celle de 1747, je demeuroid chargé tant des parties en souffrance vis-à-vis des acheteurs de bled, que de celles avec les assureurs. Comme il y eut plusieurs cargaisons prises par les Anglais et nombre d'autres avariées, les assureurs se trouvèrent m'être redevables d'une somme de 71,000 livres, compensations faites des primes. Les pertes en général qu'ils ont essuyé depuis dix-huit mois me mettent dans le cas de perdre une partie de cette somme, par l'insolvabilité de quelques-uns d'eux, et dans celui de ne voir de longtemps rentrer mes fonds.

Pour l'approvisionnement des bleds de cette année (1748), j'ai livré à cette entreprise ma fortune qui se trouve toute enveloppée, tant dans cette opération que dans celle de l'année précédente, ce qui me gêne dans toutes mes affaires particulières et me décide à cesser tout commerce, parcequ'il est généralement reçu que tout négociant échoue tot ou tard lorsqu'il suit sur son crédit un commerce aussi étendu que l'étoit le mien. Or il est connu que mon crédit est éteint dans les places du dehors, ce qui se justifie aisément par toutes les lettres dont je suis porteur. La majeure partie de mes correspondans ont cessé leurs opérations avec ma maison, et pour établir ce que j'avance, je citerai trois maisons dont les commissions valoient à la mienne de neuf à dix mille livres tous les ans. Ces négocians sont M. Le Moine, de Rouen, M. Sombrun, de La Rochelle, et MM. Oller et Ros, de Barcelonne, qui se sont adressés à d'autres négocians à Bordeaux. Il m'a d'ailleurs été écrit par mon principal commis que tous mes commettans insensiblement se détachent, sur ce qu'il a été écrit que j'étois totalement ruiné. Pour l'ordinaire on appelle peu d'un pareil discrédit. Il est connu à Bordeaux que ma maison, de père en fils (1),

(1) Les Beaujon habitaient, *de père en fils*, la rue du Parlement (ancienne paroisse Saint-Maixent), et possédaient dans ce vieux quartier de Bordeaux, de très vastes

faisoit une somme de trente à quarante mille livres par son commerce en commission, et que son origine, dans le bon rang du commerce en gros, date de plus de cent ans.

Je viens d'essuyer une perte de 45,000 livres par une faute qui s'est commise au mois d'avril dernier dans ma maison, sur un fait d'assurance, et qui n'auroit pas eu lieu si je m'étois trouvé à Bordeaux, parce que j'aurois mieux donné mes ordres que mes commis ne l'ont fait à M. Lichandre, de Bayonne, qui est dans le cas de ne pouvoir rejeter sur mes assureurs la perte que je souffre.

En retraçant les premiers momens de la fourniture des bleds de l'année courante, je puis avec vérité dire que j'avois une répugnance totale à donner dans cette entreprise (2). La quantité de bled à fournir

entrepôts. Jean Beaujon, père du financier, l'un des négociants les plus actifs de son époque, était mort le 10 juin 1745. Son testament, retenu le 21 novembre précédent par le notaire Bolle, nous apprend qu'il possédait une très grande fortune et des intérêts considérables dans plusieurs maisons établies aux colonies françaises. Après avoir institué son fils aîné, Nicolas, héritier général et universel, Jean Beaujon déclarait vouloir qu'une somme de 192.000 livres fut prélevée sur sa succession afin de payer la légitime de ses enfants puînés : Nicolas Beaujon, dit le cadet, intéressé depuis dans toutes les affaires de son frère aîné; Hiacynthe Beaujon, conseiller du roi et son avocat général en la cour des Aides et Finances de Guienne, et Raymond Beaujon, mariée à Louis Ballan, conseiller en la même cour. Cette somme de 192.000 livres était entièrement indépendante de divers immeubles attribués aux trois cohéritiers. (*Archiv. départ. de la Gironde.* — Registres des insinuations.)

(2) Il ne nous a pas été possible de retrouver le traité de 1748 auquel Beaujon fait allusion. D'après un mémoire manuscrit, paraissant se rapporter à cette affaire, ce traité devait porter sur une quantité considérable de grains. Beaujon prévoyait déjà à ce moment la cessation des hostilités et par conséquent la baisse probable du prix des blés. « Le cas dans lequel cette province se trouve d'une disette générale, écrivait-il » à M. de Tourny, demandoit le secours que votre sagesse a résolu; la perte qui peut « résulter d'un approvisionnement aussi considérable ne peut se mettre en compa- « raison de l'utilité qu'il y a de la pourvoir. C'est ordinairement dans de pareilles « circonstances où il faut le plus de précautions, parce que le public, attentif à tout « ce qui se passe, impute souvent des défauts d'attention ou celle-ci a été tout « entière. Il suffit même qu'une opération donne de la perte pour que celui qui l'a « conduite soit toujours blâmé, et quoyque la qualité de commissionnaire de Votre « Grandeur, sous laquelle j'agis, me mette à l'abry de toute crainte, je cherche à me « mettre le plus en règle que faire se peut, pour que Votre Grandeur ayt une en- « tière connaissance de ma conduite à ce sujet. » (*Archiv. départ., C., 1376.*) — Malgré toutes ses précautions, malgré la sagesse de ses opérations, Beaujon devait voir sa loyauté suspectée. On s'explique dès lors l'espèce de répugnance qu'il ressentait pour cette dernière affaire.

m'occupoit ; je ne l'étois pas moins de ce que le peuple avoit connaissance de ces besoins, ce qui me mit dans le cas de représenter qu'il me paroissait très périlleux de me charger d'une pareille entreprise. Je proposai d'assembler les vingt premiers négocians de Bordeaux, dans la bourse desquels on trouveroit facilement les fonds nécessaires à cette opération, et qu'attendu les connoissances que j'avois dans ce genre de commerce, qui avoit été de tous tems celuy de notre maison, je me chargerois de cette fourniture, dans la seule vue de me rendre utile. Chaque négociant, dans les premiers momens de cette assemblée, se porta à prêter une somme : j'en proposai une plus forte que pas un d'eux, et sur la fin on s'éloigna, sous différentes raisons, de ce qui avoit été résolu dans les premiers momens. Il me fut pour lors proposé de me charger de cette entreprise : je le fis de la façon connue, et dès cet instant je me livrai à cette opération qui m'a mis dans le cas où je me trouve, de ne pouvoir continuer mon commerce, mes affaires ayant été détournées faute de mes fonds pour y suffire.

J'ai été d'ailleurs traité de la façon la plus humiliante, et avant ces entreprises j'étois dans un état de considération à Bordeaux par l'espèce de mes affaires et l'aisance avec laquelle je les faisois. C'est cet état de considération qui en 1740 et 1741 fit qu'on eut recours à ma maison pour les aprovisionnementens de bled du Limousin, et à présent je suis en horreur à tout un peuple et à toute une compagnie, au point que je ne puis me résoudre à retourner dans ma province où je serois dans le cas d'y vivre avec désagrément. Cette situation n'est pas dans le genre de celle où l'on peut espérer que le peuple reviendra ; tout ce qui a été traité m'a attiré des ennemis particuliers, desquels je sentirois un jour le poids si je continuois d'y faire mon habitation. D'ailleurs rien en particulier ne sauroit m'y déterminer, me trouvant privé de mes affaires. Ce qui me fait espérer que le parti que je prens de me fixer à Paris ne sera pas désapprouvé et qu'on y aura égard.

Déjà un contemporain l'avait écrit : « Beaujon, consigne
« Laboubée dans ses *Tablettes* (1), quitta Bordeaux à la suite
« des approvisionnementens de 1748. Sa conduite, très belle et

(1) *Bibliothèque de la ville de Bordeaux, ms.*

« très méritoire, avoit été fort critiquée. Il habita dès lors
« Paris (1). »

(1) Beaujon aimait à dire que « c'étoit à la Chambre de Commerce de Bordeaux
« qu'il étoit redevable de la sagesse et des lumières qui lui avoient facilité les
« moyens d'acquérir sa grande fortune. » Son testament nous prouve qu'il n'oublia
jamais cette compagnie, dont un instant il avait fait partie. Après avoir manifesté le
désir que son hotel devint un *hospice de charité*, largement doté, après avoir institué
pour plus de *trois millions* de legs divers, abandonné sa riche bibliothèque à la ville
de Bordeaux, Nicolas Beaujon ajoutait :

« Louis seize ayant bien voulu me donner une marque distinctive des bontés dont
« il m'honore, et me témoigner la satisfaction qu'il ressentoit de mon désintéresse-
« ment dans les opérations dont j'étois chargé par le Gouvernement, m'a fait la
« grace de me donner son portrait. Monsieur, frère du Roy, Monseigneur, comte
« d'Artois, et Madame Adélaïde de France m'ont aussi fait la grace de me donner
« leurs portraits.

« Le Roy de Suède, en témoignage de la satisfaction qu'il a eue du zèle avec lequel
« je me suis prêté à lui fournir des secours lors de son avènement au throne, m'a
« gratifié de son portrait.

« Je prie MM. les Directeurs de la Chambre de commerce de Bordeaux d'ac-
« cepter, pour être placés dans leur salle d'assemblée, les portraits du Roi, de
« Monsieur, de monseigneur comte d'Artois, de Madame Adélaïde et du Roi de
« Suède.

« Je les invite également d'agréer le présent que je leur fait de mes tableaux des
« Gobelins représentant la famille royale, estant dans le salon de l'hotel d'Evreux,
« ainsi que mes deux autres tableaux en tapisserie, dessin de Boucher, afin qu'ils
« puissent orner la salle d'assemblée du commerce. En léguant à MM. les directeurs
« des portraits aussi importants qui comprennent les médaillons de Louis XV, de la
« feuë Reine et de la Reine régnante, je crois faire à la direction de commerce le
« présent le plus précieux, pour lui prouver mon attachement et ma reconnaissance des
« bons principes que j'ai puisés dans une compagnie aussi célèbre qu'instruite. »
(Voyez le *Journal de Guienne*, année 1787, n° 195, p. 780.)

III

Les rois de France n'avaient à leur disposition qu'un très petit nombre de moyens de dédommager les sujets prodigues de leurs biens et de leur sang pour la défense de l'État. L'ordre de Saint-Michel, établi en 1469, et celui du Saint-Esprit, institué en 1578, étaient le partage des familiers de la cour : grands seigneurs, prélats, dignitaires et courtisans. Conçu dans une idée plus générale, celui de Saint-Louis, créé en 1693, avait pour but de récompenser les officiers qui se faisaient remarquer dans les armées de terre et de mer.

Restait donc pour la masse des Français une distinction unique et par conséquent très recherchée à cause des avantages nombreux qu'elle entraînait avec elle : *l'anoblissement*. Quelque souvent donnée avec trop de profusion par les rois, surtout par Louis XIV, qui, en 1696, accorda d'un seul coup des lettres de noblesse à plus de cinq cents personnes, et recueillit de ce trafic un peu plus de quatre millions, cette prérogative était très rarement concédée aux négociants. La plus ancienne application que l'on en rencontre dans nos pays date du 12 mai 1662 (1), et fut obtenue par un Bordelais

(1) Sept ans après, au mois d'août 1669, Louis XIV rendait un édit *portant permission aux gentilshommes de faire le commerce en gros sans déroger à la noblesse*. En décembre 1701, le même prince confirmait cet édit par des lettres patentes ainsi conçues : « Louis, etc.,. L'attention que nous avons toujours eue pour faire fleurir le « commerce dans notre royaume nous ayant fait connoître l'avantage que l'État

dont le nom est certainement oublié. Cependant l'intendant Pellot le considérait comme une des plus grandes intelligences commerciales de la province, et le signalait comme tel aux ministres de Louis XIV. Il s'appelait Raimond Duribau. Fils de petits négociants du quartier de la Rousselle, Raimond Duribau sut édifier à Bordeaux une gigantesque maison de banque, bientôt en réputation sur toutes les places de l'Europe. Favorisé dans ses armements, partisan actif de toutes les grandes compagnies imaginées par le puissant génie de Colbert, Raimond Duribau fut nommé, par ce ministre, Directeur du commerce des Indes Orientales en la Chambre particulière de Guyenne. Il remplit plusieurs années ces délicates fonctions, et, tout en sauvegardant les intérêts de l'État, sut acquérir une grande fortune. Sa fille unique, Catherine Duribau, épousa haut et puissant seigneur messire Raimond Dalon, chevalier, conseiller du roi en ses conseils d'État et privé, et premier président au Parlement de Navarre. Elle

« retire de l'application de ceux de nos sujets qui se sont attachés avec honneur au
« négoce, nous avons toujours regardé le commerce en gros comme une profession
« honorable et qui n'oblige à rien qui ne puisse raisonnablement compatir avec la
« noblesse : ce qui nous a même porté plusieurs fois à accorder des lettres d'anoblis-
« sement en faveur de quelques-uns des principaux négociants, pour leur témoigner
« l'estime que nous faisons de ceux qui se distinguent dans cette profession. Nous
« avons cependant été informé que grand nombre de ceux de nos sujets qui sont
« nobles d'extraction, ou qui le deviennent par les charges et offices qu'ils acquièrent,
« ainsi que ceux que nous anoblissons par grace, font difficulté d'entreprendre, faire
« ou continuer aucun commerce, même en gros, *autre que celui de mer, que nous*
« *avons déjà déclaré ne point déroger à la noblesse*, par la crainte de préjudicier à
« celle qui leur est acquise ; et voulant exciter tous ceux de nos sujets nobles et
« autres qui peuvent avoir de l'inclination ou du talent pour le commerce à s'y
« adonner, et engager ceux qui ont embrassé cette profession à y demeurer et à y
« élever leurs enfans, nous avons cru ne pouvoir rien faire de plus convenable que
« de marquer au public le cas que nous avons toujours fait des bons négociants, qui,
« par leurs soins et leur travail, attirent de toutes parts les richesses et maintiennent
« l'abondance dans nos États ; à ces causes, etc.... »

fut mère, entre autres enfants, de Romain Dalon, chef suprême de la cour de Bordeaux, de 1703 à 1713.

Depuis cette date jusqu'en 1705, les *Registres* ne contiennent aucune trace d'obtention semblable. Mais, à partir de cette époque, la royauté entre dans une voie plus libérale, sentant la nécessité de favoriser le commerce et de récompenser ceux qui l'entreprenaient au loin, à leurs seuls risques et périls. Toutefois, elle dissimule encore les motifs de cette grâce, invoquant surtout, pour l'accorder, les services municipaux. Mais, sous le règne de Louis XVI, les lettres de noblesse sont hautement délivrées pour *faits de négoce*.

Voici, établie dans l'ordre chronologique, la liste des négociants de la province de Guienne favorisés de cette haute distinction. Le dispositif des lettres patentes contient un résumé assez exact de leurs services :

1705, Juillet. — *Lettres patentes portant anoblissement en faveur de Jean-Baptiste FÉNÉLON, négociant à Bordeaux* (1).

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut : Nous avons esté informés de l'application que les ancêtres de nostre bien aimé Jean-Baptiste Fenelon, négociant de nostre ville de Bordeaux, ont donné depuis longtemps au commerce, tant au dedans qu'au dehors de nostre royaume, de la réputation que luy-mesme s'est acquise dans cette profession par son intelligence, par sa droiture et la capacité avec laquelle il a rempli les fonctions et charges de consul, de jurat et de juge de la Bourse de Bordeaux, et des soins qu'il a donnés et qu'il continue de donner pour le soulagement des pauvres dans l'administration de l'hospital général de lad. ville; Nous avons aussi connu plus distinctement, depuis cinq années qu'il y a que ledit Jean-Baptiste Fenelon exerce la fonction de

(1) *Archiv. départ. de la Gironde*, B, 78, fo 40.

député au conseil de commerce, son expérience et sa pénétration au fait du commerce par les vœux que ses lumières luy ont fait nous exposer pour étendre et pour augmenter le commerce de nostre Royaume (1); estant d'ailleurs informé que ledit sieur Fenelon se trouve allié à plusieurs de nos conseillers au Parlement de Guienne et autres maisons nobles de la province (2), et désirant reconnoître son zèle pour nostre service et pour le bien de l'Etat, et luy donner une marque sensible de nostre satisfaction, Nous, pour toutes ces causes et autres relevant de notre considération, avons anobli et anoblissons le sieur Jean-Baptiste Fénélon, etc..... »

1716, Mai. — *Autres, en faveur du sieur Fort DUBERGIER, négociant à Bordeaux* (3).

« Louis, etc..... L'attention singulière que les Maire et jurats de

(1) On trouve à la Biblioth. nationale, f. fr., vol^o 8038, daté de décembre 1700, un long et intéressant *Mémoire* du sieur Fénélon, député de la ville de Bordeaux, sur le commerce de cette ville et de la Guienne, suivi des états d'importation et des droits supportés par les divers produits. — Le 9 novembre 1709, M. Desmarests, contrôleur général, adressait à M. de Coursen, intendant de Guienne, la lettre suivante : « Monsieur, pendant tout le tems que le sieur Fenelon a rempli les fonctions de député de la ville de Bordeaux au conseil de commerce, il a fait paroître « de si bonnes intentions jointes à beaucoup de capacité qu'il seroit à désirer que « l'état de ses affaires et le refus que les jurats de la ville de Bordeaux ont fait de « lui paier plus lontems les appointemens réglés pour cette députation, ne l'eussent « pas obligé de se retirer : on peut même dire que la ville de Bordeaux n'a pas su « connaître en cette occasion ses propres intérêts, ny même les avantages que la « présence au conseil de commerce d'un député aussi attentif à ce qui pouvoit estre « utile à celui de sa province, devoit lui procurer. Ces considérations particulières, « jointes aux conséquences générales dont il est de ne pas laisser inutile la bonne « volonté de ceux qui sont propres aux affaires de cette nature, fait juger qu'il seroit à « propos que vous fissiez connoître aux jurats de Bordeaux le tort qu'ils ont eu de « prendre une résolution si contraire au bien de la province, et que vous les engageassiez à déléguer un fons certain pour rétablir les appointemens cy devant « réglés au sieur de Fenelon pour sa députation, qu'il ne refuseroit pas de reprendre « à cette condition. Je vous prie de leur en parler fortement comme d'une chose « qui intéresse le bien public et de me faire scavoir le parti auquel ils se seront déterminés. Je suis, Monsieur, »

(2) Par le mariage de ses deux filles, Jean-Baptiste Fenelon était allié aux Labat de Savignac, aux Castelnau d'Essenault, aux d'Arche Lassalle, aux Marbotin-Sauviac, aux d'Alesme, aux Gombault de Razac, etc., etc.

(3) *Archiv. départ. de la Gironde*, B, 79, f^o 115.

notre ville de Bordeaux ont eu de faire paroître dans toutes les occasions qui se sont présentées, et nottamment dans ce renouvellement de regne, leur zelle pour notre service et pour le bien public et pour leur vigilance pour maintenir le bon ordre dans cette mesme ville et pour y confirmer nos sujets dans les sentiments de fidélité qu'ils nous doivent et dont ils nous ont renouvelé les assurances par ceux d'entr'eux qui ont esté députés devers nous à cause de nostre avènement à la couronne, nous engagent à leur donner de nostre part des marques de nostre satisfaction et à les favoriser d'un titre d'honneur qui, servant de récompense à leur mérite et aux services qu'ils nous ont rendus et au public, sera en même temps, pour ceux qui leur succéderont, un motif d'émulation qui les porte à les imiter et à se rendre dignes de pareilles graces : Et comme nous sommes particulièrement informés des qualités recommandables qui se trouvent en la personne de nostre cher et bien amé Fort Dubergier, ancien consul (1) et l'un des dits jurats, par les témoignages avantageux qui nous ont esté rendus de sa droiture et de son attachement à nostre service, ainsy que de la réputation qu'il s'est acquise tant dans les fonctions politiques et dans le gouvernement de la ville que dans les autres charges publiques, dont il s'est toujours dignement acquitté, et voulant nous conformer à l'exemple des Roys, nos prédécesseurs, qui dans le commencement de leurs règnes et dans le cours d'icelluy, ont esleu à l'estat de noblesse lesdits maire et jurats qui n'avoient pas cet honneur par leur naissance ou par d'autres titres et qu'ils auroient néanmoins estimés dignes d'en être décorés. Pour ces causes, etc. (2)..... »

1722, Juillet. — *Autres, en faveur du sieur*

François FOUQUES (3).

« Citoyen et jurat de nostre ville de Bordeaux, issu de tres ancienne famille bourgeoise et de parens recommandables, dont les

(1) En 1700, on le trouve qualifié second consul de la Bourse (*Chronique Bordeloise*).

(2) En même temps que Fort Dubergier, furent anoblis : Philippe *Le Doulx*, Jean *Piffon* et Jean Baptiste *Beaune*, tous trois avocats et jurats de Bordeaux, et Guillaume *Duboscq*, conseiller clerc et secrétaire ordinaire de la ville.

Fort Dubergier reçut pour armes : *d'or à trois arbres de sinople, sur une terrasse de même.*

(3) *Archiv. départ.*, B, 80 bis, p. 154.

pères, ses prédécesseurs, ont été successivement, depuis près de deux cens ans, appelés en divers temps dans les emplois et charges de jurats (1), qu'ils ont exercé avec honneur et distinction, et fait leur commerce avec une telle régularité, sagesse et fidélité qu'ils se sont attirés la confiance des négociants étrangers, et, par ce moyen, contribué par leur droiture à l'accroissement du commerce dans notre ville; informé, par les témoignages avantageux qui nous ont été rendus, que le sieur François Fouques s'étoit acquis la même réputation de droiture et intégrité pendant l'administration de sa charge de jurat, Nous.... »

1743, Août. — *Autres, en faveur du sieur Pierre Noel SAINCRIC, négociant en gros et jurat de la ville de Bordeaux* (2).

«..... Lequel s'est acquis, à l'exemple du sieur Thadée Saincric, son père, toute l'estime et la réputation qui suivent toujours la probité et qui sont la plus glorieuse récompense des talens et de la vertu;— ledit sieur Saincric père, qui avoit embrassé l'état du commerce maritime, et rempli successivement la place de consul et de juge de la Bourse et celles de directeur de la Chambre de commerce, d'administrateur des hopitaux et de jurat de la ville de Bordeaux, n'a rien laissé à désirer dans ces différentes administrations, du travail, de la sagesse et et du zèle que demande le public dans ceux qui en sont chargés. Après ces services, et se trouvant dégagé des soins qui avoient fait longtemps son objet dans les places dont il avoit été honoré, il ne cessa point d'être utile au public et continua d'employer son crédit dans les occasions où le peuple en eut besoin, et surtout es années 1700, 1710 et 1712, qu'il fit venir des pays étrangers une quantité considérable de bled, qui fut distribuée, au prix du port, au peuple qui étoit dans la disette et le besoin le plus pressant (3); le sieur Saincric fils, au jourd'huy jurat

(1) On voit un François Fouques jurat de Bordeaux en 1635. Sa belle conduite, dans les événements de cette époque, est constatée dans la *Chronique Bordeloise* et dans les *Archiv. histori. de la Gironde*, t. XIV, p. 508. Fontenail fait encore mention de lui dans ses *Mouvemens de Bourdeaux*.

(2) *Archives dép.*, B, 83, p. 33.

(3) On trouve dans le carton C. 3.646, année 1709, une volumineuse correspondance, échangée entre l'intendant et le contrôleur général, au sujet des transports de grains

de la ville de Bordeaux, a suivi les exemples de son père, a étendu son commerce dans toutes les parties de l'Europe et de l'Amérique : il a été appelé au consulat, à la direction de la Chambre de commerce, à l'administration des hopitaux, et participe aujourd'hui, en qualité de jurat, à la conduite des affaires d'une ville qui se signale par les monumens qu'elle fait élever à notre gloire. Pour ces causes..... (1).

1743, Août. -- *Autres, en faveur du sieur PIERRE DE KATER, négociant et jurat de la ville de Bordeaux* (2).

..... « Ledit sieur de Kater, qui a su mériter la confiance et l'estime du public, soit dans son commerce, soit dans les places et dans les administrations qui lui ont toujours été déférées, est fils de Pierre de Kater, natif de la ville d'Amsterdam et naturalisé François, lequel a fait, pendant son vivant, un commerce considérable avec les Anglois et les Hollandois et dans le pays du Nord, et qui a été l'un des officiers des troupes bourgeoises de la ville de Bordeaux. Le sieur de Kater, son fils, a pareillement fait le commerce et y a soutenu la réputation que son père s'y étoit acquise; il a rempli avec distinction les places de consul de la Bourse et d'administrateur de l'Hôpital Saint-André : il remplit de même aujourd'hui celle de jurat de la

attendus du Nord par l'intermédiaire des sieurs Saincrie et Vanderbranden, et aussi sur la tentative de créer une compagnie d'importation de blés du Nord, malgré la difficulté résultant des ordres de la reine Anne et des États de Hollande de prendre tous les vaisseaux de quelque nation et de quelque bannière qu'ils soient à destination de France.

Vers la même époque, un navire chargé de blé, appartenant au sieur Thadée Saincrie, est pris dans la Manche par un Anglais et délivré quelques heures après par trois vaisseaux malouins. Conduit à Saint-Malo, le commissaire du port de cette ville le contraint de se rendre sans le moindre retard à Rouen, où le besoin de blé se faisait encore plus sentir.

En 1709, le boisseau de blé atteignait à Bordeaux le prix de 14 livres.

(1) Armes blasonnées par d'Hozier : *d'argent à deux an cres de sable passées en sautoir, le chef d'azur chargé de trois étoiles d'or.*

(2) *Archiv. départ.*, B. 83, f^o 148. — Il existe, dans le fonds non encore classé de la *Chambre de commerce* (*Archiv. départ.*), en date du 13 mai 1757, un *Mémoire* (ms.) de M. de Kater, fils aîné, écuyer, par lequel il demande, à raison de sa qualité

ville de Bordeaux et participe en cette qualité à la conduite des affaires de l'une des plus grandes et des plus florissantes villes de notre royaume : A ces fins, voulant décorer le sieur de Kater d'un titre (1). »

1743, Juillet. — *Autres, en faveur du sieur JEAN ROCHE, l'un des jurats et négociant de Bordeaux* (2).

. . . . « Issu d'une ancienne famille et de parents recommandables, dont les ayeuls ont été appelés en divers tems aux emplois et charges de jurats, qu'ils ont toujours rempli avec distinction, et par l'exactitude, la régularité et l'étendue de leur commerce se sont attirés la confiance de l'étranger et, par là, contribué à l'accroissement du commerce dans notre ville de Bordeaux, Nous, en considération de ces services (3). . . . »

de noble, la préséance sur MM. les Directeurs et Consuls, et de présider à la Chambre en l'absence de M. le juge. Ce *Mémoire* est accompagné de la lettre suivante, que nous demandons la permission de rapporter, à cause des grands sentiments de justice qu'elle contient : « A Messieurs de la Chambre de commerce de Bordeaux, Bordeaux, le 29 avril 1759. Messieurs, J'ai relu les deux *Mémoires* qui m'ont été remis, « il y a près de deux ans, par votre Chambre et par le S. Kater, au sujet de la préséance qu'il demandoit, en qualité de noble, sur les autres Directeurs. D'après « la décision donnée par M. Amelot, le 17 janvier 1725, je ne crois pas qu'il puisse « rester de difficulté à décider la préséance uniquement par l'ancienneté du consulat, puisque ce ministre a jugé qu'elle ne devoit avoir lieu qu'à ce titre, tant « dans le corps des jurats que dans celui des juges et consuls. J'ai trouvé M. le « comte de Saint-Florentin dans les mêmes dispositions lorsque j'en ai parlé à « Paris : ainsi vous devez vous en tenir provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit « autrement ordonné par le Conseil, à ce que je vous marque par cette lettre. Vous « en ferez part au S. de Kater, et vous en userez de même en cas que la nouvelle « élection tombât sur quelqu'un de la même qualité. Je suis, Messieurs, etc.,... « (Signé :) de Tourny. »

(1) Armes concédées : *De gueules à un vaisseau d'or, voguant sur une mer de sinople, et un chef d'argent chargé de trois têtes de nègres de sable bandées d'argent et posées de front.*

(2) *Archiv. départ.*, B, 85, f^o 173.

(3) Armes : *d'azur à un chevron d'or, chargé de trois croissants de gueules, accompagné de trois roches d'argent, posées, deux en chef et l'autre à la pointe de l'écu.*

1743, Juillet. — *Autres, en faveur du sieur Arnaud CASTAING, bourgeois et négociant de Bordeaux* (1).

« Louis, etc., Nous avons toujours, à l'exemple des Rois, nos prédécesseurs, regardé l'attribut de la noblesse comme le plus précieux témoignage de notre estime et la plus glorieuse récompense que puissent mériter ceux de nos sujets qui se distinguent par les services qu'ils rendent à notre État. C'est dans cet esprit que nous avons honoré en différens tems les maires et jurats de la ville de Bordeaux du titre et des prérogatives de la noblesse et que nous voulons leur accorder aujourd'hui les mêmes avantages par la satisfaction qu'ils nous ont donné en signalant leur zèle pour notre gloire et notre service dans le gouvernement de la ville de Bordeaux où ils ont fait éclater leur vigilance, leur sagesse et leur fidélité; et comme nous sommes particulièrement informés des qualités recommandables de notre cher et bien aimé le sieur Arnaud Castaing, l'un des jurats et négociants de la ville de Bordeaux, par les témoignages qui nous ont été rendus de la réputation qu'il s'est acquise par ses talens et par une étude assidue, ce qui l'a fait appeler, dès ses premières années, aux charges de sa profession qu'il a remplies à la satisfaction du public, s'étant d'ailleurs distingué avec zèle, à l'exemple de son père dans les fonctions politiques du gouvernement de la ville de Bordeaux, ou son mérite l'a fait appeler; de manière que le sieur Castaing a pleinement mérité la récompense honorable que nous sommes résolus lui y accorder (2). . . . »

1743, Juillet. — *Autres, en faveur du sieur PARDON TROUVÉ, chargé des affaires de la ville de Bordeaux* (3).

. . . . « Lequel s'est distingué en de nombreuses circonstances, ainsi que cela résulte des témoignages avantageux qui nous ont été

(1) *Archiv. départ.*, B. 85, f^o 175.

(2) Armes : d'argent à un châtaigner de sinople, fruité d'or et planté sur une terrasse au naturel, et un canton échiqueté d'or de gueules de trois traits.

(3) *Reg. de la Cour des Aides*, 1725, 1745, f^o 173. — Pardon Trouvé était chargé de suivre les affaires de la Ville de Bordeaux, à Paris et à la Cour, depuis 1738. Par

rendus de la réputation qu'il s'est acquis en soutenant les droits et les privilèges de la ville de Bordeaux, en travaillant avec zèle à l'accroissement de son commerce, ce qui lui a attiré les applaudissements de tous les ordres de la dite Ville; en sorte que (1) »

1745, Avril. — *Autres, en faveur du sieur André BARREYRE, jurat et négociant de Bordeaux* (2).

« Louis, etc..., Nous nous sommes toujours portés à accorder des grâces particulières à ceux de nos sujets qui dans des occasions importantes nous ont le plus donné des marques de leur zèle et de leur affection : et comme nous avons été instruits du zèle, de l'attention et des soins vigilans de notre cher et bien-aimé André Barreyre, l'un des jurats négociants de notre ville de Bordeaux, lors du passage de notre très chère et très aimée fille, la Dauphine, dans cette ville, et que nous sommes informés d'ailleurs de sa grande réputation dans le commerce, de sa probité et de la sagesse avec laquelle il se conduit dans la place de jurat, nous nous déterminons volontiers à lui accorder la noblesse, une grace si honorable et qui doit se transmettre à sa postérité et y conserver ainsi le souvenir de ses vertus, pendant qu'elle affermira de plus en plus les maire et jurats de notre ville de Bordeaux dans le zèle et la fidélité dont ils nous ont donné déjà tant de preuves (3)... »

1745, Avril. — *Autres, en faveur du sieur Jean BRUNAUD, aussi jurat et négociant de Bordeaux* (4).

« ... En témoignage des soins vigilans déployés par luy lors du

un arrêt du Conseil, du 5 septembre 1759, ses appointements furent portés à 6,000 livres. Un autre arrêt du 6 mai 1772 décida que la même somme serait, après sa mort, payée à ses filles, à raison de 1,000 livres de pension pour chacune d'elles. (*Livre des Privilèges de Bordeaux*, p. 578.)

(1) Armes : de gueules à une fasce d'argent, chargée de deux cloches de sable, les battans d'or; accompagnée, en chef de trois molettes de même, trouées d'azur, et en pointe d'un lion d'argent.

(2) Arch. départ., B. 87, f° 32.

(3) Armes : d'azur à une barre d'or, accompagnée de deux aires d'argent, posés un en chef et l'autre à la pointe de l'écu.

(4) Arch. départ., B. 87, f° 39.

passage de notre très chère et très aimée fille, la Dauphine, dans cette ville (1) et bien informés d'ailleurs de sa grande réputation dans le commerce, des emplois de consul de la Bourse et de Directeur de la Chambre de commerce qu'il a remply avec une grande distinction, et enfin que, en suivant les grands exemples de capacité et de probité de feu son père, qui avoit remply jusqu'à trois fois les mêmes emplois, il a mérité toute l'estime de ses concitoyens : En conséquence, nous nous déterminons volontiers à luy accorder la noblesse (2).... »

1751, Décembre. — *Autres, en faveur des sieurs Bernard François et Jean Maurice MAISONNAVE DE CASAUBON, négociants de Bayonne* (3).

« Louis.... Nous mettons au nombre de nos devoirs d'étendre nos soins à tout ce qui peut faire fleurir le commerce maritime et à connaître ceux de nos sujets qui y contribuent avec le plus de succès, afin que les graces dont nous les jugerons dignes soient pour d'autres un sujet d'émulation qui leur donne des imitateurs, et, étant informés que nos chers et bien-amés, Bernard François Maisonnave de Casaubon et Jean-Maurice Maisonnave de Casaubon, frères, négociants, connus sous le nom de Casaubon dans toute l'Europe et jusqu'aux extrémités du monde où ils ont étendu leur commerce, se sont acquis la confiance et la grande réputation dont ils jouissent par un juste discernement dans le choix de leurs correspondants, par leur sagesse dans leurs entreprises, par leur bonne foy dans les engagements et par leur vigilance à les remplir : tant de rares qualités réunies leur ayant mérité les relations les plus distinguées et leur ayant procuré de fréquentes occasions de faire éclater leur zèle pour notre service, dont nous avons retiré de grands avantages, Nous avons résolu de les en

(1) Jean-Baptiste *Cazalet*, sieur de Lescalle, et Yves *Tournaire*, avocats et jurats de la ville de Bordeaux lors du passage de la Dauphine, furent également gratifiés de lettres de noblesse. (*Ibid.*, B. 87.)

(2) Armes : de gueules à un coq d'or, posé sur un monticule de sinople, écartelé d'argent à deux battans de sinople posés en sautoir, surmontés d'un aigle de sable, les vols étendus et abaissés.

(3) *Archiv. départ.*, E. 87, f^o 229. — Nous avons déjà dit que Bayonne et toute la côte Labourdine étaient comprises dans le ressort de l'amirauté de Guienne.

récompenser par des marques d'honneur qui passent à leur postérité sous le nom de *Casaubon* qu'ils ont rendu mémorable dans toute l'Europe et chez les nations les plus recuillées, à quoy nous nous portons d'autant plus volontiers qu'ils sont anciens nobles d'extraction, suivant les titres qu'ils nous ont fait représenter et, qu'ayant négligé de prendre la qualité d'écuyer dans quelques actes, cette omission pourroit leur nuire s'il n'y estoit par nous pourvu ; A ces causes, etc... »

1752, Décembre. — *Autres, en faveur du sieur Jean-Louis PONCET, négociant de Bordeaux* (1).

« Louis....., Nous nous sommes souvent pleus à répandre nos graces sur notre ville de Bordeaux, en accordant à ses magistrats, dans différentes occasions importantes, le titre de noblesse comme la marque la plus précieuse et la plus distinguée de notre satisfaction ; la dédicace qu'elle vient de faire de l'édifice somptueux destiné pour être l'une de ses principales portes et d'une place qui sera un des plus beaux ornements, consacrés à la mémoire de l'heureux événement de la naissance de notre très cher et très aimé petit fils, le duc de Bourgogne (2), est un monument de son zèle et de son amour pour notre personne et pour notre famille royale que nous avons trouvé digne de la même récompense ; et étant informé que notre cher et bien amé Jean-Louis Poncet a remply avec distinction la charge de consul de la Bourse à l'exemple de son père et de son ayeul ; qu'il a été porté, par son mérite, à celle de Directeur de la Chambre de commerce ; qu'il a donné des marques louables de sa charité pour les pauvres, et de son intelligence en qualité d'administrateur de l'Hôpital de la Manufacture ; que, fidèle dans ses engagements, prudent dans ses entreprises, il a mérité la confiance et la réputation dont il jouit, et que, nommé jurat négociant en 1750, il a donné pendant son exercice des preuves de son zèle, particulièrement dans l'occasion mémorable de la dédicace ; Pour ces causes..... »

(1) *Archiv. départ.*, B. 88, fo 33.

(2) En apprenant la dédicace faite au duc de Bourgogne par la ville de Bordeaux des place et porte dites autrefois des Salinières, Louis XV éprouva une satisfaction telle que, sur l'heure, il fit délivrer des lettres de noblesse à tous les membres qui

1765 mai. — *Autres, en faveur des sieurs BÉHIC frères, négociants à Bayonne (1).*

« Louis,..... Instruit que la véritable gloire du souverain dépend de l'attention suivie avec laquelle il s'occupe de tout ce qui peut contribuer au bonheur des peuples dont le gouvernement lui est confié, Nous avons toujours regardé le commerce comme l'un des moyens les plus propres à remplir un objet si conforme à nos désirs; en conséquence nous nous sommes efforcés à lui donner, par des encouragements de toute espèce, l'étendue dont l'heureuse situation de notre royaume, l'abondance, la vivacité de ses productions et l'industrie de ses habitants, le rendent susceptible : mais en distribuant des récompenses à ceux qui établissoient de nouvelles branches de commerce, Nous avons cru devoir réserver le privilège de la noblesse, comme la plus précieuse de celles auxquelles un citoyen vertueux est en droit de prétendre et comme la plus digne de la majesté d'un souverain, à des négociants qui, s'étant acquis, par des tallans supérieurs et une

composaient la municipalité bordelaise : Léonard *Despiau*, avocat; André-Thérèse *Gruet de Montaux*, président juge des traites de Guyenne; Louis *Poncet* et Jean-Baptiste *Grateloup*, tous quatre jurats; Jean-François *Thibaut*, procureur syndic et Pierre *Chavaille*, clerc secrétaire de la Ville. — En même temps, le comte de Saint-Florentin adressait aux jurats la lettre suivante : « A Versailles, le 3 décembre 1752. — Messieurs, Je me suis d'autant plus volontiers porté à faire valoir auprès du Roy le zèle que vous avez fait paraître dans la dédicace des place et porte de Bourgogne, que j'y ai remarqué la continuation de votre amour pour la personne de S. M. et pour la famille royale, de même que votre empressement à en donner des marques éclatantes et réitérées, J'ai vu avec plaisir que S. M., en cette considération, a accordé la noblesse aux sieurs *Despiau*, *Montaux*, *Poncet* et *Grateloup*, jurats; *Thibaut*, procureur syndic et *Chavaille*, clerc secrétaire de la Ville. Une pareille grâce vous excitera d'autant plus à en mériter de nouvelles par votre exactitude de remplir les devoirs d'un Etat qui vous attire des distinctions si avantageuses. Je suis, Messieurs, votre très affectionné à vous servir : Saint-Florentin. » (*Archiv. départ.*, C. 1161.)

(1) *Archiv. départ.*, B. 91, f° 295. — A cette même famille appartenait Louis-Henri Armand Béhic, ministre de la marine sous Louis-Philippe, député de l'arrondissement d'Avesnes (Nord), conseiller d'Etat, président du conseil d'administration de la Compagnie des Services Maritimes des Messageries Impériales, réorganisateur de la Compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée, et ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics en 1863, en remplacement de M. Rouher.

probité reconnue, l'estime générale, ont paru moins s'occuper, dans les établissements considérables qu'ils formoient, de leurs intérêts personnels que de ceux de l'État; c'est la récompense que nous nous proposons de décerner à nos chers et bien amés Jean et Etienne Béhic, frères, négociants de Bayonne, établis en Espagne. Formés dans la science du commerce par leur père, ancien juge, consul et président de la Chambre de commerce de Bayonne, l'aîné passa en 1720 à Cadix, où bientôt associé à la Compagnie alors connue sous le nom de Fortic et Casaubon, il appela auprès de lui son frère, qu'il établit ensuite à Séville. Les guerres, que nous avons eu à soutenir depuis ce temps, ayant exigé que nous fissions passer des fonds considérables en Italie, les sieurs Béhic, chargés de ces opérations, s'en sont acquittés avec autant d'exactitude que de désintéressement, et leur zèle les a portés à faire d'eux-mêmes de très fortes avances pour l'approvisionnement de nos escadres, lorsqu'elles se trouvoient obligées de relacher à Cadix; Nous leur avons d'ailleurs confié des commissions particulières, d'où dépendoient en partie la conservation de nos colonies, ce dont leur intelligence a assuré le succès, et ils ont rendu des services essentiels à notre compagnie des Indes dans des circonstances où la rivalité des compagnies étrangères avoient fait naître des obstacles capables de nuire essentiellement à son commerce; enfin, indépendamment des avantages qu'ils ont procuré à plusieurs manufactures de notre royaume en facilitant une grande consommation de leurs produits dans l'Inde et dans différentes parties de l'Europe, ceux de nos sujets que les affaires appeloient en Espagne ont souvent recueilli le fruit de la considération et du crédit que ces deux frères se sont acquis dans ce royaume; — Tels sont les motifs qui nous parlent en faveur des sieurs Béhic et qui nous déterminent aujourd'hui à les élever à l'état de nobles, et nous nous portons d'autant plus volontiers à le leur conférer que nous avons lieu de croire que cette récompense, les illustrant à jamais, sera pour eux un nouveau motif de redoubler de zèle, et pour leurs descendants une obligation de continuer une carrière dans laquelle les connaissances et la réputation de leurs auteurs les mettront en état d'être vraiment utiles à leur patrie et au service du souverain; Savoir faisons, etc (1)..... »

(1) Armes : de gueules à trois gerbes d'or, posées 2 et 1, soutenues chacune d'un croissant d'argent.

1777, Avril. — *Autres, en faveur du sieur Guillaume Roux négociant de la ville d'Agen* (1).

« Louis..... Depuis que le commerce a étendu ses opérations et que, pour le faire avec plus de succès, il a fallu des grands moïens et de grande talents, les souverains se sont faits un devoir d'encourager par des récompenses une profession qui ajoutoit à la gloire et à la prospérité de l'Etat. Le feu Roi, notre très honoré seigneur et ayeul, voulut encore que cette profession, exercée avec éclat, devint un degré qui conduisit à la noblesse et que le citoïen, qui enrichissoit la patrie par ses travaux, partageat la distinction accordée au guerrier qui l'avoit deffendue. Nous nous sommes faits une loide suivre des maximes aussi sages et dans le choix des sujets auxquels nous destinons cette faveur, nous croions devoir préférer ceux que leurs alliances, leurs sentimens, leur conduite et surtout des services importants et désintéressés, rendus à leurs concitoïens approchent, déjà de l'ordre de la noblesse. Notre amé et féal Barthelemy Roux, négociant de la ville d'Agen, nous a paru réunir tout ce qui pouvoit justifier cette préférence. En effet, nous sommes instruits que, par son mariage avec Marie Françoisse, baronne de Leichenfeld-Premberg, née dame de Clefdor de Bavière, il tient à des maisons connues et illustres; que, dès 1750 et 1751, conjointement avec les sieurs Chemin, ses oncles (2), il fournit

(1) *Archiv. départ.*, B. 96, f^o 76. — Les lettres de noblesse accordées au sieur Roux, ont déjà été publiées *in extenso* par M. J. Andrieu, dans sa plaquette : *Les Oubliés : deux Agenais du XVIII^e siècle*; Agen, 1885, in-8^o.

(2) Les sieurs Chemin frères, secondés par le sieur Bory, avaient établi à Agen une grande fabrique de serges et étamines de laines, « dans laquelle ils emploient « cent mettiers battans, outre les peigneurs de laine, cardeurs, dévideurs et fileuses : « la plupart de leurs ouvriers sont des orphelins ou des pauvres, qui deviendront, « par la suite, des ouvriers utiles à l'Etat et diminueront ce nombre prodigieux de « mandians qui lui sont à charge. Ces mêmes industriels ont aussi fait construire, « à un quart de lieue de la ville d'Agen, un moulin à foulon, très curieux, d'une « nouvelle invention, et batti une teinturerie; ils n'épargnent rien pour la beauté « et la solidité des coulleurs; ils emploient de bonnes laines, bien dégraissée de « leur suin, remédient par là aux deffauts qui s'étoient glissés dans la fabrication « des serges et étamines, et aux inconvénians du foulage, dégraissage et teinture; « ils se flattent, par leur application et leurs soins, de faire revenir le public de la « prévention qu'il a contre ces étoffes....

(Extrait d'un *Mémoire ms.* en date du 10 janvier 1759.)

aux pauvres de la ville d'Agen des secours abondans, secours qui ont mérité depuis aux sieurs Chemin des récompenses de la part du feu Roy notre ayeul. Nous savons encore qu'en 1773, de son propre mouvement et sans être excité par le zèle de nos officiers, il sut prévenir dans sa patrie une disette qui porta l'alarme et le trouble de Toulouse jusqu'à Bordeaux; que la ville d'Agen dut à ses spéculations une abondance et une sécurité non interrompue, et, content de la satisfaction d'avoir été utile, il refusa les dédommagemens pécuniaires que notre justice offroit à son zèle. Son désintéressement ne nous laisse d'autres moïens de le récompenser qu'en l'élevant à un rang dont il s'est rendu digne : Savoir faisons.....

1785, Janvier. — *Autres, en faveur du sieur Jean DUTASTA, négociant à Bordeaux* (1).

« Louis Notre cher et bien aimé le sieur Jean Dutasta, négociant à Bordeaux, a rendu des services aussi distingués qu'avantageux à l'État. Il a approvisionné, durant et avant la dernière guerre, les magasins de la Martinique, et il s'est exposé pour la défense de cette colonie, où il a eu même un cheval tué sous luy, pendant qu'il remplissoit les fonctions d'aide de camp; il a été obligé, après la paix, de suspendre son retour en France, tant pour fournir aux besoins urgens de l'escadre, commandée par le sieur de Boissier, que pour assurer d'autres parties du service, jusqu'à ce que les finances fussent rétablies en Amérique. Au commencement de la dernière guerre, il a fait les plus grands sacrifices pour approvisionner les Isles du Vent; il a été chargé ensuite de l'affrètement de tous les navires nécessaires pour les transports et convois de la marine. Ces navires avoient été frétés dans le principe jusqu'à 200 livres le tonneau; par le mouvement et les arrangemens que le sieur Dutasta a pris, il est parvenu à les avoir à 130 livres, ce qui a fourni, pendant toute la guerre, un objet d'économie très considérable. Il a fait encore les préparatifs des expéditions les plus importantes et les plus secrètes, et il s'en est toujours acquitté à la satisfaction du gouvernement qui lui a accordé toute sa confiance. Enfin, il n'a cessé de courir dans tous les ports du

(1) *Archiv. départ.*, B, 98, f^o 269.

Royaume, de spéculer pour notre service et d'y mettre autant d'activité que d'intelligence. Nous sommes informés d'ailleurs qu'il a les connaissances les plus étendues sur toutes les parties du commerce, qu'il jouit à Bordeaux de la plus grande considération (1), qu'il est issu d'une ancienne et honnête famille, et que même plusieurs de ses parents servent dans la marine. Voulant donc le récompenser d'une manière éclatante et en même temps la plus analogue à la nature de ses services et de ses sentimens, Nous croyons devoir lui accorder des lettres de noblesse.... »

1789, avril. — *Autres, en faveur du sieur Dominique CABARRUS, négociant à Bayonne.*

« Louis..., Notre cher et bien aimé le sieur Dominique Cabarrus aîné, négociant à Bayonne, est d'une famille aussi ancienne qu'honorable. Elle paroît originaire de la Navarre Espagnole; elle jouissoit déjà d'une grande considération, lorsqu'elle est venue s'établir, en 1602, au bourg de Capbreton, pres Bayonne, et, pendant environ cent ans qu'elle y est restée, elle n'a cessé de se distinguer par la sagesse de sa conduite et par ses succès dans le commerce et la navigation. C'est le père du sieur Dominique Cabarrus qui a donné son nom à la baye Cabarrus, dans l'Isle Royale. Il a quitté le bourg de Capbreton, au commencement du siècle, pour venir résider à Bayonne, où son fils, le sieur Dominique Cabarrus, a fondé une maison de commerce, devenue par ses soins très florissante; il est aujourd'hui le plus ancien négo-

(1) Au mois de décembre 1784, l'intendant de la province de Guienne répondait en ces termes à diverses questions posées par M. de Vergennes : « Je connais parfaitement M. Du Tasta, et j'ai été à portée, pendant mon séjour à Bordeaux, de prendre la connaissance la plus exacte sur sa fortune, sa conduite et la considération dont il jouit dans cette ville. Je puis vous assurer, Monsieur, que c'est le négociant de Bordeaux qui a le plus de connaissance sur toutes les parties du commerce qu'il a exercé en grand, qu'il jouit de la plus grande considération sur cette place et aussi d'une grande fortune qu'il a très légitimement acquise par ses talens et sa capacité. Je le crois donc très digne, etc. » (Arch. départ.) — M. Dutasta, maire actuel de Toulon, décoré pour sa belle conduite pendant l'épidémie qui sévissait dans cette ville il y a deux ans, est, croyons-nous, l'arrière petit-fils du grand négociant bordelais, Jean Dutasta.

tiant de ladite ville, après y avoir rempli avec distinction toutes les charges consulaires et municipales. Sa probité et ses lumières lui ont mérité non seulement l'estime de ses concitoyens, mais encore celle de toutes les places commerçantes de l'Europe. Il a deux fils, dont le puîné marche depuis plusieurs années sur ses traces et se trouve actuellement l'un des Directeurs de la Chambre de commerce de Bayonne; l'aîné, qui est en Espagne, s'y est tellement acquis la confiance du gouvernement, par ses connaissances profondes dans les matières de banque et de commerce, qu'il a été honoré d'une place dans le Conseil des finances (1), et qu'il dirige des établissemens très importants dont les relations peuvent être avantageuses à nos sujets et cimenter de plus en plus les liens qui réunissent les deux royaumes; A ces causes, etc... »

(1) François, comte Cabarrus, né à Bayonne le 15 octobre 1752, mort à Séville, le 27 avril 1810, d'après tous les recueils biographiques, et en décembre 1815 suivant le *Moniteur Universel* qui rapporte une lettre datée de Tolose le 3 janvier 1816, contenant des détails intéressants sur les derniers moments du grand financier. On sait que le plan de la banque Saint-Charles, fondée par lui, fut vivement attaqué par Mirabeau, sous prétexte d'éclairer le public français et de le prémunir contre une institution qui avait soulevé un grand engouement, non seulement en Espagne, mais même en France. On trouvera un curieux compte-rendu du libelle de Mirabeau dans les *Mémoires de Bachaumont*, tome XXIX, pp. 113, 118 et 124. — La fille du comte Cabarrus, dona Thérésia, fut également une des célébrités de cette époque agitée. Bordeaux conserve encore le souvenir de son inépuisable bonté. Mariée en premières noces à M. Mel de Fontenay, M^{lle} Cabarrus devint quelque temps après (26 décembre 1794) la femme du conventionnel Lambert Tallien. « Elle » sut, écrit Amédée Thierry, adoucir peu à peu cette âme sombre et féroce. Sous « l'empire de Madame de Fontenay, la commission militaire fut suspendue, le « comité de surveillance destitué et ses membres mis en état d'arrestation. Bordeaux » respira. Il est vrai que des rançons multipliées inquiétèrent encore les citoyens, « mais du moins les têtes ne roulèrent plus sur l'échafaud. Dona Thérésia Cabarrus » était, en quelque sorte, la déesse tutélaire de la Gironde : des acclamations unanimes la saluaient à son passage lorsqu'elle parcourait les promenades publiques trainée dans une voiture élégante, sa belle tête couverte du bonnet phrygien, « tenant une pique d'une main, et appuyant l'autre sur l'épaule du représentant. » Le 18 juillet 1805, et quoique ses deux premiers maris vécussent encore, dona Thérésia épousait le comte de Caraman, prince de Chimay.

Veut-on maintenant avoir une idée des états de service de ceux pour qui les Intendants, si opposés en principe à toute nouvelle distinction, sollicitaient avec ardeur, même avec passion, des lettres de noblesse? Continuant à puiser dans les nombreux portefeuilles des *Archives Départementales*, nous en extrairons quelques *Mémoires*, et, laissant la parole aux intendants, nous reproduirons fidèlement leurs conclusions (1) :

« Mai 1750. — *Le sieur* BEAUJON (2).

« Le sieur Beaujon, négociant à Bordeaux, est en position depuis long tems de se dévouer à l'utilité de cette ville et province de Guyenne.

« C'est par un effet de ce zèle que le sieur Beaujon père, en l'année 1713, aprovisionna cette grande ville et la garantit d'une famine éminente.

En 1727, la disette des grains ayant été grande, la province de Guyenne se trouvant dans une extrémité pressante, le même sieur

(1) Par arrêt du conseil du 30 octobre 1767, le roi avait résolu d'accorder, chaque année et par province, deux lettres d'anoblissement à ceux d'entre les négociants qui se seraient distingués dans leur profession. Ces lettres étaient accordées sur le rapport des intendants, généralement peu disposés à l'obtention de cette prérogative, parce que, écrivaient-ils avec raison, elle déterminait les élus à prendre bien vite un autre état.

(2) Voir ci-dessus la note concernant ce grand financier.

Beaujon la pourvut si abondamment que les officiers municipaux lui accordèrent des privilèges qui ne sont dûs qu'à ceux qui ont passé par les charges de la ville.

« En 1739, en exécution des ordres de M. de Tourny, lors intendant en Limousin, occupé de remédier à une grande famine dont cette province étoit menacée, le sieur Beaujon fils la fournit d'une grande quantité de grains qu'il fit voiturer par mer et par terre et qu'il accompagna lui-même.

« Il fit une pareille opération en l'année 1740, pour la même province du Limousin.

« Après la prise de Louisbourg, en 1746, le Canada se trouvant comme bloqué, en danger de manquer de munitions et d'être privé des ordres de la cour, le sieur Beaujon eut l'honneur de proposer au ministre de faire parvenir au mois de janvier un navire pour Quebec. Ce projet fut approuvé, et par les mesures que le sieur Beaujon prit, et par les ordres qu'il donna, le succès répondit à son attente. Il parvint à faire arriver son navire à Quebec, au mois d'avril, *entreprise jusqu'alors sans exemple*. Les paquets de la cour furent remis, ainsi que les munitions de guerre dont le navire étoit chargé.

« En l'année 1747, sous l'autorité du Conseil, le sieur Beaujon fit, en seul, un approvisionnement de bleds pour la ville de Bordeaux et province de Guyenne, qui a monté à 600,000 livres.

« En l'année 1748, la province de Guyenne étoit dans le besoin d'un approvisionnement de bleds très considérable, et sa situation étoit des plus défavorables par le refus des riches négocians, assemblés chés M. l'Intendant, qui y avoient été appelés pour secourir leur patrie. Le même sieur Beaujon se présenta et forma une compagnie qui, sous l'autorité du Conseil, secourut la province et la fournit si abondamment de grains que cet approvisionnement a monté à plus de 4,000,000 de livres.

« On ne rappellera pas dans ce *Mémoire* tous les voyages du sieur Beaujon, toutes les fatigues, tous les dégouts qu'il a souffert. Si les principales têtes de cette province ont su rendre justice à la candeur de son opération, il a été en butte aux discours outrageans du public, ce qui n'est que trop ordinaire en pareil cas.

« A remonter seulement au 1^{er} janvier 1745, le sieur Beaujon a armé, ou chargé, *trente-cinq navires* pour l'Amérique et le Canada. Ces opé-

rations, dans cette dernière colonie, depuis ce tems, ont été portées à près de 2,000,000; les registres des fermes en font foy.

« Le corps des négociants, satisfait des services que le sieur Beaujon a rendu au commerce pendant son dernier exercice de *Directeur de la Chambre*, l'a nommé à la place de consul de la Bourse. »

1754. — *Le sieur GOUNON, négociant et maire de la ville d'Agen.*

« A l'appui de la demande adressée à S. M., tendante à obtenir de lettres d'anoblissement en faveur du sieur Gounon (1), j'ai l'honneur de vous adresser différents certificats attestant les services rendus par ce citoyen :

Certificat de M^{re} l'Evesque d'Agen.

Nous, Joseph-Gaspar Gilbert de Chabannes, Evesque et Comte d'Agen, conseiller du Roy en tous ses conseils, certifions que M. Gounon, maire de la ville d'Agen, exerce sa charge avec beaucoup de droiture et de zèle pour le service du Roy et le bien public, et qu'il a signalé sa vigilance principalement dans les tems de calamités et de disettes dont ce païs a été affligé en 1748 et les suivantes années, ou il a donné des secours considérables aux pauvres, et a approvisionné la ville de grains et de farines. Attestons en outre que ledit sieur

(1) Nous ignorons si les lettres sollicitées furent accordées : mais des nombreuses pièces déposées aux Archives et d'un très curieux et très intéressant Mémoire, signé du sieur Gounon, il résulte que cet industriel avait établi à Agen une importante filature de toile à voiles. Erigée, par arrêt du Conseil en 1763, en *manufacture royale*, « afin de cesser de rendre la marine française tributaire des étrangers qui » venant acheter dans le pays les plus beaux chanvres de France, les revendoient, « manufacturés, quand ils vouloient et combien ils vouloient, aux ports françois », cette filature occupait *trois cents ouvriers et sept mille fileuses*, répandues dans la campagne; pendant plusieurs années, elle avait approvisionné la marine française de toute la toile nécessaire. Mais trop longtemps créanciers de l'Etat pour des sommes variant entre cinq cents et huit cents mille livres, les sieurs Gounon et Delatour, son associé, se virent forcés, en 1785, de licencier une grande partie de leurs ouvriers et de solliciter un *arrêt de surséance* afin de pouvoir faire honneur à leurs affaires. (*Archiv. départ. de la Gironde*, C. 509, 3553 et 3610.)

Gounon est un négociant distingué, faisant un commerce d'une grande étendue avec noblesse et candeur, très utile au païs et capable de donner de l'émulation pour rendre le négoce florissant dans cette ville.

Donné dans notre chateau de Mombran (1), le 10 septembre 1754.

(Signé :) L'Evesque d'Agen,

et plus bas : Par Monseigneur, ASSOLENT, secrétaire.

Certificat de Messieurs les lieutenans de Maire et consuls de la ville d'Agen.

Nous, lieutenants de Maire et consuls, gouverneurs, juges de l'entière police, conjuges criminels de la ville et juridiction d'Agen, syndics du païs d'Agenois, certifions et attestons que M. Gounon, maire de ladite ville, exerce sa charge avec distinction; que son amour pour le bien public se manifeste dans toutes les occasions qui se présentent et qu'il les embrasse avec d'autant plus d'ardeur et d'empressement quelles sont urgentes. L'année 1748 et les suivantes en fournissent une preuve bien éclatante, vu les largesses et les soins immenses qu'il mit en œuvre dans ce tems de misères pour en diminuer les horreurs au moyen des approvisionnemens qu'il procura à ce pays et des arrangemens sages et laborieux qu'il prit pour y réussir, s'étant transporté à cet effet dans la Bretagne et autres païs à ses dépens. Comme aussi attestons que ledit sieur Gounon gère noblement son négoce, utile à la ville et très avantageux aux païs circonvoisins, qu'il excite au travail par ses secours et par l'encouragement qu'il donne aux fabriques dont il a considérablement augmenté le progrès. En témoignage de ce que dessus avons signé, fait opposer le sceau et armes de la cité, contresigné par le greffier secrétaire, à Agen, dans l'Hôtel de ville, le 14 septembre 1754.

(Signés :) FABRY, lieutenant de maire; LAMARQUE, consul; de MOLINIER, consul; DUREUX, consul; DARRIBEAU, consul; et Georges LAMOUROUX, consul.

MATHA, greffier secrétaire.

(1) Le château de Monbran, l'une des résidences des prélats agenais, avait été construit par l'Evêque d'Usson de Bonnac. Ce bâtiment est aujourd'hui occupé par l'Ecole normale.

1775-1786. — *Paul et Elizée NAIRAC, frères négociants à Bordeaux.*

Par deux fois, l'anoblissement fut demandé en leur faveur : la première, au mois de juin 1765, par M. Esmangart :

« Il est peu de négociants, écrivait alors cet intendant à M. Trudaine (1), qui méritent autant que les sieurs Nairac les grâces du Roy. Ils ont une des maisons les plus considérables de Bordeaux, et elle y jouit, ainsi que dans toute l'Europe, de la meilleure réputation et du crédit le plus étendu.

« Après avoir fait, pendant longtemps et avec succès, le commerce des raffineries, le père des sieurs Nairac s'étoit livré à celui des colonies, où il a été également heureux. Ses enfans l'ont continué, et, au commerce des colonies, ils ont joint celui de la traite des nègres. Leurs entreprises ont été et sont encore fort étendues et elles ne leur ont mérité que des éloges. Ils ont eu quelques différens avec des

(1) Dans une note destinée à rester secrète, le même magistrat ajoutait : « Des éclaircissemens pris sur la vérité des faits énoncés dans le Mémoire envoyé, il résulte que la maison des sieurs Nairac est une des plus fortes de cette ville par l'étendue de leur commerce qu'ils font avec une noblesse et un désintéressement qui les distinguent de leurs concitoyens, ayant actuellement, eux ou leur famille, huit navires employés au commerce ou à la traite des nègres, que leur probité, leurs bonnes mœurs et leur zèle à se prêter à toutes les occasions aux vues du gouvernement, les rendent recommandables à tous ceux sous les yeux desquels ils font leurs opérations, qu'ils dirigent toujours de la manière la plus avantageuse à l'État ; que les dits sieurs Nairac, ni leur père, n'ont jamais fait que le commerce en gros ; que personne n'a à se plaindre de ces négociants, tous ceux qui ont eu des affaires avec eux ayant été dans le cas de reconnoître leur droiture et leur générosité ; que le public même a éprouvé dans plusieurs circonstances combien ils sont bons patriotes, puisque, dans le tems de disette de grains, à Bordeaux, eux et leur père, ont été des premiers à secourir la ville, et que le désir du bien public les dirigeoit, bien mieux que l'apat du gain, se faisant un vray plaisir de prêter des fonds considérables sans le moindre bénéfice ; — par ces raisons, conclut le subdélégué, nous estimons que ces négociants se sont rendus dignes de la protection du gouvernement et qu'ils méritent de profiter des avantages que S. M. a promis par l'arrêt de son conseil d'État du 30 octobre 1767, ce qui, d'ailleurs, donnera encore plus d'émulation à tant d'autres négociants qui chercheront à les imiter afin de mériter la même grâce. » — Les frères Nairac, qui avaient eu pendant plusieurs années le célèbre Marat pour précepteur particulier, devaient jouer un certain rôle pendant les événemens de 1793 et 1794. L'aîné était alors député aux Etats généraux : le second était en quelque sorte le conseil autorisé de la Chambre de commerce de Bordeaux.

créanciers, dont il leur étoit intéressant de détruire les imputations. Ils ont été pleinement justifiés par l'issue d'un procès qu'ils ont eu à soutenir à cet égard et qui a été terminé par arrêt du Parlement de Bordeaux du 20 juillet 1769, qui leur a adjugé des dommages et intérêts applicables, de leur consentement, aux pauvres de l'hôpital. Il ne peut donc rester aucun nuage sur cette affaire et elle ne doit point mettre obstacle à l'obtention de la grâce sollicitée. »

En décembre 1786, M. de Néville renouvelait la demande formulée par son prédécesseur :

« Depuis 1775, les sieurs Nairac ont continué leur commerce avec la même activité et le même bonheur qu'auparavant. Ils ont été à la tête des actions accordées à la place de Bordeaux pour le commerce de la Chine que S. M. avoit permis en 1783. Le sieur Nairac aîné fit alors l'armement de trois vaisseaux destinés à ce commerce. A leur retour, ce même négociant fit, conjointement avec le député de la ville de Nantes, la vente des cargaisons. Le produit s'éleva à plus de ONZE MILLIONS. Cette somme fut versée dans sa caisse : il liquida une partie des actions de l'Orient et sa maison de Bordeaux fut chargée du reste de l'opération. Il a eu, en dernier lieu, l'honneur de présenter au Roy, au nom du commerce de cette place, la médaille par laquelle elle a consacré sa reconnaissance pour le bienfait qu'elle en a reçu, lorsque S. M. a accordé à ses négocians, exploitant des raffineries, une gratification sur les sucres en pain à la sortie du Royaume.

« A ces marques de distinction personnelle et de confiance publique, les sieurs Nairac ont su en mériter d'autres plus générales en pratiquant une branche de commerce, la traite des nègres esclaves, aussi avantageuse à nos colonies qu'à eux-mêmes. Cette traite, exercée depuis plus vingt ans, sur plus de soixante vaisseaux expédiés par ces négociants, a donné une importation de cinq à six mille nègres.

« Cependant, continuait l'intendant, je ne saurais donner mon entier suffrage aux sieurs Nairac. C'est sans doute à regret que je le leur refuse, mais la R. P. R. dont ils font profession me paroît, dans les principes de notre constitution, former un obstacle puissant au succès de leurs désirs.

Il ne s'agit pas en effet ici seulement d'un état de liberté que l'hum-

nité, et peut être la politique ont accordé aux protestants individuellement, mais encore d'une distinction qui est la récompense des actions d'un grand éclat ou d'une très grande utilité. Enfin il se pourroit que les familles professant la religion de l'État et qui ont rendu d'aussi grands services que les sieurs Nairac, vissent d'un mauvais œil une distinction si honorable devenir le partage de protestants..... »

1777, Avril. — *François-Patrice MITCHELL, propriétaire de la verrerie royale à Bordeaux.*

« Le suppliant, dont la famille est originaire d'Irlande, mais dont le père est venu s'établir à Bordeaux, demande des lettres de reconnoissance de noblesse. Voici les renseignemens que j'ai pu recueillir sur l'intéressé :

« Le père du sieur François-Patrice Mitchell s'établit à Bordeaux, il y a un grand nombre d'années; il n'a jamais fait que le commerce en gros, soit pour l'étranger, soit pour les colonies, ayant toujours eu des navires pour son compte jusqu'à l'époque de sa mort en 1740. L'année même de son établissement à Bordeaux, en 1723, il obtint du Roy le privilège d'une verrerie qu'il a toujours fait exploiter de son vivant sur un terrain noble considérable qu'il acquit dans la paroisse Saint-Remy, joignant les Chartrons et vis à vis le glacis du Château-Trompette; il a joui en conséquence des privilèges de la noblesse dont jouissent ordinairement les *gentilshommes verriers* et les titulaires de verreries (1).

« Après le décès du sieur Mitchell, sa veuve a continué sans interruption le travail de la même verrerie, dont elle a transmis, par son décès, la propriété et l'exploitation au sieur François Patrice, son fils unique, qui maintient le travail de la dite verrerie avec exactitude.

« La demande que le sieur François Patrice Mitchell fait des lettres

(1) La véritable noblesse s'amusait quelque peu de la fragilité de cet avantage. Parlant de Saint-Amant, qui était fils d'un *gentilhomme verrier* le poète Maynard disait :

*Gentilhomme de verre,
Si vous tombez à terre,
Adieu vos qualités.*

de reconnaissance de noblesse nous paroît donc mériter l'accueil le plus favorable, d'autant qu'indépendamment de la continuation de son état de propriétaire d'une verrerie considérable, il jouit d'une fortune très suffisante à se maintenir, et les siens, dans l'état de noble; qu'il se comporte, en cette qualité, avec distinction, par une conduite honorable qui lui a mérité l'approbation et l'estime des meilleures familles de la province, et que, ny luy, ny son père, n'ont fait aucun acte de dérogeance à la qualité dont il réclame la confirmation. »

1779, Décembre. — *Bernard LAVAUD, originaire de Bordeaux, l'un des plus importants négociants de Saint-Domingue.*

(Extrait de la lettre adressée à M. de Sartine par MM. d'Argout et de Vaivres, administrateurs de la colonie.)

« Monseigneur, Le sieur Lavaud, négociant au Cap, capitaine de milices et propriétaire d'une sucrerie dans la partie du Nord, vous expose ses services et ceux de son père dans le *Mémoire* cy joint, par lequel il réclame l'honneur de votre protection pour obtenir du gouvernement des récompenses honorifiques, dont il est en effet trop digne pour que nous ne les sollicitons pas de vos bontés avec lui. Il ne se présente pas une occasion d'être utile à l'administration qu'il ne s'empresse de la saisir. Nous avons éprouvé de sa part le dévouement le plus soutenu, le plus actif, le plus désintéressé dans celles qu'il rappelle : il en a même omis plusieurs qui, pour avoir été d'une moindre importance, n'ont pas laissé que de multiplier ses bons offices, ses soins, ses peines et le sacrifice gratuit de son zèle intelligent toujours prêt à tout. Il est rare, Monseigneur, de trouver des citoyens aussi précieux, surtout dans les colonies où l'intérêt personnel est le mobile le plus général. Il nous paroît donc juste de les distinguer. C'est le moyen d'en augmenter le nombre. Nous verrons avec d'autant plus de satisfaction le sieur Lavaud participer aux graces du Roy (1) qu'elles acquitteroient notre dette envers lui comme

(1) Consulté par le ministre sur la distinction si chaleureusement sollicitée, l'intendant de Bordeaux se montra peu favorable à cette proposition pour des motifs qui méritent d'être rappelés : « J'ai l'honneur de vous renvoyer le mémoire par

administrateurs. Il n'entre dans ce sentiment aucun motif de faveur ou de reconnaissance personnelle. Nous nous flattons que vous n'aurez pas de peine à le croire. Quand aux services du père, nous ne les connaissons point; s'ils répondent à ceux du fils ne mériteroient-ils pas, Monseigneur, par leur réunion, des lettres de noblesse pour l'un ou pour l'autre? Nous osons donc vous les demander.... »

1780, Avril. — *Jacques CLARKE, capitaine armateur à Bordeaux.*

« Le sieur Clarke, mande l'intendant, sollicite la reconnaissance de noblesse accordée en 1766 à son frère aîné, Tobie Clarke, et qu'elle lui soit commune. Cette demande mérite d'être accueillie, les preuves de son extraction et des services de ses pères étant consignées dans ces lettres. L'exposant a d'abord rempli les fonctions de capitaine de la marine marchande, au service de la France, et on voit qu'en cette qualité, il a été employé au Cap, en 1748, pour le commandement de cent hommes, lorsqu'il étoit question de défendre la colonie contre les entreprises des Anglois. Depuis son retour en France, il s'est occupé d'armemens en gros, qui ont apporté dans les colonies des quantités notables de marchandises, en même temps qu'il secouroit les Français de ces pays éloignés. Il jouit à 'Bordeaux de la meilleure réputation et d'une fortune honnête..... »

« lequel le sieur Lavaud, négociant à Saint-Domingue, demande, en considération
 « de ses services, des lettres de noblesse pour son père qui est aussi négociant en
 « cette ville. Il résulte des éclaircissemens qui m'ont été fournis sur cette famille
 « qu'elle n'est pas dans le cas d'obtenir cette faveur par préférence à tant d'autres qui
 « n'ont pas moins mérité de la patrie et dont les services sont plus anciens et plus
 « distingués. Rien n'est plus contraire à la prospérité du commerce que d'accorder à
 « ceux qui suivent cette carrière une prérogative qui bientôt les détermine à prendre
 « un autre état, et cette réflexion s'applique principalement à celle du sieur Lavaud
 « qui est pour ainsi dire naissante : les inconvéniens en seroient d'autant plus graves
 « que l'annoblissement du père se communiqueroit à plusieurs branches de fils et de
 « petits-fils. La noblesse n'est que trop multipliée dans le royaume : les emplois qui
 « lui conviennent ne sont pas à beaucoup pres en parité du nombre des sujets qui la
 « composent. Ainsi les vues générales et particulières sont également opposées au
 « succès d'une demande aussi extraordinaire.... » (Lettre datée de Bordeaux le 27 juillet 1780.)

1781, Septembre. — *Le sieur Isaac MIRIEU DE LABARRE, négociant à Bordeaux.*

« Il tient à une famille honnête. Son père fesoit le commerce des grains et des farines, dans la ville de Moissac, d'une manière irréprochable. Des certificats et autres pièces ci-annexés, il résulte que le sieur Mirieu de Labarre, natif de Layrac, en Agenois, a reçu une éducation assez distinguée qui l'a conduit à être reçu avocat et à mériter *le prix des armes*, dont il a été couronné à Toulouse. Il s'est toujours comporté avec honneur et distinction.

« Il a embrassé de bonne heure le commerce de grains que faisoit son père, et il l'exerce, depuis plus de trente ans, avec le plus grand patriotisme et le plus pur désintéressement, n'ayant eu pour but, dans ses spéculations, que l'utilité de sa patrie et le besoin de ses concitoyens. On l'a vu, de concert avec M. Esmangart, l'un de nos dignes prédécesseurs, calmer les troubles occasionnés par l'affreuse disette de 1773. Le négociant, par l'activité et le succès de ses approvisionnements, le magistrat, par sa sagesse et sa prudence, éloignèrent de la ville de Bordeaux de bien grands maux.

« Il s'est employé aussi avec le même zèle et le même succès à procurer aux colonies et à la marine royale la farine qui lui étoit demandée par le munitionnaire général dans le moment le plus difficile. Aussi le sieur Labarre a-t-il en sa faveur l'attestation des principales villes de la Guienne, qui toutes reconnaissent avoir reçu des secours réels grâce à son industrie et à son activité. Enfin la ville de Bordeaux a cru devoir reconnaître ses services en lui accordant, de son propre mouvement, des lettres de bourgeoisie (1) ».

(1) De Condom, le 3 juin 1784, l'abbé de Polignac, vicaire général de Metz, adressait à l'intendant la lettre suivante : « Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous témoigner l'intérêt particulier que je prends au sieur La Barre, négociant de la ville de Bordeaux ; si les services de cet honnête négociant vous avoient été bien connus, je suis certain que vous auriez appuyé sa demande. Je crois, Monsieur, qu'il y a eu d'autres négociants qui se sont rendus utiles, mais il y en a très peu, peut-être n'en est-il aucun, qui ait servi la province avec sa générosité et son désintéressement. Parmi tous les négociants, Monsieur, qui ont fait venir des grains étrangers, je doute

1782, Avril. — *Le sieur JAUGE, négociant et armateur à Bordeaux.*

« Issu de parens de la R. P. R., mais d'une famille alliée à MM. de Segur et de Casaux, conseillers au Parlement de cette ville, le sieur Jauge a fait le commerce en gros pendant soixante ans avec honneur et distinction.

« En 1748, choisi, avec quelques autres négocians, par M. de Tourny, pour procurer à cette province des blés dont on redoutoit la disette, il se conduisit à cet égard avec un grand désintéressement, et s'est toujours comporté de la même manière en diverses occasions semblables, et tous ses soins ont été également utiles à la province. En 1770, il rendit les mêmes services au Limousin, à la sollicitation de M. Turgot, controleur général des finances.

« En 1773, le gouvernement eut encore recours à lui pour faire venir des blés du Quercy, et en approvisionner la Guyenne et les provinces voisines, menacées d'une affreuse disette.

« Toutes ces diverses opérations ne s'accomplirent point sans lui causer des pertes considérables, dont il ne voulut point être indemnisé.

« Depuis l'année 1739, le sieur Jauge a armé et équipé, presque toujours à son compte seul, cent soixante-quinze navires de diverses

« qu'il y en ait un seul qui ait fait venir ces importations sans bénéfice, comme le fit
 « le sieur La Barre dans bien des occasions : je doute qu'il se trouve beaucoup de
 « negotians disposés comme luy à faire des pertes pour le seul plaisir d'être utile
 « souvent et principalement en 1782 et la précédante qui ont été si disetteuses. Des
 « villes de la Guienne, Monsieur, ont vu le sieur La Barre sacrifier ses propres intê-
 « rets aux leurs, employer gratuitement ses fonds, son crédit, son tems, à subvenir à
 « leurs besoins, et s'estimer plus généreux de faire des pertes utiles à sa patrie, que
 « de faire des profits qui n'auroient point diminué la misère publique. En protégeant
 « Monsieur, des hommes aussi bienfaisans, le gouvernement ne doit pas craindre de
 « nuire aux autres citoyens; les négocians du caractère du sieur La Barre ne seront
 « jamais communs et fussent-ils moins rares qu'ils ne le sont, le public, loin de s'en
 « plaindre, verroit avec satisfaction leur mérite récompensé ! Celui du sieur La Barre
 « étant connu de vous, j'ose espérer que vous voudrez bien l'honorer de votre recom-
 « mandation auprès du ministre. Vous m'obligerés plus que je ne scaurois vous l'ex-
 « primer..... (Signé :) l'abbé de Polignac. »

forces. C'est lui qui accomplit les premières expéditions pour le Canada.

« Pendant la guerre de 1747, ce négociant a perdu *dix-sept* navires à lui propres, et *quinze* dans lesquels il étoit intéressé.

« Dans la présente guerre, il a expédié pour les colonies *huit* navires, desquels il ne lui en est revenu qu'un seul. Actuellement encore il est intéressé dans *quinze* corsaires, et tout récemment il armoit en course trois des plus forts vaisseaux de commerce, savoir l'un de 44, l'autre de 26 et le troisième de 20 canons chacun, et tout cela indépendamment de plusieurs autres de moindre force.

« Sa maison passe donc avec juste raison pour être une des plus riches de toutes celles qui se mêlent ici de commerce. Sa famille est composée de deux garçons : le premier dirige à Bordeaux les opérations de la maison de commerce de son père : l'aîné s'est établi en société, à Paris, avec le sieur Cottin, dont il a épousé la fille..... »

1788, Juillet. — *Les sieurs PÉLISSIER frères, négociants à Agen.*

(Extrait de la lettre écrite par M. Sarrazin, subdélégué à Agen, à M. de Néville, intendant à Bordeaux.)

« Voici, Monsieur, les renseignements que vous me faites l'honneur de me demander sur MM. Péliissier frères, négociants de cette ville, sur l'ancienneté et l'étendue de leur commerce, et les services que leur famille et eux mêmes ont rendu au public dans les années de calamité.

« Il est prouvé, par les Registres de la ville d'Agen, que dès l'année 1571 cette famille a été appelée aux charges municipales : elle jouissoit donc dès lors d'un état honnête. Depuis cette époque, elle a été successivement appelée aux mêmes charges en 1589, 1601, 1610, 1619, 1692, 1700, 1720, 1749, 1763, et toujours par voie d'élection. Aujourd'hui encore elle fournit à la municipalité un sujet nommé par ordre du Roy. En voila assez pour l'ancienneté.

L'étendue de leur commerce est suffisamment certifiée par les officiers municipaux et par ceux du sénéchal. J'ajouterai, pour mon propre compte, qu'il est de ma connoissance que les exposants ont conti-

nué leur commerce avec la même activité, quoiqu'avec un moindre bénéfice, dans la vue seulement de fournir des moyens de subsistance à une troupe nombreuse de malheureux ouvriers, qui, sans ce secours, eussent été réduits à la mendicité. J'ay dit avec un moindre bénéfice, parceque, depuis l'introduction des marchandises anglaises, la fabrication de celles du pays tombe et ne peut pas soutenir la concurrence, soient que les matières soient mieux traitées, soit que l'amour des nouveautés y ait influé.

« Je diray peu des soins de la famille Pelissier dans l'histoire de l'approvisionnement des grains en 1747, le sénéchal et le corps de ville en disent assez. J'étois enfant alors, rien ne me manquoit et m'informois fort peu d'ou venoit le pain que je mangeois. J'ay cependant quelque reminiscence du bien que fit cette famille, pour avoir, dans le temps, entendu répéter son nom avec éloges. J'en diroy davantage au sujet de la disette de 1773 et j'ajouterai aux certificats de bonne conduite que en ont donné M. le comte de Fumel et les deux corps dont j'ay déjà parlé, que les Messieurs Pelissier sont venus chez moy pour, en ma qualité de subdélégué, m'offrir, en sus de la contribution à laquelle ils avoient souscrit avec les corps des commerçans, leur bourse et leur crédit pour l'approvisionnement du pays. Je me suis toujours plu à relever ce fait, et certainement je l'ay consigné dans les papiers qui doivent exister dans les bureaux de l'Intendance.

« Cette famille est donc distinguée, tout à la fois par son ancienneté (1), par l'étendue de son commerce, par sa probité et par son zèle pour le bien public; je dis plus, par sa fortune et ses alliances. Sa fortune :

(1) L'on aurait grand tort de croire que, aux siècles passés, le commerce fut un obstacle à la noblesse et que le fils d'un artisan ne put marcher de pair avec les descendants des *croisés*. Le maréchal Fabert n'était-il pas fils d'un typographe? Catinat et Duguay-Trouin, de simples bourgeois? Saint-Hilaire et Chevert, morts tous deux lieutenants généraux des armées, avaient pour père, le premier un savelier, le second un bedeau.

L'épicerie elle-même, et cela dès les temps les plus reculés, avait également de nobles représentants. *Eustache Langlois, bourgeois et espicier de Saint-Omer*, scellait, en 1300, ses quittances d'un écu chargé d'une épée de chevalier; *Guérin de la Clergerie, espicier et bourgeois de Paris, seigneur de Montrouge en 1351*, faisait de même; et encore *Jehan Noble, espicier et vallet de chambre du Roy, nostre sire, en 1371*. (Voyez l'*Essai d'introduction à l'Histoire généalogique*, par le vicomte Oscar de Poli, Paris, 1887, in-8°.)

elle possède beaucoup en fonds de terre et est à peu près une des plus fort taillables. Vous scavez, Monseigneur, que nous sommes en pays de tailles réelles, et que les richesses monétaires n'influent en rien sur les tailles. Ses alliances tiennent à quelques maisons des plus notables de la ville que je ne nommerai point, parce que, ne les connaissant pas, vous ne pouvez juger de leur influence sur les esprits du pays.

« J'observerais que la crise dans laquelle le pays se trouve, par rapport aux grains qui y manquent essentiellement, est une considération politique qui tend à faire accorder la grâce demandée. L'appât est attrayant : l'espoir de parvenir comme les MM. Pelissier peut faire faire bien des sacrifices dont le peuple retirera son avantage..... »

V

A côté et en regard de ces grandes figures d'armateurs bordelais, favorisés dans la plupart de leurs lointaines expéditions, il convient, nous semble-t-il, de placer quelques types de négociants, aussi audacieux, aussi patriotes que leurs grands confrères, mais finalement moins heureux, trahis qu'ils furent par les multiples événements de ce siècle agité. Tous ceux dont l'existence sera brièvement esquissée eurent leur heure malheureuse; mais presque tous sauvèrent leur honneur, se relevèrent même glorieusement, aidés en cela par une législation plus humaine, plus large que celle appliquée aujourd'hui.

Nous voulons parler de l'emploi, très couru et par conséquent très décrié, car il fut souvent appliqué inconsidérément, des lettres de *surséance*, de *répit* ou de *sauf-conduit*.

L'application suivie de ces lettres paraît remonter au commencement du XVIII^e siècle. L'effondrement de la banque Law apporta un trouble si profond dans toute la France, surtout dans les grands centres commerciaux, que, sans le moyen de ces lettres, il est certain que la crise eût été encore plus vive, plus douloureuse.

A Bordeaux, pour ne citer qu'un exemple, la maison la

plus riche, la plus répandue, la mieux étayée, fut obligée de recourir à cette extrémité. Dans un placet, portant la date du 15 juillet 1729, le chef estimé de cette maison, le sieur Isaac BALGUERIE, représente, avec pièces à l'appui, « les pertes considérables qu'il a faites à l'occasion du *système*, en voulant « soutenir son commerce avec honneur. Il estoit, dit-il, « avant cette époque, un des principaux négocians de la ville « de Bordeaux. Il employa tout son bien et son crédit pour « soutenir le prix des effets royaux, et il en a esté la victime, « car il porta au visa des effets pour des sommes considérables dont il n'a pas voulu retirer les liquidations. Personne « mieux que M. de Courson, intendant de Bordeaux, ne « peut rendre compte du zèle qu'il témoigna pour soutenir « la valeur des billets de banque. A la suite de ces opérations « malheureuses, les affaires du suppliant se sont dérangées. « Ce n'est pas un sauf-conduit qu'il demande; il croit que « cela feroit du tort à ses affaires, mais simplement un arrêt « de surséance aux poursuites de ses créanciers pendant « deux ans, afin d'avoir le tems de réunir ses effets et de « satisfaire aux engagemens qu'il a pris (1). »

L'arrêt fut accordé; dans le délai convenu, Isaac Balguerie acquittait son passif: bientôt il reprenait avec honneur et aisance le cours de ses nombreuses opérations.

Quinze ans après, nous trouvons une requête à peu près semblable, mais basée sur des motifs d'un autre genre.

Le sieur Barthélemy POUGET avait équipé, en mars 1743, un vaisseau de 250 tonneaux, nommé le *Chevalier de Bellisle*, et l'avait chargé de marchandises diverses à destination du

(1) Archiv. département., C, 3.470.

Cap Français. Le montant de cet armement, y compris les marchandises, dépassait 280,000 livres : le sieur Guillaume Lavergne, capitaine dans la marine marchande, avait reçu le commandement de ce vaisseau.

La traversée fut des plus heureuses. Le 16 avril 1744, le *Chevalier de Bellisle* appareillait de nouveau et quittait le Cap avec une forte cargaison de sucre et d'indigo ; il recevait encore à bord deux barils et cinq sacs d'argent adressés au sieur Pouget. Le 28 du même mois, il était attaqué par un vaisseau masqué, qui n'était autre qu'un corsaire anglais ; pendant près de deux heures, le *Chevalier de Bellisle* fut criblé de boulets et de mitraille. « Non content de cela, constate
« le rapport de mer, ledit corsaire fit brûler de la manière du
« monde la plus cruelle, non-seulement le navire et la car-
« gaison, mais encore la plupart des gens composant l'équi-
« page : le capitaine Lavergne mourut l'un des premiers dans
« les flammes et ce ne fut que par un effet de la Providence
« que le sieur Jean Lafargue, capitaine en second, et quelques
« matelots furent sauvés (1). »

En 1758, nous signalerons la demande d'un des plus forts armateurs de l'époque, Pierre PRIOREAU DE LAFOSSE.

Dans l'état de ses biens, le suppliant fait figurer :

Diverses marchandises, expédiées au Cap, Port-au-Prince et La Martinique, représentant un total de 100,000 livres.

Ses parts d'intérêt dans les corsaires et vaisseaux français pour l'Amérique : l'*Espérance*, de Bayonne ; le *Joseph*, de Saint-Malo ; le *Mars*, de Libourne ; l'*Iroquois*, d'Audierne ;

Les sommes assurées sur divers corsaires bordelais, récem-

(1) Archiv. département., C, 3.475.

ment capturés : le *Prince de Soubise*, capitaine Gautier ; le *Comte de Lavauguyon*, capitaine Lacroix ; le *Furet*, capitaine Derotas ; le *Fils Unique*, capitaine Massot ; l'*Eveillé*, capitaine Lacoste ; la *Marie-Eléonore*, capitaine Lalanne ; le *Joseph-Olive*, capitaine Capard ; le *Comte d'Hérouville*, capitaine Bellouan ; le *Pour et le Contre* et le *Lys*, d'Audierne.

Son intérêt à répéter sur le produit des prises faites par : la *Représaille* et la *Marquise d'Amou*, de Bayonne ; la *Nouvelle Saxonne*, la *Comtesse de Noailles*, corsaires français pris par les Anglais ; le *Saint-Domingue*, le *Mentor*, l'*Invincible*, l'*Echappé*, la *Catherine-Isabelle*, le *Grognard*, encore en mer et venant de Saint-Domingue, la Martinique et Louisbourg (1).

En 1760, la requête des sieurs GOUFFRAN frères et fils aîné, négociants à Bordeaux, est vivement appuyée par M. de Tourny.

« Ce sont gens de probité, écrit l'intendant à M. de Saint-Florentin ; ils ont fait le commerce avec honneur, et l'un
« d'eux a rendu de forts grands services à l'État dans des
« occasions où, mon père et moy, l'avons employé relative-
« ment à la rivière de Bordeaux, comme étant parfaitement
« au fait de la navigation. Outre le vaisseau *La Toison d'Or*
« dont l'affrètement, suivant pièces justificatives, s'élève à
« 138,000 livres, ils sont encore créanciers du Roy, en qualité
« d'adjudicataires de l'entretien du pavé de quelques parties
« de ma généralité. Si ces deux sommes leur étoient rentrées,
« ils seroient en état de faire face à leurs affaires, sans récla-
« mation de grace ni de délai, leur gêne présente ne prove-

(1) Archiv. département., C, 3.489.

« nant que de la difficulté de retirer les fonds qu'ils ont dans
« les colonies et dans l'étranger (1). »

Malgré ces précédents, ce ne fut qu'en 1776, et en présence des nombreuses demandes, presque toutes provoquées par la guerre contre l'Angleterre et la perte d'une partie de nos colonies, qu'une législation plus régulière, plus équilibrée, fut reconnue nécessaire. A cette date, l'intendant adressait aux Directeurs de la Chambre de commerce de Bordeaux la note suivante :

« Mon intention est, Messieurs, de vous communiquer
« toutes les demandes qui me seront renvoyées par le Con-
« seil, concernant les *sauf-conduits* et les *surséances*. Per-
« sonne n'est plus à portée que vous de faire le discernement
« des négocians honnêtes, dont les affaires ont été dérangées
« par des malheurs qu'ils n'ont pu prévoir ou éviter, et qui,
« par conséquent, méritent un appui, et ceux qui ne sollici-
« tent ces grâces que par une suite de la mauvaise conduite
« qu'ils ont tenue dans leur commerce, et contre lesquels on
« ne sauroit être trop sévères sur de semblables graces (2). »

Le même jour, l'intendant recevait avis que son projet était accepté avec reconnaissance :

» La Chambre a été souvent consultée sur ces sortes de
» demandes. On n'y a trouvé qu'un inconvénient : c'est celui
« de rendre trop notoire la situation critique d'un négociant
« qui craint pour sa liberté. Il y auroit un tempérament à

(1) Archiv. département., C, 3485.

(2) *Ibid.*, C, 3487.

« prendre. La Chambre, sur l'invitation de M. l'Intendant, « nommeroit trois commissaires, à qui tous les *Mémoires* « et placets relatifs à des sauf-conduits ou à des surséances « seroient communiqués pour donner leur avis (1). »

L'entente se fit rapidement : sur la demande officielle de l'intendant, la Chambre de commerce se réunit en assemblée générale et fit choix de trois de ses membres pour remplir les délicates fonctions de commissaires (2). Le même jour, ceux-ci recevaient les *Mémoires* renvoyés par le Conseil.

Les lettres de *répit*, de *sauf-conduit* ou de *surséance* étaient généralement de la durée d'un an : mais les premières étaient peu sollicitées, car d'après l'ordonnance de 1673, le négociant qui avait obtenu des *lettres de répit* ne pouvait plus aspirer à aucune fonction publique.

L'*arrêt de surséance* n'entachait en rien l'honneur des débiteurs : il était accordé à ceux qui démontraient qu'ils pou-

(1) Arch. département., C, 3487.

(2) Voici le texte de la lettre des directeurs à l'intendant : « Bordeaux, le 29 juin 1774. — Monseigneur, le témoignage de confiance que vous daignés accorder à la « Chambre de commerce en lui communiquant les demandes qui vous sont renvoyées « du Conseil, concernant les sauf-conduits et les surséances, est un garant certain de « la bienveillance dont vous voules bien l'honorer; le sentiment de gratitude qui « nous anime pour une marque si particulière de vos bontés est le titre à la faveur « duquel nous vous prions de croire que la justice et la vérité dicteront toujours « les décisions que nous aurons l'avantage de vous soumettre. Pour remplir vos « vues, nous allons nous occuper à prendre les renseignements nécessaires pour donner notre avis en marge des *Mémoires* contenant le précis des demandes de chaque particulier, et pour nous conformer entièrement à vos desirs, nous avons, à cet effet, nommé trois commissaires. — Nous sommes, avec un très profond respect, » Monseigneur, vos très humbles et très obéissants serviteurs. — Les directeurs du commerce de la province de Guyenne (Signés:) Lacaussade, Brunaud, Lafargue, Gaschet-Delisle, Letellier, de Meyere et Cabesse. » (Arch. départ., ibid.)

vaient payer tout ce qu'ils devraient, mais avant la remise au greffe de leur bilan.

La faveur la plus vivement sollicitée étaient donc les *lettres de sauf-conduit* (1). Transmise au Conseil par l'intendant, la requête revenait peu après à celui-ci, qui à son tour l'adressait à la Chambre de commerce. Sur l'avis favorable des commissaires, le roi délivrait un *sauf-conduit* ainsi conçu :

DE PAR LE ROY

S. M. voulant, pour de bonnes considérations, donner au sieur....., négociant à....., la liberté de vacquer à ses affaires, Elle luy a accordé et accorde sauf-conduit de sa personne pendant..... mois, à compter de ce jourd'huy, durant lequel temps S. M. fait très expresses inhibitions et défenses à tous huissiers, sergens ou autres de l'arrester ny inquier, et à tous concierges et geoliers des prisons de l'y recevoir, à peine de désobéissance, d'interdiction de leurs charges et de tous dépens, dommages et intérêts, et si, au préjudice des dites défenses, il étoit emprisonné, veut, S. M., qu'il soit aussitôt mis en liberté. Fait à....., le.....

Enumérer tous les *sauf-conduits* accordés aux négociants bordelais serait une tâche aussi difficile que fatigante. En ne citant que les plus marquants, nos lecteurs pourront se convaincre que cette faveur si désirée, avons-nous dit, ne fut cependant accordée qu'à des gens qui en étaient parfaitement dignes (2).

(1) A partir du 14 octobre 1789, il ne fut plus délivré de *sauf-conduits*, « les cir-
« constances actuelles, déclarait le comte de Saint-Priest, ne permettant pas au
« ministère d'accorder ces grâces. »

(2) On voit, en 1768, l'intendant Esmangart refuser, malgré les ordres réitérés de la cour, des lettres de *sauf-conduit* à un ex-receveur général des fermes, qui avait diverti la caisse de deux sols pour livre et celle de la recette générale. « Je

En 1781, le sieur LAFFON DE LADEBAT, l'un des notables armateurs de Bordeaux, fortement éprouvé par la perte de plusieurs navires, obtient un sauf-conduit; deux ans après, la liquidation n'étant pas encore terminée, il renouvelle sa demande, et à l'appui fournit les quittances justifiant ses nombreux paiements. Dans un rapport adressé au maréchal de Castries, l'intendant se prononçait chaleureusement pour un nouvel arrêt :

« L'état des paiements, écrivait ce fonctionnaire, que le sieur Laffon de Ladebat a fait à ses créanciers s'élève à 1,203,940 livres ; ses « dettes passives sont maintenant réduites à 1,337,380 livres, et ses « ressources vont à 3,462,000 livres, ainsi que le constate l'état suivant :

Habitation à Saint-Domingue.....	1.385.000 livres
Chais à La Bastide.....	45.000
Domaine de Belle-Vue, paroisse de Pessac.	200.000
Deux navires dans le port de Bordeaux : le	
<i>Solide et la Victoire</i>	100.000
Canons et boulets à vendre.....	40.000
Vins et autres liquides	15.000
900,000 livres de créances en Amérique,	
réduites à.....	400.000
Meubles, contrats et argenterie	25.000
800,000 livres de créances à la cote de Malabar,	
réduites à.....	300.000
<i>A reporter</i>	2.510.000

« plains une famille malheureuse, déshonorée par celui qui devoit en être l'appuy, « écrivait l'intendant au ministre : mais ces considérations particulières ne peuvent « déterminer un magistrat, également jaloux de votre confiance et de l'estime « publique, à laisser à l'écart les principes d'honneur et de bon ordre qu'il doit tous « jours vous présenter lorsque vous lui faites l'honneur de lui demander son avis, « et qu'il doit surtout maintenir avec force dans la province dont l'administration « lui est confiée. » (*Archiv. départ., C, 3,488.*)

<i>Report</i>	2.510.000 livres
Réclamation à la marine, pour deux navires affrétés pour le compte du roi et retenus plus d'un an.....	300.000
Créance sur le capitaine Rose, capitulant à la Grenade, d'après sentence prononcée contre lui à cause de la perte illégale du navire le <i>Tonnerre</i>	100.000
555,000 livres à réclamer à la cour de Londres pour la prise de trois navires avant la déclaration des hostilités, réduites à.	200.000
Entre les mains des agents de Saint-Domingue.....	50.000
Intérêt sur le navire le <i>Schwerdfisch</i> , dont la cargaison arrêtée doit être restituée en partie et le reste payé par les assureurs.....	120.000
Intérêt sur le navire le <i>Schullembourg</i> , arrivé à Hambourg.....	80.000
Intérêt sur le navire l' <i>Helvetia</i> , également arrivé à Hambourg.....	102.000
Ensemble.....	<u>3.462.000 livres (1).</u>

On trouve dans le même cas :

1783, Janvier. — Les sieurs J. COUTURIER FILS ET COMPAGNIE.

Leur éloquent *Mémoire* est certifié véridique par l'intendant, qui demande au ministre le plus profond secret sur cette démarche, afin de ne point *faire diminuer l'estime dont les intéressés jouissent à si juste titre.*

« Les sieurs J. Couturier et fils et compagnie à Bordeaux ont l'honneur de représenter à monseigneur le Ministre des affaires étrangères, que jamais négocians n'eurent plus de titres qu'eux pour oser solliciter et espérer d'obtenir l'arrêt de surséance pour un an

(1) Arch. départ, C, 3536. — Tous ces détails peuvent, au premier abord, paraître quelque peu arides; nous avons cru cependant les devoir donner, car ils démontrent combien grandes étaient les relations entre Bordeaux et les pays les plus divers.

« qu'ils réclament aujourd'hui d'après l'exposé fidèle de leur situation.
 « Indépendamment qu'ils n'y ont pas compris quantité de créances,
 « qui ne peuvent être douteuses qu'à cause de leur ancienneté, ils
 « prennent la liberté d'observer à monseigneur le comte de Vergennes
 « que leurs expéditions maritimes, bien assurées, peuvent leur pro-
 « curer des bénéfices proportionnés aux pertes énormes qu'ils n'ont
 « cessé d'éprouver depuis la guerre, et tout récemment sur la
 « Garonne, dans des bateaux chargés en entier de cafés pour leur
 « compte, qu'ils envoyaient à Marseille, et qui ont été submergés près
 « d'Agen : l'armement surtout de leur navire le *Saint-Antoine*, qui est
 « prêt à partir de ce port avec une riche cargaison pour la Nouvelle-
 « Orléans, où ils ont déjà des fonds considérables, et dont le produit
 « doublerait en France, leur présente la plus belle perspective.

« Les sieurs Couturier sont fils d'un des négocians les plus recom-
 « mandables de cette ville, leur père ayant honoré sa profession par
 « plus de soixante ans de travaux et d'actes de désintéressement et de
 « patriotisme qui lui attirèrent, vers le milieu du règne dernier les
 « *lettres de noblesse* les plus flatteuses. Ses enfants et petits enfants,
 « dont quatre notamment ont l'honneur de servir S. M., en qualité
 « d'officiers dans le régiment de Brie-infanterie, se verroient donc
 « déchus de tous leurs privilèges et condamnés à une humilia-
 « tion trop sensible si la suspension forcée et très prochaine des paie-
 « mens des sieurs Couturier et fils et C^{ie} n'étoit justifiée par le bouchier
 « qu'ils supplient monseigneur le ministre des affaires étrangères de
 « vouloir bien leur accorder promptement, et dont ils n'entendent se
 « servir que pour accélérer d'autant plus l'époque de leur libération
 « envers leurs créanciers en soignant par eux-mêmes les intérêts qui
 « seroient nécessairement compromis en d'autres mains (1)... »

1783, Mars. — *Jean HANS DELAP, établi depuis longues années à Bordeaux et naturalisé.*

« Ce négociant est un des plus zélés patriotes de la ville, et je me
 « porte garant de l'intérêt que mérite son honnêteté et le désinte-

(1) Archiv. départ., C, 3560. — L'intendant ajoutait que les sieurs Couturier étaient au-dessus de leurs engagements d'une somme de 459,000 livres.

« ressement qu'il a toujours montré dans les opérations de son commerce (1). Les sommes qu'il a avancées aux Bostonniens s'élèvent à plus de 1,500,000 livres, ainsi que pourroit l'attester M. Franklin. La rentrée d'un fonds aussi considérable le mettrait à même de faire honneur à ses engagements, et je crois, Monsieur, qu'il ne peut y avoir aucun inconvénient à lui accorder le bref délai qu'il sollicite. »

1783, Mai. — *Pierre CHANGEUR, armateur à Bordeaux.*

Sans autorisation, sans demande préalable, le sieur Guilhier, avocat au Conseil, chargé seulement par ce négociant de réclamer le paiement de 400,000 livres que l'Etat lui devait depuis longtemps pour l'affrètement de trois navires à destination de l'Inde et de l'Amérique Septentrionale, lui fait expédier de Paris un arrêt de surséance, signé du comte de Vergennes. Pierre Changeur refuse énergiquement ce moyen extrême de relever ses affaires et renvoie l'arrêt à M. Dupré de Saint-Maur. — « Vous ne trouverez pas mauvais, Monsieur, écrit-il en même temps à l'intendant, qu'un négociant, qui s'est toujours conduit avec sagesse et honneur, se trouve humilié par le reproche que peut lui faire le public d'avoir fait une telle demande. Je vous prie très instamment de donner vos ordres pour que ce *Mémoire* soit retiré de la Chambre de commerce, et faites moy la grâce de lui faire connaître que mes intentions ont été d'être payé de ce que me doit S. M., et non de recevoir un arrêt de surséance, qui, dans ma façon de penser, est deshonorant pour un négociant qui a toujours eu à cœur sa réputation. J'ay des biens et des moyens : je vendray, s'il le faut, je fairay des sacrifices et j'agiray de manière à mériter la continuation de la confiance publique (2). »

1784, Février. — *CONTE, capitaine de la marine marchande.*

Ses créanciers eux-mêmes appuient chaudement cette demande et rendent le témoignage le plus avantageux de son honnêteté et de sa conduite. Le dérangement momentané de ses affaires, assurent-ils,

(1) Archiv. départ., C, 3562. — Lettre de l'intendant au ministre.

(2) *Ibid.*, C, 3562.

provient de ce que le sieur Conte a été obligé de convertir ses fonds en papiers sur le trésor public des Etats-Unis. La lettre du capitaine est accompagnée du certificat suivant, délivré par l'illustre Franklin : « J'ai eu connoissance de la lettre de M^{re} Crips et Mey dont il est fait « mention, négocians à Char'estown : je crois qu'elle contient vérité, « et je ne puis qu'espérer que le placet du capitaine Conte sera favorable-
« ment accueilli. — Passy, 31 décembre 1783 (Signé :) B. Franklin (1). »

1784, Juillet. — *Les frères SAINT-PIERRE de Bordeaux, négociants établis au Cap-François.*

« Il paraît, écrit l'intendant, que leur maison avoit obtenu la consi-
« dération dans le commerce : que c'est par suite de cette considéra-
« tion que le gouvernement les a employés dans le cours de la der-
« nière guerre, et que ce qui sembloit devoir être un avantage pour eux
« est devenu une des sources de leur malheur. Les frères Saint-Pierre
« exposent qu'ils ont été chargés de toutes les fournitures pour le
« compte du roi dans l'île de Saint-Domingue, lorsqu'on y attendoit
« M. le comte d'Estaing : que ces préparatifs leur ont immensément
« coûté en pure perte ; que l'un d'entr'eux ayant été envoyé à Phila-
« delphie, porteur des ordres des administrateurs de Saint-Domingue,
« pour chercher l'armée du comte de Rochambeau, eut le malheur
« d'être pris avec les quatorze vaisseaux que sa maison du Cap avait
« expédiés pour cela ; que sa détention et une cruelle maladie, dont il
« fut attaqué à Philadelphie, occasionnèrent un tort irréparable à la
« maison du Cap dont il étoit le chef (2)... »

(1) Archiv. départ., C, 3539.

(2) *Ibid.*, C, 3545. — L'intendant concluait à la prise en considération de la demande des deux négociants. Mais la chambre de commerce de Bordeaux, consultée sur cette délicate mesure, exigeait, avant de donner son avis, que ces commerçants déposassent au greffe l'état constatant leur actif et leur passif. Les frères Saint-Pierre s'opposaient avec juste raison à cette remise qui les aurait constitué en état de faillite. L'intendant dut intervenir et faire valoir, qu'en matière de surseance, la décision lui appartenait en propre.

Au mois de mai 1786, un sieur Ridout, citoyen américain, établi depuis quelques années à Bordeaux, eut l'idée de recourir au marquis de Lafayette pour obtenir, quoique étranger, des lettres de sauf conduit. L'apostille du célèbre général nous paraît devoir être reproduite ; elle est adressée au comte de Vergennes. — « Paris,

1788, Janvier. — *Le sieur MANÈQUE, de Bordeaux.*

Fixé depuis longues années aux colonies françaises, où il fait le commerce d'échange, Manèque demande une surséance, méritée par ses services, et fondée sur les grandes pertes subies pour le compte de l'État.

Dans un *Mémoire* fort intéressant, relatant le siège de la Guadeloupe et les menées des Anglais pour nous enlever, en 1758, la Martinique, il expose que ces derniers avaient compté réussir, grâce à sa prétendue connivence. Mais ayant promptement éventé sa ruse et appris qu'il avait fait arrêter et pendre, comme espion, un officier qui lui avait été donné par le général Vaancromp, gouverneur de la Guadeloupe, pour l'aider à fomenter des troubles dans la colonie, les Anglais s'emparèrent de toutes les marchandises et cargaisons du faux traître et lancèrent à sa poursuite de nombreux détachements de troupes.

Comme preuve de l'honorabilité de sa conduite, Manèque joignait à son *Mémoire* le certificat suivant, délivré par le marquis de Beauharnais, ancien commandant des Iles : « Je certifie que le sieur Manèque « a négocié à la Martinique et aux Iles du Vent pendant que j'y ay « comandé et je certifie également avoir fait exécuter le sieur Maquet, « officier anglois, étant un espion, ainsi qu'il en est convenu dans « son interrogatoire, et que le sieur Manèque, que je fis passer en « France, n'a pu que souffrir beaucoup dans ses affaires d'intérêts par « cette translation. — A Paris, le 20 aoust 1781 (signé :) le marquis de « Beauharnois (1). »

« le 30 juillet 1786. — Permettés moi, Monsieur le comte, de vous adresser les « papiers relatifs à l'affaire dont j'ai eu l'honneur de vous parler. M. Jefferson « refuse avec raison de se mêler de toutes ces demandes, et répond que si la loi les « admet l'on n'a pas besoin de lui, et si la loi y est contraire il ne doit pas solliciter « cette faveur. Mais comme M. Ridout m'a été recommandé par plusieurs amis en « Virginie, je prends la liberté de vous transmettre sa requête, pour que, si elle est « juste, sa qualité d'étranger, ignorant les formes françaises, ne l'empêche pas de « faire entendre ses représentations, sans rien demander pour lui dont on eut raison de se plaindre. Agréez, je vous prie, Monsieur le comte, l'hommage du tendre « et respectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble et « très obéissant serviteur (signé) LAFAYETTE. » Archiv. (dép., C, 3559, *autographe*.)

(1) *Ibid.*, C. 3569.

VI

L'Histoire particulière de la Chambre de commerce de Bordeaux ne pourrait former qu'un chapitre de la future *Histoire générale du commerce de Guienne*. Dès sa création (26 mai 1705), cette compagnie, recrutée parmi les hommes les plus considérables du négoce bordelais, prit un si grand essort, acquit une telle autorité, que son concours fut, dès 1720, reconnu indispensable au Conseil supérieur de Commerce. Le représentant, qu'elle accréditait à Paris, prenait part, au nom de la province, à toutes les délibérations, et son avis était d'autant plus écouté qu'on le savait l'écho fidèle de ses commettants à Bordeaux. Cependant, malgré cette constante représentation, une correspondance, directe et des plus actives, s'établit bien vite entre les ministres et les divers Directeurs de la Chambre de commerce. Déclarations de guerre, armements en course, approvisionnement de la flotte royale, concours efficace de la marine marchande, protection des côtes françaises, traités de paix ou de commerce, extension d'autorité ou de forces militaires dans les colonies, règlements sur la pêche, importation de produits nouveaux, primes à accorder aux armateurs ou aux fabricants, inventions ou publica-

tions nouvelles pouvant aider ou faciliter la navigation, tels étaient les nombreux sujets sur lesquels les ministres prenaient l'avis de la Chambre, *la première comme la plus éclairée de toutes les compagnies de ce genre*, déclarait le contrôleur général Orry.

La seule publication de ces lettres jetterait certainement une vive lumière sur plusieurs faits peu connus du siècle dernier, et de même que nous avons signalé aux travailleurs les divers fonds de l'*Intendance*, nous appellerons aussi leur attention sur les nombreux cartons, également déposés aux *Archives départementales*, contenant une grande partie de cette correspondance. Pour nous, le présent travail étant plutôt un inventaire détaillé qu'une étude d'ensemble, nous resterons fidèle à notre rôle, et nous ne publierons que quelques unes de ces lettres (1), *prises véritablement au hasard*, et non triées avec soin, abandonnant volontairement ce véritable trésor à de plus méritants que nous. Mais le peu que nous donnerons démontrera surabondamment, croyons-nous, aux hommes éminents qui composent la Chambre actuelle de Bordeaux, la nécessité absolue de réunir au plutôt, afin d'éviter une dispersion fâcheuse, ce que l'on peut vraiment considérer comme les feuillets du *livre d'or* du commerce bordelais.

(1) Les signataires de ces lettres portent des noms si illustres ou si connus, que nous croyons inutile de donner sur eux des indications biographiques. Au surplus, l'*Histoire* leur a déjà accordé de longues et instructives pages.

*A Messieurs les Directeurs
de la Chambre de Commerce de Bordeaux.*

A Paris, le 28 février 1721.

Le conseil de Commerce, Messieurs, a appris avec beaucoup de chagrin que les habitans de nos colonies françoises de l'Amérique manquent des choses les plus nécessaires à la vie, et que les farines, la viande, le beurre, et autres denrées sont montées à un prix si excessif, que les peuples sont à la veille de mourir de faim, s'il n'y est promptement pourvu. Dans une pareille extrémité, il est aisé de juger qu'ils seront forcés de recourir aux étrangers pour estre soulagés dans leurs besoins. Il est en vérité bien facheux et tres estonnant que les négocians des ports du Royaume ayent abandonné ce commerce au point que nos colonies soient réduites dans un estat aussi triste. Quelque raison qui puisse avoir donné lieu à diminuer cette navigation, il est bien important de faire les derniers efforts pour la rétablir et pour ne pas laisser périr des sujets du Roy, qui doivent recevoir de l'rance toutes les denrées et marchandises qui leur sont nécessaires. Le conseil de Commerce est persuadé que vous estes trop bons citoyens et trop fidels sujets du Roy pour ne pas entrer dans les mêmes vues, et c'est de sa part que je vous écris aujourd'huy pour vous exhorter par tous les pressans motifs, que je viens d'expliquer, de travailler avec vivacité et sans perte de temps à procurer quelque remède à la disette que nos colonies souffrent actuellement, en engageant les principaux marchands et negocians de votre ville à y concourir, chacun selon son pouvoir, vous assurant que vous ferés en cela une chose très agréable à S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, et au Conseil.

Je suis, Messieurs, avec bien de l'estime, entièrement à vous.

AMELOT.

A Versailles, le 20 janvier 1738.

Comme le bien du commerce exige, Messieurs, qu'il soit fait un supplément au *Dictionnaire du Commerce*, il paroît necessaire de rassembler toutes les observations qui peuvent former ce supplément.

Vous estes plus en estat que personne de faire ces observations sur les articles qui seront défectueux dans ce *Dictionnaire* et sur ceux qui, y manquant, doivent composer le suplément : il est donc important que vous rassembliez ces observations qui concerneront les objets qui sont cy-après détaillés, scavoir :

Sur les denrées que fournit la province; sur celles dont elle a besoin, et sur le commerce qui s'en fait;

Sur les autres productions de la province, telles que les bestiaux, les laines, les soyes, le lin, le chanvre, les drogues, les bois, mines, minéraux, etc...;

Sur toutes les manufactures de la province;

Sur les peches, auxquelles on employe les navires et barques des différents ports de la province;

Sur les différents poids et mesures qui y sont en usage, tant pour les denrées que pour les marchandises;

Sur les foires de la province, les tems ou elles se tiennent, les privilèges dont elles jouissent et le commerce qui s'y fait;

Et sur la navigation des rivières et ce qui peut faciliter cette navigation ou y mettre obstacle.

Vous ne pouvez faire ces observations qu'en lisant avec attention les articles du *Dictionnaire* qui concernent ces différents objets : ayez pour agréable de travailler à cet ouvrage et de me marquer les mesures que vous aurez prises pour le conduire à sa perfection.

Je suis, Messieurs, entièrement à vous,

ORRY.

A Versailles, le 5 avril 1759.

J'ay reçu, Messieurs, votre lettre du 26 du mois dernier par laquelle vous me marquez qu'il seroit nécessaire que le Roy voulust bien destiner quelques-uns de ses vaisseaux ou frégates pour favoriser la navigation des bâtimens qui ont à rentrer ou à sortir des différents ports du royaume et obliger les corsaires anglois à s'en éloigner. S. M., à qui j'ay rendu compte de vos représentations, les a écoutées avec bonté et, en approuvant qu'un assez grand nombre de ses frégates soit employé à protéger le commerce et la navigation de ses sujets, elle a consenti à l'armement que M. de Tourny a proposé d'un navire garde-

côte de 18 canons, pour croiser à l'entrée de la rivière de Bordeaux, et que toute la dépense en soit tirée de la caisse de l'octroy des deux sols par livre. Vous verrez avec M. le comte d'Hérrouville et avec M. de Tourny quels seront les ordres et instructions à donner au commandant de ce bâtiment pour en tirer le plus d'avantages qu'il sera possible.

Je suis, Messieurs, entièrement à vous.

DE MORAS.

A Versailles, le 19 janvier 1762.

J'ay reçu, Messieurs, joint à la lettre que vous m'avez écrite le 12, celle de la Chambre de Commerce de Bordeaux du même jour, avec la délibération qu'elle a prise d'offrir au Roy une somme de dix mille livres pour contribuer à l'augmentation de la marine, et d'ouvrir à cet effet une souscription et une caisse de dépôt, où tous les particuliers pourront porter ce qu'ils jugeront à propos d'offrir. Sur le compte que j'en ay rendu à S. M., elle m'a chargé de vous marquer combien elle étoit sensible au zèle de votre Chambre, que les malheurs qu'elle a essuyés depuis cette guerre n'ont point ralenty. Son intention est que vous luy en témoigniez de sa part sa satisfaction et que vous l'assurés qu'elle se rappellera avec autant de plaisir, en tous tems, l'acte de patriotisme de cette Chambre, qu'elle est persuadée de toute la part que vous avez pris à le faire éclater.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, etc.

LE DUC DE CHOISEUL.

A Paris, le 28 février 1721.

J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez écrite pour me faire part des dispositions que font les armateurs de votre place pour la *traite des noirs*; j'en ay rendu compte au Roy pour faire connoître à S. M. que le commerce de France pourra suffire à cette traite sans aucun secours étranger. Ainsi votre place, non plus que les autres, n'ont aucune concurrence à craindre dans ces sortes d'expéditions, et

je vous prie seulement de m'envoyer tous les quartiers, à commencer par le premier mars prochain, un état de tous les armemens qui auront été faits dans vos ports pour la coste de Guinée afin que je puisse suivre moy-même les mouvements de ce commerce que je regarde comme le mobile de tous les autres et dont j'aurois vu, avec regret, la moindre partie passer en d'autres mains. J'espère que votre Chambre secondera dans cette occasion, comme dans toutes les autres, le désir extreme que j'ai de favoriser son commerce en tout ce qui dépendra de mon attention.

Je suis, Messieurs, entièrement à vous.

LE DUC DE CHOISEUL.

A Versailles, le 24 mai 1763.

J'ay reçu, Messieurs, avec votre lettre du 14 de ce mois, la note des trois batimens partis de Bordeaux depuis le 1^{er} mai dernier pour la *traite des nègres* et par lesquels vous évalués qu'il pourra être introduit aux colonies 1150 nègres : il est bien à désirer que cet objet soit exactement rempli. Cette première expédition de votre place me donne lieu d'espérer que les colonies pourront être approvisionnées. Je verrai avec bien de la satisfaction les efforts que le commerce fera pour cela, et il me trouvera entièrement disposé à lui procurer en toute occasion la protection dont il aura besoin dans ses opérations. Celle de la traite des noirs, surtout en mérire plus que toute autre puisqu'elle est le premier mobile des cultures. J'ai fait passer en conséquence aux colonies les ordres les plus précis d'y fermer les ports à tout bâtiment étranger. J'ignore si, comme on vous le marque de Saint-Domingue, il a été introduit au Port-au-Prince 1.200 nègres provenant de l'étranger. J'ai écrit à Mrs. le vicomte de Belzunce et de Clugny pour savoir ce qui en est. En tous cas, que le fait soit vrai, ce que j'ai peine à croire, ou qu'il soit seulement exagéré, l'intention du Roy est de conserver cette branche de commerce aux armateurs françois, et j'espère que de leur côté ils ne négligeront rien pour mettre les colonies en état de remplacer les nègres qu'elles ont perdus pendant la dernière guerre et pour en augmenter le nombre, d'où dépend le progrès des cultures qui sont la principale richesse du commerce. Je

vous prie de continuer à m'envoyer les listes des batimens qui seront expédiés pour cette traite : c'est un objet intéressant que je ne perds pas de vue.

Je suis, Messieurs, etc.

LE DUC DE CHOISEUL.

Versailles, le 29 juin 1767.

Je reçois dans l'instant, Messieurs, par un officier que M. de Breugnon m'a dépeché du Maroc, la nouvelle qu'il y a signé, le 30 may, au nom du Roy, un traité de paix qui assure à l'avenir de ce côté, aux navigateurs françois, la liberté de la mer et du commerce. Tous les sujets de S. M. qui étoient dans l'esclavage ont été délivrés et les derniers batimens, dont les Maures s'étoient emparés, ont été restitués. Je m'empresse de vous en donner ce premier avis, afin qu'on en soit instruit dans tous les ports et places de commerce du royaume.

Je suis, Messieurs, etc....

LE DUC DE PRASLIN.

Paris, le 2 juin 1769.

MESSIEURS,

Permettéz moi de vous faire l'hommage d'un ouvrage qui a le commerce pour objet et dont vous êtes les juges naturels. Je sçais, Messieurs, et je l'ai dit dans l'ouvrage que je vous présente, qu'il seroit à souhaiter que l'auteur d'un *Dictionnaire de commerce*, réunit en lui et l'expérience que la pratique du commerce peut seule donner et l'habitude d'écrire et d'analyser, et je ne doute point que plusieurs d'entre vous, en qui on trouve ces qualités rassemblées, ne pussent travailler sur ces matières avec plus de succès que moi. Mais d'un autre côté il faut un homme tout entier, et qui, spectateur des opérations du commerce, puisse porter ses regards sur cette multitude si grande d'objets divers sans être distrait par les occupations que lui donneroit un commerce étendu. Si d'ailleurs, en écrivant sur le com-

merce, je ne me propose que de rassembler les instructions que j'ai recues des commerçants eux-mêmes, soit dans les livres, soit dans le grand nombre de manuscrits que des négociants même m'ont communiqué, je mériterai qu'on me pardonne d'avoir entrepris de traiter des matières qui paroissent étrangères à mon état. Peut-être même des négociants verront-ils avec quelqu'intérêt et quelque bienveillance un homme de lettres faisant servir les lettres et la philosophie à peindre l'état du commerce, à en expliquer les opérations et à en rechercher la théorie.

J'ose espérer, Messieurs, cette indulgence et ces bontés de vous : je me flate que vous voudrés bien contribuer par l'envoi de quelques *Mémoires* instructifs, et surtout par vos sages conseils, à la perfection d'un ouvrage aussi intéressant par son objet. M. le Contrôleur général et M. Trudaine me permettent aussi de vous dire qu'ils mettent beaucoup d'intérêt à mon travail : les bontés dont ils m'honorent l'un et l'autre seront sans doute encore un motif qui pourra vous engager à y joindre les vôtres.

Je suis avec le plus profond respect, Messieurs, etc.

L'ABBÉ MORELLET.

A Versailles, le 19 septembre 1772.

Je suis informé, Messieurs, que les capitaines de navires qui vont à la *traite des noirs*, sur la côte d'Afrique, mettent de l'eau dans l'eau de vie. Cette fraude, non seulement discrédite les François vis-à-vis les naturels du païs, mais même apporte beaucoup de lenteur dans le complément de leurs cargaisons. Il en résulte une perte considérable pour l'armateur par le séjour des navires sur la côte, et les colonies souffrent de l'impossibilité où est le commerce de leur fournir les bras dont elles ont besoin pour leurs cultures. Vous savés que les colons ne cessent de porter des plaintes à ce sujet. Il est donc intéressant de remédier à de pareils abus, et je vous prie de prévenir tous les armateurs de votre port qu'il leur importe de donner, à cet égard, les ordres les plus sévères à leurs capitaines; que d'ailleurs je feray

veiller tous les navires qui passeront à Gorée et que je ferai punir sévèrement les capitaines qui seront trouvés en contravention.

Je suis, Messieurs, entièrement à vous.

DE BOYNES.

A Fontainebleau, le 5 novembre 1772.

Le Roy voulant, Messieurs, encourager les armements destinés à la pêche de la morue sèche et procurer un débouché avantageux de cette denrée, a bien voulu porter à cinquante sols par quintal de morue la gratification de vingt-cinq sols qu'elle avoit accordée précédemment par quintal de morue sèche qui seroit introduite et consommée à Paris. Je vous donne avis de cette faveur avec d'autant plus de plaisir que je suis persuadé que de votre côté vous ferez tout ce qui sera en vous pour engager les armateurs de votre département à seconder les vues de S. M.

Je suis, Messieurs, etc.....

DE BOYNES.

A Versailles, le 25 mars 1776.

Des gens mal intentionnés ont répandu, Messieurs, dans les différents ports du royaume, que le gouvernement projettoit de donner la liberté aux nègres, et je ne doute pas que ce propos absurde ne soit parvenu jusqu'à votre place. Quoique je sois persuadé qu'une pareille nouvelle n'a pu exciter que le mépris pour ceux qui en sont les auteurs, j'ai pensé que je devois vous en informer afin que, si quelque esprit faible en avoit conçu de l'inquiétude, vous puissiez le dissuader. Les négocians n'ont à attendre du Roy que des actes de bienfaisance et de nouvelles marques de son attention pour tout ce qui peut contribuer à la prospérité du commerce.

Je suis, Messieurs, etc.

DE SARTINE.

A bord du *Coureur*, le 13 avril 1778.

MESSIEURS,

M. le comte d'Orvilliers, commandant de la marine à Brest, ayant reçu des ordres de la cour pour détacher l'*Iphigénie* en mission particulière, j'ai été expédié sur le champ pour rappeler M. de Kersaint, et vous prévenir qu'il sera relevé par une frégate de même force.

ROSILY.

A Rochefort, le 26 Mai 1778.

Je viens, Messieurs, de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire et qui m'étoit annoncée par M. Le Moyne; soyez, je vous prie, persuadés des dispositions les plus décidées pour concourir au plus grand avantage du commerce, et à remplir vos désirs sur ce que vous jugerez être plus utile. En conséquence j'ai envoyé l'ordre à M. le chevalier Du Sault, commandant la frégate *la Courageuse*, de prendre sous son escorte les navires qui doivent être rendus à la rade du Verdon, et de les conduire jusqu'à cinquante lieues ouest du Finistère, de croiser ensuite dans ces parages contre les corsaires des isles Anglaises, qui pillent et vexent nos batimens et prennent ceux qui ont quelque partie de tabac. Quoique je ne sois point encore autorisé par le ministre à envoyer aussi loin les frégates du roi, j'ai cru qu'il étoit important de faire cesser le plus promptement possible de pareilles pirateries : j'ai marqué à M. Du Sault de les poursuivre vigoureusement, de s'en emparer et de les ramener pour être remis entre les mains des officiers de l'amirauté. Je vais donner le même ordre à M. Destouches, commandant la frégate *la Junon*, qui vient d'escorter jusqu'à 80 lieues les navires partis dernièrement de l'Isle de Ré pour Miquelon. De ce nombre est le *Dain*, de votre port, capitaine Margaullet, qui, le lendemain du départ, a été dématé de son petit mat d'hune. M. Destouches l'a promptement fait regréer par les charpentiers et l'équipage de la frégate du Roy : il lui a aussi donné un mat de grand perroquet.

Le même jour, Messieurs, que j'ai reçu la lettre très obligeante que

vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, il m'en a été communiqué plusieurs, écrites aussi de Bordeaux, dont j'ai été affecté. On s'y plaignoit hautement du corps de la marine. Ces déclamations vagues, sans des faits constatés, ne peuvent produire qu'un mauvais effet. Elles indisposent et nuisent à la cause commune; qui peut y avoir donné lieu? Vous m'obligeriez sensiblement de vouloir bien me le marquer. Qu'on réfléchisse sur les motifs qui nous conduisent; exécuter les ordres et les volontés du Roy, remplir les intentions d'un ministre que nous chérissons et ne connaître que le devoir et l'honneur : on cessera bientôt tout reproche déplacé.

Je suis avec respect, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LA TOUCHE.

. .

Instructions données par M. de La Touche, commandant la marine à Rochefort, à M. le chevalier Du Sault, capitaine de vaisseau, commandant la Courageuse.

M. le chevalier Du Sault, capitaine de vaisseau, commandant la *Courageuse*, ayant à ses ordres la frégate la *Terpsicore*, commandée par M. de Lombard, capitaine de vaisseau, et la corvette le *Rossignol*, commandée par M. de La Touche, lieutenant de vaisseau, appareillera de la rade de l'Isle d'Aix pour se rendre à la vue de la Tour de Cordouan, où, suivant les rapports qui nous ont été faits, croisent plusieurs corsaires des isles Angloises. Après s'être assuré qu'ils ont quitté ce parage, M. Du Sault établira ses croisières entre le 44° et le 47° degré de latitude, et jusqu'au 15° de longitude, méridien de Paris. Ce sont celles qui nous paroissent les plus avantageuses pour remplir le double objet de sa destination; celui de protéger notre commerce en facilitant la rentrée de nos batimens, et celui d'intercepter et de s'emparer de tous les batimens appartenans au Roy d'Angleterre et à ses sujets. A cet égard, M. Du Sault se conformera exactement aux ordres contenus dans la lettre du Roy, dont nous lui avons remis copie. Il lui est également enjoint d'accorder protection à tous batimens françois, d'offrir et de prendre sous son escorte ceux qu'il rencontrera pour les conduire dans les ports de la Rochelle et de Bordeaux.

En supposant que les circonstances ne forcent pas les frégates de rentrer dans les ports avant le 14 août, ce sera à cette époque que M. Du Sault cessera de croiser, et qu'il dirigera sa route pour revenir dans les rades de la Rochelle ou de Royan, pour venir prendre sous leur escorte les batimens qui se trouveroient de partance.

A Rochefort, le 23 juillet 1778.

LA TOUCHE.

A bord de la frégate *l'Oiseau*, ce 26 may 1778.

MESSIEURS,

Je suis venu, avec la corvette *La Curieuse*, à Pouillac pour offrir à tous vos caboteurs et autres batiments, chargés pour tous nos ports jusqu'à Brest, escorte. Je vous prie, Messieurs, d'en informer tous les capitaines des batiments prest à partir. J'offre avec plaisir à votre Chambre de commerce tous les secours qui dépendront de moi et de ma frégate, et je me croirai très dedomagé de mes peines si je puis lui être utile. Elle n'ignore pas la manière dont je sais seconder le commerce. J'ai l'honneur d'être avec respect,

Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LE COMTE DE KERGARIOU LOCMARIA.

A Brest, le 17 juin 1778.

M. le Comte d'Orvilliers, Messieurs. commandant l'armée navale de Brest, me charge de vous instruire que l'intention du ministre de la marine est que vous fassiez vos dispositions pour rassembler un certain nombre de batiments avant que de demander des escortes, en observant cependant d'éviter des convois trop nombreux qui occasionnent beaucoup de perte de tems dans la navigation. Le général vous remercie, Messieurs, des nouvelles et déclarations que vous lui avez fait passer; il a vu avec beaucoup de peine la prise de plusieurs bati-

ments par les corsaires de Jersey et de Grenesey. Nos frégates viennent d'en arretter trois, et le général vous assure, Messieurs, qu'il veille et veillera sans cesse à l'intérêt du commerce, et que ces dispositions seront, autant qu'il sera possible, conséquentes à ce principe. Mais il ne faut pas se dissimuler que d'autres intérêts très grands occupent un grand nombre de frégates et les distraient en partie de cet objet; il sera même nécessaire, lorsque vous croirés utile qu'il soit établi des croisières en dehors des caps, que vous en fassiez directement la demande au Ministre.

Au surplus, Messieurs, nos frégates en croisières, et celles stationnaires à l'entrée des rivières, ont ordre d'escorter tout bâtiment intéressant et riche appartenant à des particuliers françois ou aux Etats-Unis de l'Amérique. Cet ordre, qui a été donné et exécuté dans le principe, subsistera encore; mais on a remarqué que quelques particuliers ont demandé des escortes avant d'être en état de prendre la mer, ce qui ne peut pas manquer de nuire à d'autres places en retardant les croiseurs. Vous sentés également, Messieurs, qu'il n'est pas possible que chaque bâtiment ait une frégate du Roy pour le convoyer, et qu'il est très important de prendre des mesures, sages et concertées, au sujet des escortes que les Chambres auront à demander.

J'ai l'honneur d'être parfaitement,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LE CHEVALIER DU PAVILLON.

A Rochefort, le 23 août 1778.

Conformément à vos désirs, Messieurs, je vais donner ordre à M. de Kerhouan, commandant la frégate *la Sybille*, mouillée depuis hier à l'Isle d'Aix, de se rendre sur la côte d'Espagne pour y donner la chasse aux corsaires qui paroissent avoir établi leurs croisières depuis le cap Machichaco jusqu'au cap Pinas, de pousser même jusqu'au cap Ortégal, d'où il se mettra, par la latitude de Cordouan, pour recueillir les batimens qui viendroient du large; il a également ordre de se rendre, du 15 au 20, dans la rivière de Bordeaux, où doit se rassembler un convoi de 12 batimens de votre place. Depuis que j'ai appris que celui des Isles-du-Vent n'avoit été escorté que jusqu'à la Bersmude, je

suis fort aise que nos trois frégates ayent la destination que vous savez; j'espère qu'elles auront la satisfaction et le bonheur de pouvoir être utiles à une quantité de ces batimens qui encaperont par la latitude où elles croisent.

En affectant une grosse frégate à chacune des trois places, la corvette *le Rossignol* et la goëlette *le Vanneau*, que j'ai ordre d'armer, seront destinées à croiser près de la côte, entre l'Isle-Dieu et le sud de Cordouan; la frégate *l'Oiseau* croisera également de l'Isle-Dieu aux Glenans; cinq gabarres, armées de 16 et de 20 canons, destinées au transport des bois pour l'approvisionnement de ce port, ont ordre d'escorter tous les caboteurs et autres batimens qui se trouveront près de la côte, en allant prendre leur chargement; et lorsqu'elles seront vuides, elles auront ordre, suivant les circonstances, de croiser quelques jours sur la côte pour en éloigner les corsaires, et pour qu'à leur retour elles puissent être plus en état de rendre service, elles ne prendront que les deux tiers de leur chargement.

Voilà mon plan; si les circonstances exigent d'y faire des changemens, on voudra bien me prévenir pour pouvoir donner des ordres en conséquence.

Je suis avec respect, Messieurs,

Votre tres humble et tres obeissant serviteur,

LA TOUCHE.

A Rochefort, le 10 septembre 1778.

LOUIS-CHARLES-LEVASSOR DE LA TOUCHE, *Commandeur de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, chef d'Escadre des Armées Navales, commandant de la Marine au Port et département de Rochefort.*

Copie des instructions données à M. de Kerhouan, commandant la frégate « la Sybille ».

Monsieur de Kerhouan, commandant la frégate *la Sybille*, appareillera de la rivière de Bordeaux avec le convoi des batimens qu'il y trouvera rassemblés et les escortera jusqu'au 15° degré de longitude méridien de Paris; avant son départ, M^{rs} de la Chambre du Commerce

de Guyenne lui indiqueront l'époque à laquelle il doit revenir prendre un nouveau convoi pour le mois d'octobre; cette époque ne doit être connue que de lui et des membres de cette Chambre.

Après que M. de Kerhouan aura quitté le convoi qu'il va conduire, il croisera dans les parages qui paroîtront les plus avantageux, soit pour s'emparer des corsaires qui troublent nôtre commerce, soit pour recueillir les batiments françois qui auront besoin de son escorte et auxquels il la donnera. Au tems indiqué, il reviendra dans la rivière de Bordeaux, où il pourra envoyer ou conduire les prises qu'il fera; il rendra compte d'irectement au Ministre des événements de sa croisière et il nous en instruira également; il se fera remettre les noms des capitaines, des armateurs et des navires qu'il aura escortés et dont il nous fera passer une copie.

LA TOUCHE.

A la mer, à bord de la corvette *Le Rossignol*, le 24 septembre 1778.

MESSIEURS,

C'est avec bien de l'empressement que j'ai saisi l'occasion de faire quelque chose qui peut vous être utile et agréable, en offrant au navire, *la Comtesse de Jonsac*, de le convoyer jusqu'à l'entrée de votre rivière. Je l'ai trouvé à 50 lieues dans l'ouest. Je faisais route alors pour aller chercher à m'emparer des corsaires qui infestent le golfe, et qui suivant le plus grand nombre des depositions, se tiennent sur les côtes d'Espagne, depuis le cap Pinas jusqu'à celui du Finistère. Ma première mission étoit de croiser depuis l'Isle-Dieu jusqu'à Cordouan, ce que j'ai fait depuis le 6 jusqu'au 13 de ce mois. Je trouvai, le 8, un bateau-corsaire auquel j'ai donné chasse pendant quinze heures, et que la nuit, devenue obscure par des nuages épais arrêtés sur la lune, a soustrait à ma poursuite. Après m'être bien assuré de son éloignement, j'ai sollicité le commandant du port de Rochefort de donner une extansion à ma croisière, afin de me rendre plus utile, ce qu'il m'a accordé, et je me rendois où je croyois avoir des succès, quand j'ai crû devoir faire, pour le moment, le sacrifice de mes espérances à l'utilité dont j'ai senti que je pourrois être au commerce, en assurant

le retour d'un de ses batiments. Ce sera toujours avec le même zèle que je saisirai de pareilles circonstances, heureux si les faibles moyens que j'ai sont employés, Messieurs, à votre satisfaction. Le desir que j'ai d'y contribuer plus que personne, n'est pas une des moindres raisons qui me fait souhaiter d'obtenir le commandement d'une frégate dont la force assure un appui plus imposant.

Je suis très respectueusement, Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur,

LATOUCHE FILS, *lieutenant de vaisseau.*

A Brest, ce 25 octobre 1778.

MESSIEURS,

J'ay l'honneur de vous informer que l'isle de la Dominique, l'une des Antilles appartenant aux Anglais, a été prise le 7 de septembre dernier par Monsieur le Marquis de Bouillé, gouverneur de la Martinique. Comme cette nouvelle doit intéresser le commerce et ceux qui naviguent dans les mers, je me hâte, Messieurs, de vous l'apprendre le plus tôt possible; cette possession va désormais rendre libre la communication des isles de la Guadeloupe, la Martinique, etc.

Vous aurez incessamment des détails plus circonstanciés, par la voye du ministère. Je suis parti le 10 du mois dernier des Isles-du-Vent et j'ay été envoyé pour en apporter la nouvelle; j'ay mouillé ici le 23 dernier. Je vous prie, Messieurs, d'en faire part aussitôt à Messieurs les négociants et les prévenir que si, dans le nombre de lettres qu'il y a pour Bordeaux, ils s'en trouvent plusieurs qui aient été décachetées et refermées, elles viennent de la reprise que j'ay fait du vaisseau *le Hazard*, capitaine Gereaud, venant du Cap, lequel batiment appartient à M. de Camescasse, que le corsaire, par lequel il a été pris, le 13 du présent avoit ouvert, et que je leur ay fait recacheter aussitôt qu'elles ont été entre mes mains. Ce qui a été le 19, par la latitude observée nord de 48°, 47'18", et de 26°19' de longitude estimée occidentale, méridien de Paris : il avoit été pris le 15 du même mois d'octobre à 5 heures et demie, 6 heures du soir, par un corsaire de Liverpool, armé de 28 pièces de canons, qui croise à la Jamaïque.

Le 22 septembre, j'ay rencontré, aux environs de la Bermude, le bâtiment *La Plaine du Cap*, capitaine Ducasse, qui était par les 32° 58' de latitude nord, et par 61° 1' de longitude estimée occidentale méridien de Paris; je pense qu'il peut être arrivé à présent.

Voilà, Messieurs, toutes les nouvelles que je puis donner comme certaines.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs,

Votre très humble et obéissant serviteur,

Le chevalier DE JASSAUD,

Lieutenant de Vaisseau, commandant la frégate du Roy *l'Amphitrite*.

En rade de Royan, le 23 décembre 1778.

MESSIEURS,

Entièrement dévoué au service de ma patrie, tous mes soins se porteront toujours à en procurer la gloire; c'est un devoir attaché à mon caractère et que je ne perdrai jamais de vue. Il est flatteur pour moi, Messieurs, d'avoir pu, en la servant dans cette occasion, obliger des concitoyens que j'estime et qui me seront toujours chers.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le chevalier DE LOMBARD.

A bord de la frégate *la Terpillore*, en rade de Royan, le 22 décembre 1778.

A Rochefort, le 28 février 1779.

La confirmation, Messieurs, de l'inquiétante nouvelle du départ de 80 navires du commerce de Saint-Domingue m'affecte réellement; et je vas employer, avec le plus grand empressement, tous les moyens qui dépendront de moi pour les sauver des mains des ennemis. Les Ministres viennent de m'autoriser à envoyer au devant de ces navires tous les bâtiments de guerre qui sont à ma disposition. Il y a actuellement dans notre rade 3 vaisseaux de 74 canons; mais comme leurs équipa-

ges ne sont pas complets et qu'il leur manque de l'artillerie, je fais désarmer le *Pluton* pour compléter les deux autres et les mettre absolument en état de guerre. Je joindrai à ces deux vaisseaux la *Courageuse*, qui vient d'arriver, et 3 autres frégates que j'attends de Brest. Je vais faire apporter la plus grande celerité dans cette expédition; par l'éloignement de la rade, tous ces batimens ne pourront mettre à la voile que mardi 2 mars, à ce que j'espère; je leur donnerai ordre de courir particulièrement depuis le 46° degré jusqu'à la cote d'Espagne, et de voir, le long de cette côte, si quelques-uns de nos navires ne s'y seroient pas retirés. On expédie aussi quelques batimens de Brest pour la même mission.

La fregate *La Courageuse* s'est séparée du convoi parti le 1^{er} de ce mois à 16 degré de longitude; ce convoi avait essuyé un coup de vent de 4 jours, mais tout paraissoit réuni. Cette frégate s'est emparée d'un corsaire de 24 canons.

Je suis avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

LATOUCHE.

Je viens d'apprendre que 10 navires sont entrés à Quiberon et au port Louis, le *Comte de Fumel* en est un.

Brest, le 5 mars 1779.

Aussitôt, Messieurs, qu'il m'est parvenu des avis sur le départ de quelques flottes de nos colonies, je me suis empressé de donner les ordres nécessaires à tous les batimens en rade en état de mettre à la voile, de sortir pour assurer leur attérage; en conséquence un vaisseau et cinq frégates ont mis dehors; deux vaisseaux, deux frégates et une corvette, qui partiront demain, ont la même destination.

Sur ce que j'ai appris que huit batimens de Nantes, Bordeaux et la Rochelle, venants du Port-au-Prince, avoient relaché au Port Louis, Quiberon, ou Rivière d'Auray, j'ai donné ordre à trois grosses frégates et trois corvettes de ranger la côte pour les prendre sous leur convoi, ainsi que tous les batimens de commerce qui auroient affaire dans quelques-uns de ces ports.

Soyez assurés que je saisisrai toujours avec un nouvel empressement les occasions de donner au commerce des marques de mon affection, et à chacun de vous en particulier des témoignages du très sincère attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

D'ORVILLIERS.

A Brest, ce 25 avril 1779.

Vous aurez certainement, Messieurs, appris avec peine la séparation de vos batimens venant des Antilles sous l'escorte de nos frégattes. Mais la rencontre de deux vaisseaux de 74 canons anglois ne nous a laissé aucun espoir de les pouvoir conserver. M. le chevalier de Préville n'eut pas plutôt fait le signal à sa flotte de faire la route la plus convenable que je pris celle qui m'éloignoit du gros du convoi : j'arrivay de trois quart et passay à demie portée de canon du premier vaisseau, qui, par sa supériorité de marche, devoit me prendre. Mon seul désir étoit de me faire chasser sous le vent, pour donner la facilité à nos marchands de rallier dans la nuit nos autres frégattes. Le vaisseau me laissa continuer ma route et s'attacha à prendre vos navires ; il tiroit de très loin, et à l'entrée de la nuit quatre avoient amené leurs pavillons. Le 15, à la pointe du jour, je vis plusieurs navires, l'un étoit à deux lieux de l'arrière. Nous courions à S. E. N. E. ; de temps à autre il tiroit du canon, et j'aperçus un petit corsaire. Mon premier soin fut de charger mes basses voilles, de mettre le cap au N. E., et de faire le signal de ralliement. Le brick, au lieu de tenir le vent, courut au N. E. Je tiray un coup de canon. On me rendit compte qu'on découvroit deux gros batimens au vent, chassant toute voile dehors. J'avois à côté de moy quatre navires de la flotte ; dans S. E. N. E., à une lieue, je reconnus un corsaire anglois. Sur les huit heures, le bâtiment ne se ralliant pas, et les batimens qui me chassoient se découvrant d'en bas, je crus ne pouvoir me dispenser de continuer ma route de S. E. N. E. Il pouvoit se faire que le navire que je désirois rallier eut été pris dans la nuit et expédié pour retarder ma marche. A 10 heures, j'envoyai une bordée au corsaire anglois qui faisoit route à ma rencontre, mais de trop loin pour le bien atteindre. Depuis

ce jour, nous avons été inquiété par les corsaires. Sur Belisle, j'ay eu un petit combat avec trois qui vouloient m'aborder : ils ont été forcé à quitter la partie, et si je n'eusse pas tenu autant que je le faisois de conduire, dans un de nos ports, les quatre navires qui m'avoient suivi, je me serois emparé de deux.

M. le comte d'Estaing a prescrit la route de notre convoi. Je luy ay observé dans le temps qu'en passant au sud de Sainte-Marie nous rencontrerions beaucoup de corsaires et de batiments de guerre ; que c'étoit le passage des vaisseaux allant aux isles, ainsy que ceux allant et venant de la Mediterrannée. Par l'événement la route du Nord nous eut été plus favorable, M. de Montclair y ayant croisé avec deux vaisseaux et deux frégattes. Nous avons été court de vivres. Il ne m'en restoit plus que pour deux jours lorsque j'ay mouillé à Brest.

Je puis vous assurer, Messieurs, qu'il n'a pas dépendu de M. de Prévillle et de Montbas, ainsy que de moy, de conduire à bon port vos batimens. En mon particulier, c'eut été une satisfaction parfaite : depuis dix-huit mois que ma frégatte a été employée à escorter vos batimens jusqu'au delà des débouquements des Isles-du-Vent, c'est la seule séparation qui me soit arrivée.

J'espère cependant que le mal ne sera pas aussy grand que je l'avois craint, car j'apprends qu'il y en a cinq à Lorient, deux à Saint-Malo, six à Brest, et quelques uns dans la rivière de Nantes.

J'ay l'honneur d'être avec le sincère et respectueux attachement, Messieurs,

Votre très humble et très obeissani serviteur,
LE CHEVALIER DE LA LAURANCIE

A Rochefort, ce 3 May 1779.

MESSIEURS,

Je suis on ne peu plus sensible à la lettre que vous vennois de me faire l'honneur de m'écrire, en datte du premier May.

Je voudrois trouver, Messieurs, des termes, des espressions assés forts, pour avoir celui de vous faire mes remerciemens : surement dans ces ocasions je ne l'aurois point laisser échapper. Vos éloges, sur mes manœuvres du quatorze avril, me flattent on ne peu davantage, et sont propres à diminuer mon chagrin d'avoir été témoin de la prise

des vaisseaux *le Marquis*, *le Sainte-Marie*, *le Centurion*, dont les capitaines se sont rendus légèrement, particulièrement le dernier, dont le navire avoit de la marche et se trouvoit plus éloigné de l'ennemi. Je vous prie d'être bien persuadés que sy j'avois eu sous mes ordres des forces à pouvoir balancer celles que j'ai rencontrer le 14, ce malheur (*sic*) seroit point arrivé, (et) que j'aurois eu l'agrément de ramener le convoi en entier, que M. le comte d'Estaing, vice-amiral de France, commandant les forces du Roy aux Isles du Vent m'avoit fait l'honneur de me confier.

Je me suis vu à regret dans la position facheuse de n'avoir point d'autre parti à prendre que celui de faire faire vent au convoi, à deux fois différentes, et de tenir le vent à force de voiles, de sorte que chacun fit la route qui lui convenoit le mieux. Par cette manœuvre, aux approches de la nuit, je comté donner plus de facilité à chacun de pouvoir échapper. J'ordonné d'hisser mon pavillon et flamme, que j'assurois d'un coup de canon, pris chasse le dernier de fort près, dans l'idée que ce vaisseau de 74 pièces de canon auroit plus de gloire de s'occuper à tacher de prendre le commandant françois que des batimens marchands; bien sur, s'il prenoit ce parti honorable, m'étant esposé volontairement d'être pris, de sauver la flotte; ce qui m'auroit dedommager, dans mon malheur, d'avoir donner la preuve la plus éclatante de mon attachement à ma patrie, en bien executant les ordres de S. M. Mais les capitaines de la marine d'Angleterre ont toujours préféré le sur à l'incertain, le profit à l'honneur. Le 15 avril je reconnus ces deux vaisseaux : ils faisoient route au N. N. E. Je pris chasse avec trois batimens que j'avois rassemblés; ils n'avoient avec eux que trois ou quatre batimens que je jugés pris.

Je vous dois de nouveaux remerciemens sur les choses honnêtes et avantageuses sur mon compte que vous mandés au ministre, et sur votre invitation à l'engager à faire quelque chose en ma faveur. Votre aprobation, Messieurs, c'est la récompense la plus flatteuse d'un militaire que l'honneur guide dans toutes ses démarches.

Ce sont donc ces sentimens avec lesquels, Messieurs, je suis avec respect, votre tres humble et tres obeissant serviteur.

LE CHEVALIER DE GRAS-PRÉVILLE,

Capitaine de vaisseau, commandant l'*Engageante*.

A Brest, ce 13 may 1779.

MESSIEURS,

Le désir d'estre utile au commerce est un sentiment qui m'est inspiré par le genre de service que j'ay adopté. Pendant les vingt-deux mois de campagne que je viens de faire, j'ai cherché les occasions de me servir des petites forces que le Roy m'avoit confiées pour soutenir et défendre cette portion des citoyens qui risquent leur fortune pour donner de la splendeur à l'État, par leurs sages combinaisons font jouir le riche des agréments de la vie, et fournissent au pauvre les moyens de subsister en le tirant de l'oisiveté qui feroit le malheur de la société.

D'après ces considérations, Messieurs, vous devez estre convaincu de la désolation que la journée du 14 avril a occasionné aux trois capitaines des frégates du Roy chargés de votre convoi. La justice que vous voulez bien rendre à ma bonne volonté ne fait qu'augmenter l'intérêt que je prendray toute la vie à ce qui pourra vous arriver. Je moureray content si, pendant que je serviray, il se rencontre quelque circonstance ou je puisse vous confirmer dans la bonne opinion que vous avez de moy. Les graces du Roy me flatteront, lorsqu'il voudra bien m'en honorer, mais votre approbation satisfait parfaitement mon ambition dans ce moment cy. J'espere que quelque événement me conduira dans votre capitale pour pouvoir dire de vive voix à chacun de vous en particulier la reconnaissance que j'ay de votre honneteté.

Permettez, Messieurs, que je vous fasse l'éloge du capitaine du navire *le Prothée*. L'activité et l'intelligence dont il m'a donné des preuves doivent vous inspirer la plus grande confiance en ses talents. Il ne faut pas conclure de là que les autres capitaines n'ayent pas beaucoup mérité; mais c'est à Monsieur de Préville, notre commandant, à les faire connaître; je ne peux vous parler que de ce qui s'est passé depuis la séparation.

Je suis avec un profond respect,

Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

MARQUIS DE MONTBAS,

Lieutenant des vaisseaux du Roy.

Le capitaine du *Prothée* est Monsieur Ribere de votre place.

A Rochefort, le 24 mars 1780.

J'ay receu, Messieurs, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. J'ay été tres enchanté de trouver une occasion de pouvoir être utile à Messieurs du commerce : je l'ay saisie avec empressement. J'ay porté toute mon attention et mes soins à la conservation du convoi qui m'a été confié : je m'en trouve bien dédomagé par la façon honnête et obligeante dont vous me témoignés votre reconnaissance. Je n'ay fait qu'exécuter les ordres du Roy, qui sont de protéger le commerce de ses sujets, et monsieur de Sartine nous le recommande expressément.

J'ay l'honneur d'être, avec un respectueux attachement, Messieurs,
Votre tres humble et tres obeissant serviteur,

BARRAS.

A Morlaix, ce 22 janvier 1781.

MESSIEURS,

Je n'ay négligé aucuns soins pour conduire à leurs destinations les differands convoi que le Roy m'a confiés dans cette dernière campagne : je suis très flatté d'avoir réusy à les y rendre à bon port, mais rien ne mets si sensible, Messieurs, que les sentiments gracieux dont vous m'honorés qui ne me laisse à desirer que l'ocasion de les meritter.

Permettés moy de vous suplier d'en recevoir mes sincers remerciements et d'estre bien persuadés de ma parfaite reconaissance.

J'ay l'honneur d'estre dun respec infiny,

Messieurs,

Votre tres humble et tres obeissant serviteur,

GUICHEN.

A Paris, le 25 janvier 1781.

J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois, et je vous dois des remerciements pour les choses obligeantes qu'elle contient. Je connais, Messieurs, l'étendue

du commerce de Bordeaux avec la colonie de Saint-Domingue, et je sais combien elle lui est redevable. Je ne négligerai dans aucune occasion d'en faire valoir les droits, et je vous prie, Messieurs, de compter entièrement sur ma bonne volonté, mon assistance et la protection de l'autorité que Sa Majesté a bien voulu me confier. Je serais aussi bien enchanté de trouver quelque occasion de vous convaincre de mon estime et de l'attachement aussi sincère que respectueux avec lequel,

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

LE MARQUIS DE VAUDREUIL.

A Paris, ce 28 mars 1781.

MESSIEURS,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de janvier dernier. Elle m'a pénétré de reconnaissance, et j'ai cru, par mon silence même, exprimer mon attachement pour le commerce d'une manière qui lui serait utile. Avoir une apparence d'oubli avec un corps que je fais gloire de respecter, et avec une place qui a daigné particulièrement me combler de marques de bonté, m'a semblé pouvoir influer un peu sur les assurances. J'ai osé désirer d'être vu avec moins d'indulgence pendant quelques tems : en agir ainsi, c'était seconder sûrement vos vûes et votre conduite. Vous avez certainement représenté, Messieurs, en votre qualité de directeurs, que les ordres du Roi ont produit seuls le peu que j'ai fait, et comme ils sont toujours les mêmes, ils produiront encore davantage.

Plus récompensé d'avance, et de tous points, que je ne mérite de l'être, vos souhaits mettent le comble à ma satisfaction. Le plus grand bonheur sera toujours pour moi l'estime de ceux qui vous ressemblent. Devoir à vos soins la confiance éclairée du commerce est d'un prix inestimable.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

ESTAING.

A la rade de Cadix, à bord de la frégate *l'Alceste*,
ce 23 novembre 1781.

MESSIEURS,

J'ay l'honneur de vous faire part que d'après les ordres que j'ay reçu de M. le M^{re} de Bouillé, gouverneur général des Isles du Vent, j'ay escorté, de la rade du Port-Royal à celle du Cap, isle Saint-Domingue, les batimens dont vous trouverez cy joint la liste; ils sont entrés dans la ditte rade le 3 octobre. Je suis très aise, Messieurs, que ma mission m'aye mis à maime d'être utile au commerce de la ville de Bordeaux, et de vous convaincre du sincère et respectueux attachement avec lequel j'ay l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur,
CORIOLIS.

Je vous prie de m'adresser votre réponse à Toulon, où je vais me rendre.

ÉTAT des bâtimens que j'ay escortés de la rade du Port Royal au Cap, Isle Saint-Domingue.

Noms des Capitaines	Noms des Bâtimens	Noms des Armateurs
MM.		MM.
DE CUSSE.....	<i>La Male de Mouchy</i>	Peychaud.
BOIREAU.....	<i>Le Pollux</i>	Lardent.
LAFARGUE.....	<i>Le Mis de Castries</i>	Cochon.
VILGENTE.....	<i>Le Ferme</i>	Testarts.
DUPIN.....	<i>La Basse Pointe</i>	Gradis.
CAMARQUE.....	<i>Le Bienfaisant</i>	Laffon aîné.
CASSOULÈS.....	<i>L'Aigle</i>	Sagerand et Gautier.
BLANDIN.....	<i>L'Horison</i>	Le même.
CHABRIER.....	<i>La N^{lle} Concorde</i>	Raymond et Martin.
COUSOULENS...	<i>La Jardinière</i> ,.....	Baour.
ÉLIE.....	<i>La Saintonge</i>	Lis.
DU BREY.....	<i>Le G^d d'Alembert</i>	Graves.
LONZIE.....	<i>L'Aimable Américaine</i> .	Castagne.

Noms des Capitaines	Noms des Bâtimens	Noms des Armateurs
MM.		MM.
PERTITOT	<i>Le Silvestre</i>	Laville et Rabi.
MARGRON.....	<i>L'Infatigable</i>	Durand frères.
BERADE	<i>Le Bonhomme-Richard</i> ..	Lanus.
MINBIELLE.....	<i>La M^{se} de Vaudreuil</i> ...	Sers et Barbier.
GÉLIBERT.....	<i>Le Prothée</i>	Viard et Grenier.
LASSENNE	<i>L'Eclatant</i>	Dramont.
GAUTRET.....	<i>Le M^s de la Fayette</i> ...	Millas.
LIBERAL.....	<i>Le Tancred</i>	Castarède.
CHARDAVOINE..	<i>L'Aimable Marianne</i> ...	Elie.
CORVAISIER....	<i>Le Juste</i>	Arnond père et fils.
DUBUISSON.....	<i>Le Désir de Paix</i>	Deslandes.
BABINOT	<i>Le G^d M^s de Castries</i> ...	Jausefort.
GABARET	<i>Le Sultan</i>	Batbelate.
GOURREGES....	<i>Les Deux bons Frères</i> ..	Lafitte frères.
MINBIELLE.....	<i>Le Cyclope</i>	Dusimié.
GRANDIN.....	<i>Le Jean-Pierre</i>	Lauriague.
BOISSEAU.....	<i>Le George</i>	Dramont.
GUESTIER.....	<i>La Sophie</i>	Philippes.
DUBOS.....	<i>Le Volontaire</i>	Sers aîné.
JOURDAIN.....	<i>Le Sanspareil</i>	Vincent.
QUERBEZE	<i>Le V^{te} Des Cars</i>	Bouteiller.
TABOIS	<i>Le Henry</i>	Dramont.
CHARET.....	<i>Le Reflechy</i>	Pecholier frères.
BERADE.....	<i>L'Aimable Thérèse</i>	Bellasse Cadet.
Michel MARTIN.	<i>La Marianne</i>	Montel et Henry.
DEMARETS.....	<i>Le Necker</i>	Couturier.
DENON	<i>L'Olivier</i>	Barand.
DESBORDES....	<i>St-Hubert</i>	Belasse.
DUFOUR.....	<i>La Refletion</i>	V. Lafosse.
MARTIGNAC....	<i>Les Trois Amis</i>	Jauge.
THOMAS	<i>La Rozalie</i>	Rozin.
PUJO	<i>Le Mèdoc</i>	St-Pierre.
DUDILLOT jeune	<i>La M^{se} de Cassigny</i> ...	Dudillot.
LE DOS.....	<i>Le C^{te} de Jumillac</i>	Fichet.
LA REGUY.....	<i>L'Aimable Fanny</i>	La Nove.
DARRÉ.....	<i>Le Brillant</i>	Conchet.

Noms des Capitaines	Noms des Bâtimens	Noms des Armateurs
MM.		MM.
CONTE.....	<i>La Pesse de Nasseau.....</i>	Belhumi.
CORNET.....	<i>Les Amis.....</i>	Simon Jauge.
PINEAU.....	<i>Les Deux Frères.....</i>	Bon Laidos.
CHASSANT.....	<i>La Confiance.....</i>	Ruche.
LEFÈVRE.....	<i>L'Agathe.....</i>	Hourse.
DESGONOR.....	<i>L'Horphée.....</i>	Motron Dupin.
LA GENDRE.....	<i>La St^e Vne.</i>	Leclerc.
PRÉLIMBERT.....	<i>Le Duc d'Angoulême....</i>	Balan aîné.
BERTHAUME.....	<i>La Revanche.....</i>	Fesdeau.
ABANTRES.....	<i>Beauharnois.....</i>	Chareau frères.
COCHARD.....	<i>Les Trois Maries.....</i>	Dramond
CANDEAUX.....	<i>Le Sully.....</i>	Arnoux.
BESLASER.....	<i>Sanro Cantabrica.....</i>	Donn P ^o is Balles, <i>espagnol</i>
RIVES.....	<i>La N^{re}-Dame Delcora...</i>	Azevidos, <i>id.</i>
IRIBARY.....	<i>Le St-Joseph.....</i>	Gardons, <i>id.</i>
UGALDE.....	<i>St-Domingue-Bonaventure</i>	Pigneul, <i>id.</i>
Jean MELCHERT	<i>Le Neptune.....</i>	Lafitte, <i>hollandais.</i>
TISSSELBERG....	<i>Christina-Frederica.....</i>	Gerbier, <i>danois.</i>

A Versailles, le 4 juillet 1785.

J'ay reçu, Messieurs, la lettre vous avés bien voulu m'écrire le 30 du mois dernier et la copie de la délibération que vous aviés arreté la veille pour offrir au Roi une somme de *quinze cens mille livres* pour la construction d'un vaisseau de premier rang, supliant S. M. d'employer en sus une somme de *cent mille livres* pour le soulagement des matelots.

M. le marquis de Castries et moi nous avons eu l'honneur de rendre compte au Roi de votre délibération. S. M. s'en est montrée satisfaite : elle y a reconnu, avec plaisir, le zèle qui a animé dans tous les temps votre ville *pour la gloire du nom François*. Elle nous a chargés expressément, Messieurs, de vous en témoigner sa sensibilité, et, en

annonçant qu'elle accepte votre offre, de vous assurer de la continuation de sa bienveillance et de sa constante protection.

M. le marquis de Castries vous fera connoître, Messieurs, les intentions du Roi par rapport à la distribution des deniers que vous vous proposez de faire aux matelots, ainsi que relativement aux moïens à prendre pour assurer le payement des interets et le remboursement du capital que vous êtes dans le cas d'emprunter.

Je me félicite, Messieurs, de la confiance que vous m'avez marquée en me chargeant de porter aux piés du Roi un hommage qui caracterise si éminement vos sentimens patriotiques. La sincerité avec laquelle j'y applaudis vous est garant de tout mon interest pour votre prospérité.

Je suis très parfaitement, Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur,
DE VERGENNES.

Versailles, le 5 juillet 1782.

J'ay reçu, Messieurs, avec la lettre que vous m'avez écrite le 29 du mois dernier, la copie de la délibération que vous avez prise *pour offrir au Roi un don gratuit d'une somme de 1,500,000 livres, que vous destinez à la construction d'un vaisseau de 110 canons*. Je ne doute pas que M. le comte de Vergennes ne s'empresse de mettre sous les yeux du Roi cette preuve de votre zèle patriotique, ni que S. M. ne l'apprecie pleinement. Soyez bien persuadés, Messieurs, qu'en mon particulier je rends à votre conduite toute la justice qui lui est due, et que je ne négligerai jamais les occasions de faire remarquer à S. M. les dispositions que je vous connois pour seconder de tout votre pouvoir les opérations de son service. *J'ai remarqué, avec le plus grand plaisir, dans votre délibération, l'emploi que vous avez arrêté de faire d'une somme de 100,000 livres, indépendante de ce don gratuit, pour secourir les familles des matelots tués pendant la guerre*. Il est bien digne de vous, Messieurs, d'allier les sentimens d'humanité à ceux de patriotisme qui vous animent.

Je suis très parfaitement, Messieurs, votre très humble et très obeissant serviteur.

CASTRIES.

A Rochefort, le 30 novembre 1783.

MESSIEURS,

Ayant été chargé par Monseigneur le Maréchal de Castries de vérifier l'utilité et la possibilité de baliser quelques points de la côte méridionale de Lisle d'Oleron, ainsi que l'avoit proposé le sieur Compere Lautier, habitant de la dite isle : après un examen très particulier du local, des avantages et des inconvénients que ce projet pouvoit offrir, j'ai reconnu que la somme des premiers l'emportoit beaucoup sur l'autre. J'ai en conséquence fait dresser une carte très détaillée de toute cette partie, que j'ai l'honneur de vous envoyer par le fils de M. Compere, que des occupations importantes pour la sûreté des propriétés de quelq'uns d'entre-vous, Messieurs, retiennent dans ce moment ci à Oleron et qui l'ont empêché d'en être lui même le porteur. Je joins un memoire concis servant d'indication à la carte qui va être rendue publique par le gouvernement, qui en fait don au sieur Compere, comme un temoignage de satisfaction dû à son patriotisme et à la constance qu'il a mis à solliciter un établissement si utile à l'humanité et à la sûreté des propriétés du commerce. C'est avec bien de l'empressement, Messieurs, que j'ai l'honneur de vous faire part de la décision de Monseigneur le Maréchal de Castries qui vient d'ordonner l'exécution de ce projet, ainsi que vous le verrez par la lettre dont il m'a honoré et que je joins ici ; je n'en ai pas moins, Messieurs, à vous temoigner toute la satisfaction que j'éprouve d'avoir été chargé d'une mission qui me procure le moyen d'être utile au commerce et de lui prouver le zele qui m'anime pour ses interets. Je rechercherai toujours avec soin toutes les occasions qui pourront me mettre à même de donner des marques, aussi particulières qu'authentiques, des sentiments que je lui ai voués et du respect infini avec lequel je suis, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LE COMTE DE LA TOUCHE,

Capitaine de vaisseau, directeur du port de Rochefort.

Versailles, le 7 février 1784.

Je vois, Messieurs, par le compte qui m'a été rendu de la situation du commerce de la France avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, qu'il a une grande activité et qu'on peut s'en promettre de grands avantages. On y remarque, qu'excepté pour la quincaillerie, à qualité égale, les marchandises françaises sont de huit à dix pour cent meilleur marché que les anglaises, et en conséquence le gout pour les productions de notre sol et de notre industrie fait tous les jours de nouveaux progrès chés le peuple américain. Il est important de le fixer, et de ne pas mettre nos rivaux à portée de profiter de nos fautes pour nous supplanter lorsque tout paroît concourir à nous assurer la préférence. Le véritable esprit du commerce consiste dans la justesse des combinaisons relatives aux mœurs, aux lieux, aux temps, et c'est le calcul de ces circonstances qui seul peut donner aux liaisons commerciales de l'étendue et de la durée. On nous accuse en Amérique de manquer à cet esprit. On se plaint de la composition des assortimens et du peu d'égards que les négocians français ont au gout, aux saisons, au local. Je crois que le meilleur moyen de remédier à ces inconvéniens serait d'établir dans les différens Etats de l'Amérique-Unie des maisons de commerce dont la correspondance éclaireroit les armateurs français sur les besoins et la nature des demandes, dirigeroit les spéculations et en assureroit le succès; dont les agents, suivant de l'œil le débit, pourroient rendre moins dangereux le crédit que les Américains désirent, et multiplier beaucoup par là les occasions de commerce, de profit et d'union entre les deux nations.

Ces établissemens seront certainement très avantageux aux maisons qui s'y livreront et au commerce national. Le gouvernement ne pourra qu'être satisfait de leur formation, et ils deviendront ensuite un titre aux négocians français les plus distingués pour mériter les bontés de S. M.

Je suis, Messieurs, etc...

DE CALONNE.

(De la main du ministre:)

C'est à vous, Messieurs, d'exciter autant que vous le pourrés les négocians les plus intelligens à former des maisons de commerce et

de correspondance en Amérique, en faisant appercevoir les avantages qui doivent en résulter, et vous pouvés annoncer que le gouvernement les favorisera dans cette vue.

Toulouse, le 22 février 1784.

MESSIEURS,

Pour me conformer aux intentions de monseigneur le maréchal de Castries et pour vous prouver mon zèle pour vos intérêts et pour la conservation des marins de votre place, je me hâte de vous envoyer cy-joint mon secret pour la préparation de l'eau destinée aux voyages maritimes, dont je vous prie de m'accuser la réception. Je vous prie aussi de faire préparer en toute diligence une barrique d'eau en la forme prescrite, et de la déposer à l'Amirauté afin qu'il puisse en être rendu compte dans six mois.

J'ose espérer, Messieurs, que vous ne perdrez pas de vue le service important que je rends à votre marine, et qu'en réfléchissant sur les bénéfices considérables que j'étais le maître de faire, en ordonnant d'arrêter une quantité prodigieuse de bois de Gayac dans tous les ports de France, vous voudrés bien m'accorder un passage gratis pour M^{me} de Walingford et pour mon neveu, qui se disposent à passer à Saint-Domingue vers la fin de mars ou au commencement d'avril. Ce sera de votre part une marque d'amitié qui excitera à jamais ma reconnaissance.

J'ai l'honneur d'être, Messieurs, etc....

LE CHEVALIER DE WALINGFORD,
Officier de grenadiers et Commissaire du Roi.

Secret infailible pour conserver l'eau dans les voyages maritimes.

1^o Dans une barrique d'eau contenant cent bouteilles, jetez trois livres et demi de rapure fine faite avec l'écorce d'un vieux Gayac (1), qui ne sera pas mort sur pied et dont le bois sera bien sec;

(1) *Gayac* ou *Gaïac*, grand et bel arbre des Antilles, appelé le *bois saint*, le *bois de vie*. Les Espagnols, qui avaient vu les naturels d'Amérique employer le gaïac avec une efficacité remarquable, en rapportèrent de nombreux échantillons vers 1505. La cure éclatante que procura le gaïac au célèbre guerrier Van-Hutten, qui publia à cette occasion un ouvrage où il exaltait les vertus de ce *bois*, fit que, dès 1510, il était connu du reste de l'Europe.

2° Termés la barrique avec une bonde dont vous aurés coupé une partie égale à un angle de 90° : placés quatre petits taquets, de 8 lignes d'épaisseur, à une égale distance de la bonde; attachez ensuite sur ces quatre taquets une planche quarrée qui ne les dépasse point;

3° A trois pouces de la planche, faites antérieurement et postérieurement deux trous avec une vrille : introduisés dans ces ouvertures de gros clous quarrés à tête plate;

Faites voyager cette préparation pendant six mois, un an et dix-huit mois, et vous verrés qu'il ne s'y engendre point des vers, qu'elle ne contracte aucune mauvaise odeur, ni aucun mauvais goût, et qu'enfin, elle acquiert une vertu anti-scorbutique et anti-vénérienne.

Lorsqu'on voudra boire l'eau dont il s'agit, il suffira de la passer dans un linge double.

Le chevalier DE WALINGFORD.

Saint-Malo, le 2 mars 1784.

MESSIEURS,

Les grands services que M. le bailli de Suffren a rendu à l'État, en soutenant ou rétablissant dans les mers de l'Inde la gloire de la marine française, et la protection qu'il a accordé en toute occasion au commerce, nous paraissent devoir lui mériter les remerciements des Chambres des différents ports du royaume. Si vous pensés, Messieurs, comme nous, que cette démarche puisse être utile et avantageuse, nous adresserons une lettre de félicitation et de compliment à ce général lorsqu'il sera retour en France. C'est sur quoi nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien nous faire connaître votre sentiment d'autant plus qu'une démarche isolée de notre part ne nous paroitroit pas aussi convenable.

Nous avons cru devoir demander à MM. de Castries et de Vergennes de supplier S. M. d'exiger des Portugais, lors du traité définitif qui interviendra, le dédomagement entier des pertes que cause et causera aux armateurs actuels pour Guinée leur invasion à Gabendes. C'est une justice que nous croyons de l'honneur de la France d'exiger.

Nous vous invitons à joindre vos représentations aux nôtres, parce qu'une réclamation universelle est d'un bien plus grand poids.

Nous sommes, avec la plus parfaite considération, Messieurs, vos très humbles et très obéissants serviteurs :

Les juges consuls de Saint-Malo :

GUILLEMAUT, PREMIER CONSUL. — DUDEMAINE.
MARION. — QUESNEL.

A Versailles, ce 17 avril 1787.

J'ai reçu, Messieurs, avec autant de plaisir que de reconnoissance la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire relativement à mon retour. Persuadé que la marine royale n'est faite que pour protéger le commerce des sujets du Roi, le peu de succès que j'ai eu m'est bien précieux sous ce rapport, et il me le seroit bien plus encore si les circonstances m'avoient permis de faire tout ce que j'aurois désiré.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur,

SUFFREN.

Paris, le 6 octobre 1786.

MESSIEURS,

Quoique j'ai quitté le commandement du gouvernement général de Guienne, j'ai conservé la charge de lieutenant-général, et le plus grand intérêt pour le commerce de Bordeaux. Je me suis montré tel dans toutes les occasions, je recevrai vos *Mémoires* avec grand plaisir et en ferai usage. Ma fille, la duchesse de Duras, et mon fils, le vicomte de Noailles, partagent mes sentiments.

Ne doutez pas de ceux d'estime et de considération que je vous a voués, et avec lesquels je suis plus que personne, Messieurs, votre très affectionné serviteur,

MARÉCHAL DUC DE MOUCHY.

A Versailles, le 27 janvier 1787.

Je vous avois adressé, Messieurs, le 19 juillet dernier, le rapport qui m'avoit été fait le 26 juillet 1785 des erreurs reconnues dans deux cartes marines gravées sans nom d'auteur : la première, de la mer Baltique, la deuxième, du golfe de Finlande, l'une et l'autre présentées par le sieur Le Clerc.

Le Roi avoit jugé que la publication de ce rapport étoit nécessaire pour prévenir les navigateurs françois contre le danger auquel ils s'exposeroient s'ils faisoient usage de ces cartes qui sont défectueuses dans tous les points et qui, gravées avec soin et sous la sanction apparente du gouvernement, se présentent comme devant mériter la confiance des marins. Le sieur Le Clerc, qui s'annonce aujourd'hui comme n'étant que l'éditeur et non l'auteur de ces cartes, a cru cependant son honneur intéressé à soutenir leur exactitude, et vient de publier un *Examen*, prétendu impartial, du rapport qui m'avoit été fait de ces deux productions. Je dois vous prévenir que la plupart des faits contenus dans cet *Examen*, tant ceux que l'auteur dit avoir précédé la séance tenue pour faire lecture du rapport, que ceux qui sont relatifs à la séance même, ne méritent aucune croyance.

L'auteur a sans doute oublié qu'elle a été tenue en ma présence et qu'il ne lui étoit pas permis d'altérer les faits dont lui-même n'a pas été témoin. Les académiciens que j'avois appelés à cette séance ont reconnu que les cartes du sieur Le Clerc étoient aussi défectueuses que le premier rapport l'annonçoit et qu'il y auroit un danger évident pour la sûreté des navigateurs à en autoriser l'usage.

A l'égard des raisons que le sieur Le Clerc met en avant pour chercher à justifier les erreurs en tout genre dont ses cartes fourmillent, elles prouvent seulement une ignorance complète de la matière qu'il veut traiter : mais elles ne font pas que ces cartes soient moins vicieuses, moins dangereuses, même après les corrections qu'il y a faites de quelques unes des fautes grossières qui pouvoient être réparées sans refaire les planches et que le rapport lui avoit fait connoître. Il n'est point de marin un peu instruit qui ne soit en état de juger de la fausseté des raisons du sieur Le Clerc ; et les autres seront à portée de s'en convaincre lorsqu'ils auront sous les yeux le *Neptune des mers du Nord* que le Roy fait exécuter et qui sera accompagné du

détail des observations astronomiques, des opérations géodésiques qui peuvent en justifier l'exactitude.

Eu attendant que cet ouvrage puisse être terminé, vous voudrez bien prévenir les armateurs et les capitaines de navire de la place de Bordeaux, qu'ils doivent continuer à regarder les cartes publiées par le sieur Le Clerc comme très dangereuses pour la navigation du Kattegat et de la Baltique, et recourir pour le moment aux cartes que les Anglois ont données, d'après celles des Russes, des Danois et des Suédois.

Je suis, Messieurs, etc.,

LE MARÉCHAL DE CASTRIES.

Paris, 31 may 1787.

J'ai eu l'honneur, Messieurs, de recevoir votre lettre du 19 may, et la visite de M. Le Tellier, votre député.

Vos principes sur le monopole de la Compagnie des Indes sont d'accord avec les miens : vos réclamations sont justes : elles ont pour objet le grand interet du commerce national : la liberté en est l'âme, les privilèges en sont les destructeurs. Je me ferai un devoir de seconder vos vœux, les démarches de M. votre député, et celles des députés des autres Chambres de commerce. Tout ce qui est en mon pouvoir je le mettrai en usage, et mon zèle sera bien récompensé si vous y envisager (*sic*) le désir particulier que j'ai de vous prouver la considération parfaite avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur.

† J. ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX.

Paris, 9 août 1887.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous envoyer quelques exemplaires de l'ouvrage que je viens de publier par ordre de S. M. Le volume, en forme

d'atlas, contient des cartes de l'isle de Saint-Domingue et de ses débouquemens, avec le détail des opérations qui m'ont servi à construire ces cartes.

Le volume in-quarto renferme le détail du gisement des cotes et une instruction sur la manière de naviguer dans les débouquemens.

Je me suis occupé pendant deux ans de ce travail important ; j'y ay employé toutes les ressources que procurent les nouveaux moyens qu'on a imaginé depuis quelque tems pour rendre les observations précises, et j'ai lieu de croire que les cartes que je donne sont d'une exactitude fort supérieure à celle des cartes anciennes.

Je m'estimerai heureux si elles remplissent le but que je me suis proposé, celui d'être utile au commerce et de contribuer à la sûreté de la navigation.

J'ai l'honneur d'être avec considération, Messieurs, etc.....

CHASTENET-PUYSÉGUR.

Paris, 21 mars 1781.

MESSIEURS,

Je viens de publier une nouvelle édition de l'*Almanach général du Commerce*, dont j'ai l'honneur de vous faire passer un exemplaire. L'état d'imperfection où il est encore m'a fait balancer si je devois vous le présenter cette année : cependant, tel qu'il est, j'ose vous en faire hommage, sinon comme un bon ouvrage, au moins comme un faible essai de ce que j'espère faire par la suite, heureux s'il peut, Messieurs, assez vous intéresser pour vous aider à contribuer à sa perfection en m'aidant de vos conseils et de vos lumières. Vous trouverez cet ouvrage plein d'erreurs, mais d'erreurs presque inséparables de l'établissement d'une pareille entreprise. Daignez, au reste, jeter un coup d'œil sur mes *Observations préliminaires* : elles contiennent l'expression véritable de mes sentimens.

Vous verrez, Messieurs, par le titre seul et par l'imprimé ci-joint, quel est le but que je me propose dans cet ouvrage. En suis-je loin,

quant à ce qui concerne votre ville ? Vous avez l'ouvrage entre les mains, daignez m'en instruire et m'indiquer les corrections à faire.

J'ai l'honneur d'être, etc....

GOURNAY, AVOCAT AU PARLEMENT (1).

Marseille, le 3 juin 1789.

MESSIEURS,

L'accueil favorable dont vous avez daigné honorer mon ouvrage en son tems m'enhardit à vous en faire passer le supplément que j'ai été obligé de lui donner. Comme le sentiment patriotique m'a fait en quelque sorte auteur malgré moi, il faut fermer les yeux sur les défauts littéraires pour ne s'occuper que des vérités que j'ai défendues ou établies. Je désire que tous les bons citoyens, dont les vœux et les travaux tendent à faire luire des jours de prospérité sur la France, fassent quelque attention à la découverte de l'impôt unique et s'occupent d'en peser les avantages. Vos suffrages, Messieurs, seront du plus grand poids pour l'adoption de cet impôt, si vous le prenez en considération.

Mon livre vous intéressera peut-être encore par la citation, que j'ay fais à la fin, de l'événement mémorable qui a failli causer la ruine totale de notre ville et le saccagement de tous ses citoyens. Les causes odieuses de cet événement vous fairoient du moins faire de grandes réflexions sur l'influence terrible que les méchants conservent encore dans le siècle de la philosophie.

Je suis avec respect, Messieurs, etc....

M. BLANC-GILLI (2).

(1) B. C. Gournay. — On a de lui : *Almanach général des marchands, négociants, armateurs*, etc... Année 1788, in-8°. — *Tableau général du commerce, des négociants, armateurs* (connu ci-devant sous le nom d'*Almanach général*), années 1789 et 1790. Paris, l'auteur; Belin 1789, in-8° de 950 p.

(2) Mathieu Blanc-Gilli a publié : *Eloge du capitaine Cook*, Paris, Morin 1787, in-8° — *Observations impartiales sur les troubles de Saint-Domingue*. Paris, 1791, in-8° — Dans la lettre ci-dessus l'auteur fait allusion à l'opuscule qu'il fit paraître cette même année (1789) : *Plan de révolution concernant les finances, ou Découvertes consolantes de l'impôt unique du toisé*.

Paris, ce 3 novembre 1789.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous prévenir que je ferai partir jedy prochain, par le fourgon de Bordeaux, une caisse qui contient le portrait de M. Bailly, dont M. Nairac a bien voulu me confier l'exécution. Toutes les précautions possibles ont été prises pour que cet envoi vous parvienne sans aucun accident.

Je n'ose me flatter, Messieurs, d'avoir rempli vos vœux. Beaucoup de zèle et le désir de mettre sous vos yeux une image fidèle d'un citoyen vertueux, que ses talens et son patriotisme ont appelés à une place éminente, et qui la remplit de manière à mériter les hommages et la reconnaissance de la nation, voilà, Messieurs, ce qui a dirigé et soutenu mon pinceau. Je serai trop heureux si vous m'honorez de vos suffrages.

Agréez, je vous prie, l'assurance des sentimens respectueux avec lesquels je suis, Messieurs,

Votre tres humble et tres obéissant serviteur,

MOSNIER, PEINTRE DU ROY,
rue du Petit-Bourbon Saint-Sulpice, n° 23.

Paris, 8 mars 1790.

MESSIEURS,

Attaché depuis longtemps à la province de Guyenne par des sentimens que le tems ne pourra jamais altérer, j'ai vu, avec le plus grand intérêt, les justes réclamations qu'elle faisoit dans ce moment au nom de tous les citoyens de l'Empire François. J'ai taché de soutenir, par un pur zèle, les vérités importantes que vos députés extraordinaires nous ont développé. Il est impossible d'avoir servi plus efficacement la révolution qu'ils ne l'ont fait par le décret qu'ils nous ont inspiré. Heureux d'avoir marché d'accord avec eux, je me réjoui aujourd'hui de vos succès, et, si je pouvois y avoir contribué, je serois bien convaincu d'avoir rempli dignement les devoirs de représentant de la Nation. Je ne doute pas que de nouveaux décrets assurent au commerce

toute la liberté qu'il doit avoir et sans laquelle il ne peut qu'être languissant.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur,

NOAILLES.

Paris, 20 mars 1790.

MESSIEURS,

Vous avez jugé mes foibles efforts avec une indulgence et une bonté qui excitent en moi la plus vive reconnaissance. La détermination de l'Assemblée Nationale, relative aux colonies, ne pouvoit être douteuse, puisque vos demandes n'avoient d'autre but que l'intérêt des peuples ; je n'ai eu que le mérite de hâter peut-être la délibération qu'elle a rendue. Je voudrois que les démarches du Pouvoir Exécutif répondissent à ce que les circonstances semblent exiger. Vos députés feront sans doute tout ce qui est nécessaire pour les diriger de la manière la plus utile au commerce. Vous avez chargé votre députation extraordinaire de demander la destruction du privilège exclusif de la Compagnie des Indes. Le Comité d'agriculture et de commerce a fait, hier, un rapport sur cet objet important ; la personne qui en étoit chargée n'a pas donné à cette grande question tout le développement et toute la clarté qu'elle sembloit exiger. Cependant, le décret présenté à l'Assemblée Nationale me paroît remplir le vœu de tous les bons citoyens. J'ai proposé de renvoyer la discussion de cette question à vendredy, en annonçant que l'Assemblée trouveroit dans les écrits du commerce et dans ceux de la Compagnie des motifs suffisants pour éclairer son jugement et pour se rallier à l'avis du Comité. J'ai quelque espérance que le décret qui sera porté rendra au commerce cette précieuse liberté sans laquelle il ne peut exister. Nous ne pourrions le lui refuser sans blesser le plus sacré des droits et sans violer le plus sain de nos devoirs. Je joins à ma lettre le décret qui nous a été lu : je ne puis pas asseoir des idées bien nettes sur la prescription de tous les ports, hors celui de Lorient, pour le retour des vaisseaux de l'Inde. Cette mesure, n'étant cependant proposée que pour le moment, ne me paroît pas devoir suspendre notre délibération ou y jeter de l'incerti-

tude. Je serai bien sensible aux éclaircissemens que vous voudrez bien me donner sur cet article du décret.

Vous aurés appris, Messieurs, les dispositions du décret qui concerne la vente des biens du clergé. Il me semble que, pour cette première opération, vos assignats doivent entrer en concurrence avec ceux de la ville de Paris. Cette mesure juste ne peut être que très avantageuse au Crédit public. Si vous l'approuvés, je tacheroi qu'elle soit adoptée dans l'instruction qui sera remise aux commissaires nommés par l'Assemblée pour effectuer cette vente.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

NOAILLES.

Paris, ce 3 avril 1790.

MESSIEURS,

Opposé depuis longtemps à la plupart des privilèges exclusifs, j'ai partagé l'opinion publique sur celui de la *Compagnie des Indes*, et je n'ai cessé de soutenir qu'il violoit les droits sacrés de la propriété. J'ai vu avec plaisir vos réclamations portées à l'Assemblée Nationale, et je me suis dès lors préparé à les soutenir, parce qu'elles me paroissent avoir pour objet l'avantage de tous et la prospérité de l'État. La question de la destruction du privilège exclusif avoit été fixée à la séance du mercredi matin, et, suivant l'usage, l'ordre du jour avoit été affiché aux différentes tribunes. Les actionnaires de la Compagnie se présentèrent à la barre à mon inseu, le mardi soir, et obtinrent, par un décret, l'ajournement de la question après la Constitution. Après la lecture du procès verbal, le mercredi matin, je représentai combien le décret de la veille étoit contraire à la méthode que l'Assemblée avoit suivi jusqu'alors, et je prouvoï jusqu'à l'évidence qu'un tel ajournement étoit la confirmation du privilège : je contribuai à ramener l'Assemblée à traiter la question dans la séance du mercredi, ainsi qu'il avoit été précédemment arrêté. J'ai ouvert cette séance par l'opinion que j'ai l'honneur de vous soumettre; j'ai taché de développer quelques principes utiles, et j'ai avancé des vérités incontestables.

Après avoir écouté mon avis, on a demandé les voix avec assés de chaleur : la discussion, ayant été réclamée, a eu lieu pendant trois séances. Nous avons eu à combattre des orateurs dont le talent s'exerce souvent : mais, malgré leurs efforts, l'Assemblée vient de décréter « que le commerce au delà du Cap de Bonne-Espérance est ouvert à tous les François, et que le privilège de la Compagnie reste, dès ce moment, sans nul effet, sauf à l'Assemblée à établir les restrictions et droits de traites convenables sur les marchandises de l'Inde. »

Je suis charmé de voir enfin le commerce jouir de ses droits et de la considération qu'il mérite. C'est vous, Messieurs, qui venés de former les premiers les liens qui doivent assurer la Constitution. Le crédit que vous donnez à nos assignats sauve la chose publique. Le sentiment particulier d'estime que vous m'inspirés m'a fait jouir bien sincèrement de l'exemple de patriotisme que vous avez donné à la nation entière.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur,

NOAILLES.

Saint-Pierre-Martinique, 17 juillet 1790.

MESSIEURS,

Le Maire de cette Ville, le *Père du peuple*, son déffenseur et son appui, M. de Thoumaseau, nous quitte; son cœur et sa main sont enchainés; il ne peut plus faire le bien ici; il y est en butte aux persécutions les plus cruelles, et il échappe à un pays où il ne reste plus d'espoir pour la liberté des citoyens tant que la France n'imposera pas les lois qui doivent établir la régénération sur ses véritables principes.

Liés à ce pays de proscription, obligés d'y déffendre nos intérêts, qui sont également les vôtres, nous ne pouvons suivre notre respectable père, nous ne pouvons comme lui aller porter dans le sein de la France, des François dévoués à la nouvelle constitution, prêts à nous immoler pour la déffendre; nous ne pouvons que gémir de l'impuisant esclavage dans lequel nous sommes réduits; mais nous sommes consolés puisque le premier citoyen de notre Ville se rend auprès de

vous, puisque vous serez justes appréciateurs de ses vertus, et que les hommages que nous lui rendons tous retentiront au fond de vos cœurs.

Il a été militaire, et toutes les vertus militaires ont orné sa vie; il a été colon et s'est montré le modèle des bons agriculteurs; sous le règne du despotisme la plus haute considération a été son partage, et il n'en a jamais usé que pour répandre les bienfaits. Au cri de la régénération, la voix unanime du peuple l'a mis à la tête de la ville, et sa fermeté, son zèle, sa prudence, ont protégé, soutenu, vivifié les intérêts du peuple, jusqu'à l'instant où la puissance accablante a arrêté ses travaux en suspendant les fonctions de la municipalité.

Nous restons sans défenseurs, mais nous vous présentons notre Maire, et par vous, nous le présentons à tous les corps des citoyens qui, comme vous, ont fait de si grands et de si généreux efforts en faveur de la liberté. Nous le présentons à la Patrie qui doit enfin la protection la plus éclatante à notre inviolable fidélité, et nous espérons que vos sentimens et votre amitié seront pour lui et pour nous un dédommagement de tous les maux que nous avons soufferts.

*Les Commissaires du Commerce et Négocians
de Saint-Pierre Martinique :*

Suivent : CENT QUATRE-VINGTS SIGNATURES.

Paris, 1^{er} décembre 1790.

M. le Président de l'Assemblée Nationale fait passer à Messieurs de la Chambre du commerce de Bordeaux le décret rendu par l'Assemblée le 29 de ce mois sur la Martinique. Il a pensé que Messieurs les négocians de Bordeaux recevraient avec plaisir un décret aussi important pour le commerce, et il s'est empressé de donner cette marque d'intérêt à des citoyens utiles à la Patrie par leur zèle, leur activité et l'étendue de leurs relations.

ALEXANDRE LAMETH, *Président.*

J'ai saisi avec empressement, Messieurs, cette occasion de donner à la ville de Bordeaux un témoignage de mon attachement : j'espère

que les mesures ultérieures que nous prendrons sur les colonies y ramèneront le calme et seront de nature à satisfaire les intérêts de la métropole.

(Suit la copie annoncée du décret : on en retrouvera la teneur, soit dans le Mercure, soit dans la Gazette de France.)

Marseille, le 5 novembre 1791.

MESSIEURS,

J'ay l'honneur de vous adresser une lettre des commissaires du commerce de Saint-Pierre. Sa date est ancienne : les circonstances qui m'ont maitrisé en ont retardé la remise, mais elle s'explique de manière à faire connaître l'objet de ma mission, à laquelle le parti de Saint-Pierre a ajouté ultérieurement le pouvoir de justifier auprès du Souverain et du Roi la conduite des citoyens qui ont embrassé sa défense pendant les derniers troubles de la Martinique.

Mon arrivée tardive en France s'oppose au projet que j'avais d'aller solliciter en personne vos recommandations auprès de vos députés à l'Assemblée Nationale. Veuillez me les adresser, si vous le trouvez à propos, sous le couvert de M. Kertzem, maitre de l'*Hôtel des Milords*, rue du Mail, à Paris.

J'ai l'honneur d'être avec considération, Messieurs,

Votre très humble et très obeissant serviteur,
COQUILLE DUGOMMIER.

A cette lettre était jointe la suivante :

A Messieurs les Directeurs du Commerce de Bordeaux.

MESSIEURS,

M. Coquille Du Gommier, citoyen et cultivateur de la Guadeloupe, qui a constamment donné, dans nos climats, des preuves éclatantes de patriotisme, est venu trois fois, avec les patriotes de la Basse-Terre-Guadeloupe, porter du secours à la ville de Saint-Pierre. Chaque fois, il a été élu, par acclamations, commandant général de ces braves

volontaires, et, dès les premiers jours de notre guerre intestine, les militaires-citoyens, abandonnés de leur chef, lui déférèrent le commandement général de la garnison. C'est par la confiance qu'il avoit justement acquise que nous avons vu régner l'ordre et la discipline dans notre garnison ; c'est à son courage, à ses lumières et à son zèle infatigable que nous devons la conservation de nos familles et de nos propriétés, de vos navires et de vos cargaisons. Cependant tous ces services lui ont attiré l'animadversion des ennemis de la Patrie.

Il a été dénoncé par l'Assemblée incompétente de la Guadeloupe, comme perturbateur du repos public à la Martinique, pour avoir résisté aux ordres qui lui avoient été intimés par M. Damas de se retirer avec ses volontaires. La haine et la calomnie lui ont suscité tant d'ennemis à la Guadeloupe qu'il est forcé d'abandonner ses affaires pour aller lui-même présenter sa justification à l'Assemblée Nationale.

Nous remplissons un de nos devoirs, le plus sacré, celui de la reconnaissance, Messieurs, en vous recommandant M. Coquille Du Gommier, notre défenseur et notre libérateur, et en vous priant de l'aider de votre protection auprès de MM. vos députés à l'Assemblée Nationale. Veuillez également, Messieurs, le recommander au club *des jacobins*, à Paris.

Vous reconnoîtrez, dans ce digne et vertueux citoyen, le héros le plus zélé de notre nouvelle constitution, et comme colon cultivateur l'homme juste et éclairé qui vous instruira sans partialité des dangers qui nous ont environnés et du système qui domine encore dans les colonies françaises de notre archipel.

Nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs,

Les Commissaires du Commerce :

J. LAFARGUE, LAMARQUE, POISAN, CLAVERIE.

DU MÊME AUTEUR

Les Huguenots dans le Béarn et la Navarre : *Documents inédits* publiés par la Société Historique de Gascogne. Paris, H. CHAMPION; Auch, COCHARAUX FRÈRES, 1885, in-8°.

Le Comte de Toulouse et la bataille de Velez Malaga : Angers, 1885, gr. in-8°.

Jean des Montiers de Fresse, évêque de Bayonne : Auch, G. FOIX, 1885, gr. in-8°.

Le Parlement de Bordeaux. Notes biographiques sur ses principaux officiers : Bordeaux, O.-L. FAVRAUD, 1886, gr. in-8°.

Louis XV, le duc de Gramont et le régiment des Gardes françaises : Auch, G. FOIX, 1887, gr. in-8°.

L'Ormée à Bordeaux, d'après le journal inédit de J. de Filhot : Bordeaux, FERET ET FILS, 1887, gr. in-8°.

EN COURS DE PUBLICATION

Documents inédits pour servir à l'histoire du Sud-Ouest : Agen, LENTHÉRIC, imp.

Jean-Paul de Lescom, seigneur de Piets : AUCH, *Revue de Gascogne*.

n